



BIC-BRED (SUISSE) SA

Commodity Trade Finance & Corporate Banking

RAPPORT ANNUEL **2022**

BIC-BRED (SUISSE) SA



LES COLLABORATEURS DE LA BIC-BRED (SUISSE) SA



L'ANNÉE EN BREF

CHIFFRES-CLÉS

**PRODUIT
D'ACTIVITÉ
BANCAIRE**
+36%

**RÉSULTAT NET
AVANT RRBG**
+59%

ROE
12,7%

ROA
1,3%

BILAN (en milliers de CHF)	31.12.2022	31.12.2021	Variation (absolue)	Variation (en %)
Total du bilan	1'664'015	1'229'654	434'361	35%
Créances sur la clientèle	933'165	838'719	94'446	11%
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	623'136	501'815	121'321	24%
Fonds propres	169'809	118'292	51'517	44%
dont Réserves pour risques bancaires généraux (RRBG)	36'570	15'053	21'517	143%
HORS BILAN (en milliers de CHF)	31.12.2022	31.12.2021	Variation (absolue)	Variation (en %)
Total du hors bilan	434'748	467'271	-32'523	-7%
RÉSULTATS (en milliers de CHF)	31.12.2022	31.12.2021	Variation (absolue)	Variation (en %)
Résultat net des opérations d'intérêts	27'518	18'830	8'688	46%
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	14'856	12'318	2'538	21%
Résultat des opérations de négoce	811	551	260	47%
Autres résultats ordinaires	42	20	22	110%
Produit d'activité bancaire	43'227	31'719	11'508	36%
Résultat opérationnel	22'049	13'935	8'114	58%
Résultat net avant RRBG	21'517	13'553	7'964	59%
Variation des RRBG	-21'517	-13'553	-7'964	59%
Résultat net	-	-	-	-
RATIOS SUR LE RÉSULTAT (%)	31.12.2022	31.12.2021		
Fonds propres / Total du bilan	10,2%	9,6%		
Résultat opérationnel sur fonds propres	13,0%	11,8%		
Résultat net avant RRBG sur fonds propres (ROE)	12,7%	11,5%		
Résultat net avant RRBG sur actifs (ROA)	1,3%	1,1%		
Coefficient d'exploitation	48,1%	56,2%		
RATIOS DE LIQUIDITÉS ET DE FONDS PROPRES (%)	31.12.2022	31.12.2021		
Ratio de liquidités à court terme (LCR)	121,4%	139,0%		
Ratio de refinancement (NSFR)	122,8%	130,3%		
Ratio des fonds propres globaux	16,5%	14,3%		
EFFECTIFS	31.12.2022	31.12.2021	Variation (absolue)	Variation (en %)
En unités de travail à plein temps	84,1	70,8	13,3	19%
En personnes	87	73	14	19%

SOMMAIRE

L'ANNÉE EN BREF	1
Chiffres-clés	1
1. MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	6
2. STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT	12
2.1 Le Groupe BPCE	12
2.2 Le Groupe BRED	15
2.3 La BIC-BRED (Suisse) SA	18
3. GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	22
3.1 Conseil d'Administration	22
3.2 Comités et délégation	25
3.3 Comité de direction	26
4. LES ACTIVITÉS	30
4.1 Le financement du négoce international	31
4.2 Les relations et services bancaires	42
4.3 Les activités de marché	44
4.4 Succursale de Dubaï – BIC-BRED (Suisse) SA DIFC Branch	45
5. REVUE 2022	50
5.1 La grande « agitation » des marchés de matières premières	50
5.2 Politique et portefeuille de crédit	58
5.3 Partenariats avec les institutions multilatérales	63
5.4 Digitalisation dans le financement des matières premières	65
5.5 Valeurs et culture d'entreprise	70
6. DONNÉES FINANCIÈRES	74
6.1 Analyse financière	75
6.2 Opinion d'audit	84
6.3 États financiers 2022	88
7. EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION	112
8. PARTENARIATS	114



PARTIE 1

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Stève Gentili,
Président du Conseil
d'administration



Emmanuel Lemoigne,
Directeur Général

L'heure est à l'optimisme. Une fois de plus. Comme l'an passé et comme il y a deux ans.

Pourtant, la situation internationale, le contexte géopolitique, l'inquiétude climatique, qui laissent certains perplexes ou inquiets, devraient nous rendre prudents.

Toutefois, la satisfaction reste d'actualité à la BIC-BRED (Suisse) SA.

Comme en 2021, les résultats 2022 de notre banque montrent en effet de solides raisons d'apprécier la pertinence de notre stratégie.

Nous disposons désormais d'un portefeuille de référence sur la place de Genève dans les divers domaines des matières premières, devenant un acteur de premier plan dans le financement du négoce et dans la durabilité des bonnes pratiques.

La progression de notre produit d'activité bancaire a atteint +36% générant un résultat opérationnel en hausse de +58% et un résultat avant dotation aux réserves pour risques bancaires généraux de +59%. Ainsi, notre banque présente

aujourd'hui des ratios de rendement de très haut niveau avec des taux de rentabilité économique et financière très largement au-delà des standards du marché. L'efficacité opérationnelle de la banque s'est également renforcée avec un coefficient d'exploitation désormais inférieur à 50%.

En 2022, de nouveaux clients nous ont apporté leur confiance. Nous avons concrétisé de nombreux partenariats avec des institutions multilatérales. Nous avons conscience de notre responsabilité en contribuant à assurer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest.

L'ouverture de notre succursale à Dubaï a aussi constitué un temps fort de l'exercice 2022. Les perspectives de développement dans cette région où se croisent les investisseurs du monde entier sont encourageantes.

La sortie progressive de la crise sanitaire nous a permis de relancer des actions de formation à destination de nos équipes après cette période au cours de laquelle les liens humains s'étaient naturellement distendus du fait du travail à distance.

Nous avons en particulier travaillé sur la cohésion et la réflexion pour renforcer le partage des valeurs et la dynamique d'entreprise.

C'est grâce à ces valeurs et cette dynamique que notre banque est devenue incontournable dans le monde des matières premières et dans l'écosystème suisse qui lui y est intimement lié.

Notre stratégie s'affine d'année en année. L'optimisation est de rigueur. Jamais nous ne nous éloignons de nos valeurs ni de notre cœur de métier. Plus que jamais nous tenons compte des évolutions sociétales et environnementales.

Cette stratégie comporte le nécessaire renforcement des moyens d'action de notre banque en matière d'investissement dans le numérique et dans les efforts de recrutement indispensables pour garantir à la clientèle un service de qualité. Nous conservons la volonté forte de faire évoluer ensemble l'humain et la technologie.

L'année 2023 verra incontestablement croître le fruit de nos synergies avec notre maison mère, le Groupe BRED, dont la solidité et la réussite constituent un atout majeur sur lequel nous pouvons nous appuyer pour pérenniser notre développement.

Des clients plus nombreux, des partenaires fiables, des offres de financement, des équipes qui apportent leur expertise, des valeurs partagées... Continuons à nous donner les moyens de nos ambitions!

Bien cordialement,

Stève Gentili
Président du Conseil d'administration

Emmanuel Lemoigne
Directeur Général

Filiale à
100%
de la BRED
Banque
Populaire,
la BIC-BRED
(Suisse) SA

accompagne
le développement
de ses clients actifs
dans les matières
premières énergétiques,
agricoles et les métaux.



PARTIE 2

STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT

STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT

2.1 LE GROUPE BPCE

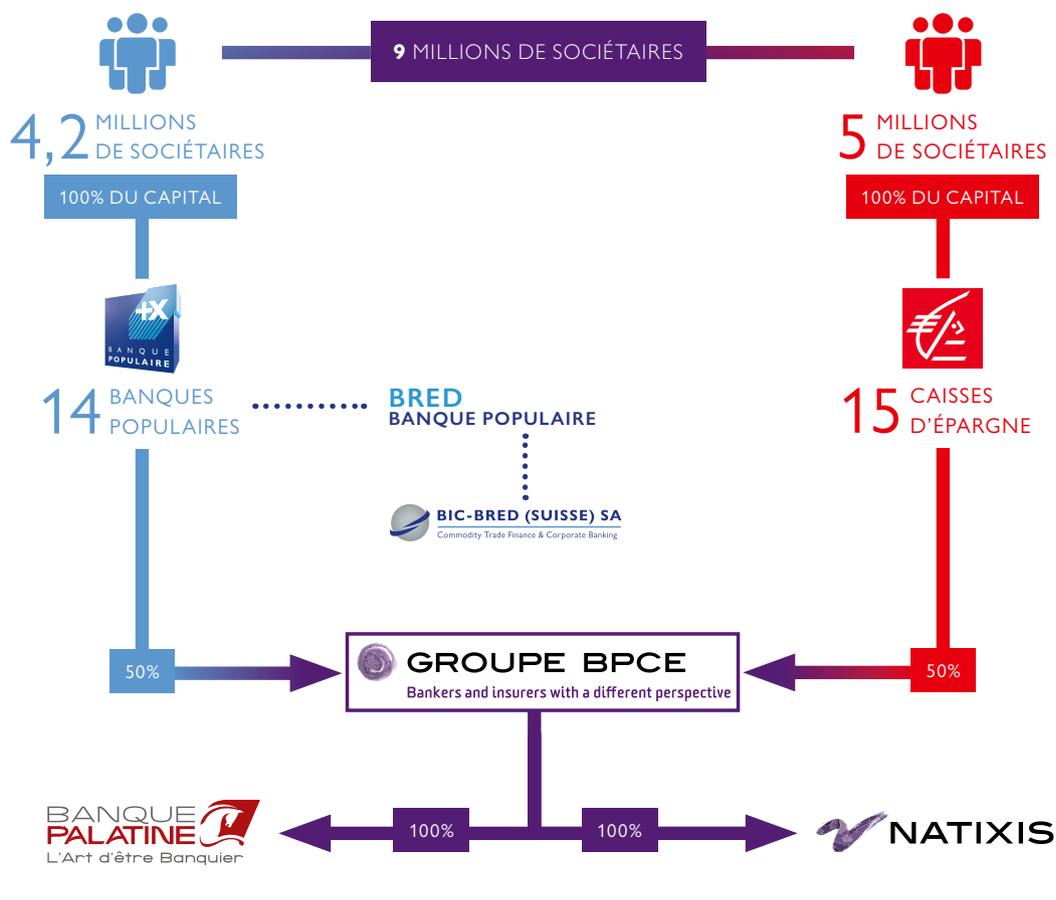
HISTOIRE

Créé en 2009, le Groupe BPCE est né de la fusion de deux grands réseaux coopératifs : Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

En l'espace d'une dizaine d'années, il est devenu l'un des plus grands groupes bancaires en Europe. Il est le second groupe bancaire en France et finance plus de 20% de l'économie française.

STRUCTURE

Figure 1 ORGANIGRAMME DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2022



Plus de 9 millions de sociétaires sont les propriétaires de l'ensemble des parts sociales composant le capital des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne. Leurs représentants constituent les conseils d'administration des Banques Populaires et les conseils d'orientation et de surveillance des Caisses d'Épargne.

Les 14 Banques Populaires (dont la BRED) et les 15 Caisses d'Épargne détiennent à parité 100% du capital de BPCE, organe central du groupe.

L'organe central est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, d'organiser la garantie des dépôts, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe.

Il détermine aussi les orientations stratégiques et coordonne la politique commerciale du Groupe dont il garantit la liquidité et la solvabilité. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe. Il détient et gère les participations dans les filiales.

ACTIVITÉS

Avec 100'000 collaborateurs, le Groupe BPCE est présent dans plus de 40 pays et au service de 35 millions de clients: particuliers, professionnels, entreprises, investisseurs et collectivités locales.

Il exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance. Il déploie également au niveau mondial, avec Natixis, les métiers de gestion d'actifs, de banque de grande clientèle et de paiements.

Figure 2 LES 4 GRANDS MÉTIERS DU GROUPE BPCE



CHIFFRES-CLÉS

Le Groupe BPCE, seule institution financière systémique européenne non cotée, présente une solidité de ses revenus en 2022. La majeure partie de ses résultats a été mise en réserve, contribuant ainsi à renforcer ses fonds propres.

Tableau 1 CHIFFRES-CLÉS DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2022

en milliards d'EUR	2022	2021	Variation (absolue)	Variation (en %)
Produit net bancaire	25,7	25,7	0,0	0%
Résultat brut d'exploitation	7,6	7,9	-0,3	-3,8%
Résultat net part du groupe	4,0	4,0	0,0	0%
Ratio CET1	15,1%	15,8%	-0,7%	-4,4%

NOTATIONS EXTERNES

Fort de ces fondamentaux solides, le Groupe BPCE bénéficie de notations financières externes de qualité.

Tableau 2 NOTATIONS EXTERNES DU GROUPE BPCE AU 31 DÉCEMBRE 2022

	Fitch ratings	Moody's	Standard & Poor's
Note long terme	AA-	A1	A
Note court terme	F1+	P-1	A-1
Date du dernier rapport	19.10.2022	09.09.2022	12.10.2022

2.2 LE GROUPE BRED

HISTOIRE

En 1919, commerçants, industriels et artisans se réunissaient autour du Président de l'Union Commerciale et Industrielle de Vincennes, Louis-Alexandre Dagot, pour créer l'une des premières banques populaires.

STRUCTURE

Le Groupe BRED est membre du Groupe BPCE.

La BRED Banque Populaire SA est la société mère du Groupe BRED. Elle est détenue par 200'000 sociétaires.

ACTIVITÉS

Avec 6'300 collaborateurs dont 30% à l'international, le Groupe BRED propose à 1,3 million de clients les activités

diversifiées suivantes : banque de détail, banque de grandes entreprises et d'institutionnels, banque privée, société de gestion d'actifs, salle des marchés, compagnie d'assurances et financement du négoce international.

IMPLANTATIONS DU GROUPE BRED

Le Groupe BRED est implanté :

- En Europe : France, départements d'outre-mer, collectivités d'outre-mer, Belgique et Suisse ;
- En Asie : Laos, Cambodge, Thaïlande, Myanmar ;
- Au Moyen-Orient : Émirats Arabes Unis ;
- En Afrique : Djibouti et Ethiopie ;
- En Océanie : Nouvelle-Calédonie, Vanuatu, Îles Fidji et Îles Salomon.

Figure 3 IMPLANTATIONS DU GROUPE BRED À L'ÉTRANGER



CHIFFRES CLÉS

Le Groupe BRED réalise de très belles performances en 2022, avec un produit net bancaire et un résultat net en croissance continue depuis 2012.

Tableau 3 CHIFFRES-CLÉS DU GROUPE BRED AU 31 DÉCEMBRE 2022

en millions d'EUR	2022	2021	Variation (absolue)	Variation (en %)
Produit net bancaire	1'637	1'456	181	12,4%
Résultat brut d'exploitation	751	653	98	14,9%
Résultat net part du groupe	507	412	95	23%
Ratio CET1	15,7%	16,5%	-0,8%	-4,8%

FAITS MARQUANTS 2022

La BRED à l'arrivée de la Route du Rhum

Armel Le Cléac'h, skipper du *Maxi Banque Populaire XI*, a terminé 7^e de la Route du Rhum 2022, la plus prestigieuse des transatlantiques. À son arrivée en Guadeloupe, il a été accueilli chaleureusement par les collaborateurs et clients de la BRED qui ont partagé des temps forts ensemble. Dix des collaborateurs ont pu suivre en mer les derniers milles de la course.

Trois Awards pour la Salle des Marchés de la BRED

La BRED, grâce à sa Salle des Marchés, a été reconnue comme meilleure banque pour le placement de la dette à court terme des grands émetteurs européens auprès des investisseurs mondiaux.

Elle a été récompensée par 3 Awards :

- Best European Money Market Dealer
- Best NEU CP Money Market Dealer
- Best Corporate Money Market Dealer

Performances ESG

La BRED a obtenu une notation A1, de très haut niveau pour la qualité de ses performances ESG (environnement, social, gouvernance), attribuée par Moody's ESG Solutions. Cette notation répond à la volonté de la BRED d'intégrer les critères ESG dans sa stratégie, ses opérations et la gestion de ses risques.

Meilleure Banque Privée 2022

Après une première distinction en 2021, BRED Banque Privée a été élue Meilleure Banque Privée en France dans la catégorie « Banque Privée affiliée » en 2022. Ce Trophée d'Or, obtenu au Sommet du

patrimoine et de la performance, est un immense succès pour la banque privée de la BRED, distinguée par ses pairs. Pour les équipes de Gestion privée et de Gestion de fortune, c'est la reconnaissance d'un professionnalisme qui conjugue expertise, qualité relationnelle et recherche d'excellence. Pour la banque, c'est aussi le dynamisme de son offre, la qualité de ses partenariats, son architecture ouverte pour une vision globale du marché et sa trajectoire de développement qui sont récompensés par cette plus haute marche du podium.

Les 10 ans de Bred Bank Fiji

Dix ans après son installation, BRED Bank Fiji enregistre une forte croissance de son activité ces trois dernières années. L'année 2022 aura été particulièrement marquée par le succès : le résultat net a augmenté de 700%, atteignant un niveau historique de 20,1 millions de FJD (Fijian Dollar). Pour Thierry Charras-Gillot, Directeur général de BRED Bank Fiji : « La banque va continuer à réinvestir ses bénéfices dans le pays. Nous avons récemment consacré plus d'un million de dollars à l'installation de machines de dépôt automatique, dans l'agence de Lautoka, pour ensuite les généraliser à l'ensemble du réseau d'agences. » L'ouverture de 3 agences dans l'ouest du pays – 2 agences dans la région de Suva et 2 agences à Nasinu et Labasa –, renforcera encore la présence de BRED Bank Fiji. L'immeuble de 18 étages de la FHL Tower, où sera installé le nouveau siège en 2023, sera renommé « BRED Bank Tower ». Tout un symbole !

Offrir aux Djiboutiens un service à forte valeur ajoutée

La Banque pour le Commerce et l'Industrie – Mer Rouge (BCIMR) est une banque universelle qui participe grandement au financement de l'économie djiboutienne, représentant environ 25% du marché bancaire local. Elle est la première banque des projets d'infrastructures et des grandes entreprises du pays. BCIMR déploie la stratégie de Banque sans distance du Groupe BRED avec l'ouverture de sa première agence 100% conseil. Elle poursuit également sa transformation digitale pour servir au mieux ses clients. C'est ainsi un espace en libre accès et sécurisé pour les opérations bancaires quotidiennes, et des conseillers dédiés pour répondre aux projets de vie et d'entreprise de ses clients.

2.3 LA BIC-BRED (SUISSE) SA

HISTOIRE

En 1991, le Groupe BRED par le biais de la Banque Internationale de Commerce - BRED SA à Paris créait à Genève une succursale dédiée au financement du commerce extérieur et du négoce international. Ses affaires se concentraient principalement sur les pays du pourtour méditerranéen, l'Europe centrale et les pays de l'Est. La Succursale était également présente à Istanbul par le biais d'un bureau de représentation.

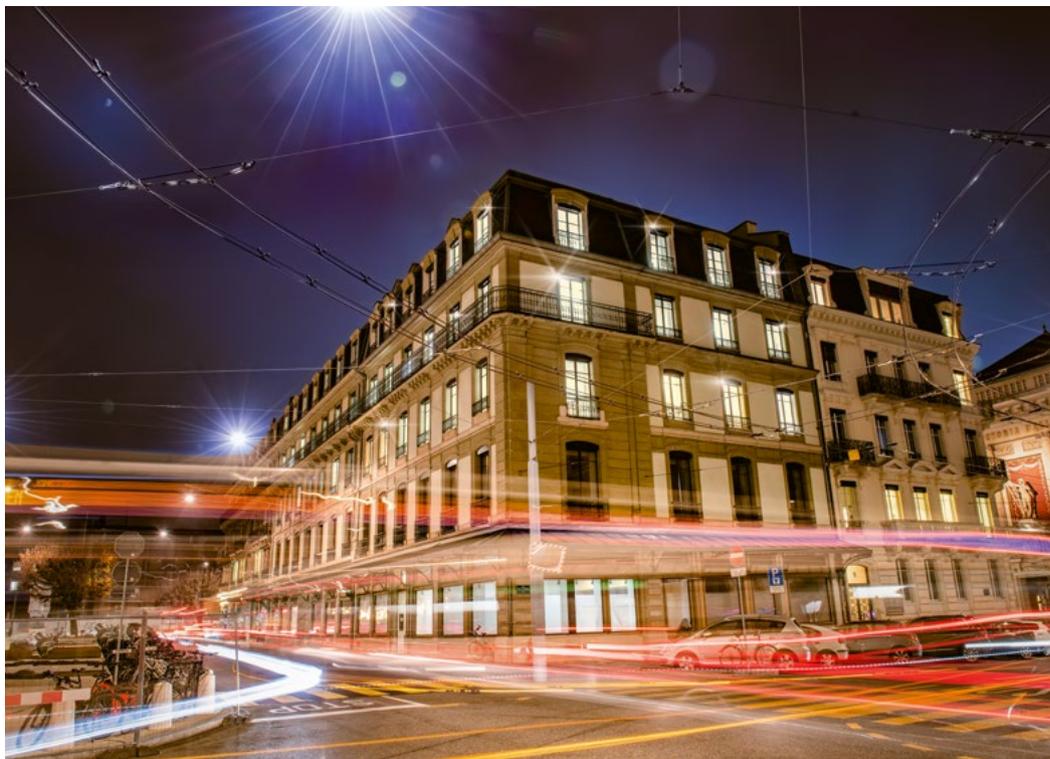
En 2015, la Banque Internationale de Commerce – BRED SA, Paris crée une société anonyme à Genève dans laquelle elle transfère l'ensemble des actifs et passifs de la succursale. La filiale Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA (« BIC-BRED (Suisse) SA »)

est née et siège Place de Longemalle, à Genève. Elle obtient la même année une licence bancaire de la part de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

En 2019, pour faire face à la croissance de ses effectifs, la Banque déménage dans des locaux plus spacieux situés Boulevard du Théâtre, à Genève.

Afin d'accompagner son développement, courant 2022, la BIC-BRED (Suisse) SA a procédé à une augmentation de capital d'un montant total de 30'000'000 CHF. Cette augmentation de capital, souscrite intégralement par la Banque Internationale de Commerce – BRED SA, Paris, a porté le capital-actions de la Banque de 103'073'800 CHF à 133'073'800 CHF.

Le siège de la Banque
au boulevard du Théâtre
à Genève.



STRUCTURE

La BIC-BRED (Suisse) SA est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce – BRED SA, Paris, dont le capital est détenu à 99,99% par la Compagnie Financière de la BRED SA (COFIBRED), elle-même détenue à 100% par la BRED Banque Populaire SA.

FAITS MARQUANTS 2022

Ouverture de la succursale de Dubaï

(voir 4.4 SUCCURSALE DE DUBAÏ – BIC-BRED (SUISSE) SA DIFC BRANCH)

La Banque s'est implantée aux Émirats Arabes Unis par le biais d'une succursale basée au sein du Dubaï International Financial Center (DIFC) afin de bénéficier du dynamisme de la région dans le domaine du commerce international. Le régulateur local, la Dubaï Financial Services Authority (DFSA), a accordé le 5 juillet 2022 une licence bancaire de catégorie 4 à la BIC-BRED (Suisse) SA DIFC Branch.

Cette nouvelle entité permet à la Banque d'assurer un suivi de proximité à sa clientèle de négociants basée aux Émirats Arabes Unis, de développer son portefeuille de clientèle de manière sélective, d'ouvrir de nouvelles relations avec les banques de la zone et de proposer localement les produits de la salle des marchés de la BRED.

Séminaire « Culture d'entreprise »

(voir 5.5 VALEURS ET CULTURE D'ENTREPRISE)

Les 25 et 26 octobre 2022, un séminaire sur la culture d'entreprise a été animé par Monsieur Grégoire Gatbois de la société Gemm Conseil. Le but étant de contribuer à l'animation de ce sujet ainsi que de définir un cadre culturel à la pratique managériale au sein de la Banque. Une vingtaine de collaborateurs était donc réunie afin d'échanger sur la thématique des valeurs et principes de l'entreprise. Dans une ambiance productive et conviviale, la contribution active des participants a permis l'émergence de 5 grandes valeurs et de leurs principes de comportement que nous avons à cœur de faire vivre au sein de la banque.

Programme d'accompagnement managérial

L'investissement dans la formation des équipes et l'amélioration continue des qualifications des collaborateurs permettent de préparer l'avenir de la banque.

Après la période de crise sanitaire qui a suspendu nos activités de formation sur site, 2022 a été l'occasion de renouer avec ces séances. Un plan d'accompagnement des managers a donc été mis en place sur plusieurs mois avec l'aide d'un consultant externe. Une vingtaine de nos managers ont donc commencé à travailler en groupe et individuellement sur des thématiques transversales lors d'ateliers mensuels. Ce projet se poursuivra sur 2023 avec la continuité des ateliers, un séminaire dédié, des séances de coaching ainsi que des conférences de leaders inspirants.



PARTIE 3

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

La Haute Direction de la Banque est assurée par le Conseil d'administration, appuyé par ses comités. La Direction de la Banque est assumée par le Comité de direction.

3.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration sont nommés par l'Assemblée Générale pour une durée de cinq ans renouvelables.

Au 31 décembre 2022, le Conseil d'administration est composé de 9 membres, dont 3 sont indépendants¹.

DEVOIRS ET COMPÉTENCES

Le Conseil d'administration exerce la haute direction et surveillance de la Banque. Lui incombe notamment la responsabilité ultime de la surveillance de la conduite des affaires de la Banque ainsi que du contrôle des personnes chargées de la gestion. Il s'assure en particulier que ces dernières respectent la loi, les statuts, les règlements et instructions.

Le Conseil d'administration détermine la politique générale de la Banque. Il veille, à cet égard, à la mise en place d'une organisation adéquate dans l'optique du bon fonctionnement de la Banque. Il édicte les règlements nécessaires à la gestion de la Banque, à la surveillance de cette gestion et à la détermination des attributions des organes de l'administration et de la gestion. Il approuve le règlement d'organisation.

¹ Un membre du Conseil d'administration est réputé indépendant:

- S'il n'occupe pas d'autre fonction dans l'établissement et n'en a pas occupé au cours des deux dernières années;
- S'il n'a pas occupé, au cours des deux dernières d'années, la fonction d'auditeur responsable de l'établissement au sein de la société d'audit;
- S'il n'entretient avec l'établissement aucune relation d'affaires qui, par sa nature ou son ampleur, conduit à un conflit d'intérêts;
- S'il ne détient pas de participation qualifiée dans l'établissement, ni ne représente un détenteur d'une telle participation.

STÈVE GENTILI

de nationalité française et domicilié en France

Rôle

Président du Conseil

Formation

Titulaire d'une licence Informatique et Gestion et diplômé du Collège des Sciences Sociales et Économiques.

Parcours professionnel

Stève Gentili a été Directeur Général d'une société agro-alimentaire et Président Directeur Général d'un groupement interprofessionnel d'entreprises. Vice-Président délégué du Conseil d'Administration de la BRED Banque Populaire et Président du Conseil d'Administration de COFIBRED (Compagnie Financière de la BRED), il est également administrateur de différentes entités du Groupe BRED et membre du Conseil de Surveillance de PREPAR VIE.

Il a été Président du Conseil de Surveillance de BPCE, administrateur de COFACE, de THALES et de VEOLIA.

LOUIS HABIB-DELONCLE

de nationalité française et domicilié en Suisse

Rôle

Vice-Président du Conseil, membre indépendant

Formation

Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit international de l'Université de Paris 1.

Parcours professionnel

Louis Habib-Deloncle a débuté sa carrière en tant que Directeur de la société United Commercial Agencies à Paris (1977-1980).

Il a ensuite été administrateur et Directeur Général d'Insurance Services Overseas (1980-1985).

De 1985 à 2000, il a été Président fondateur d'Unistrat P.A.R.I.S, et de 1984 à 2009, il a été Président fondateur d'HDA devenue Assurances, Finances et Développement.

De 1990 à 2007, il a été Président du Directoire d'Eurex Holding, et de 1994 à 2000, il a été Président Directeur Général d'Unistrat Assurances, Paris.

Il a fait partie du groupe de travail Solvency II de l'ICISA de 2009 à 2013 et fait partie du groupe assurance – crédit / caution de l'AIDA depuis 2009.

De 2003 à 2014, il est Président du Directoire de Garant, compagnie basée à Vienne et Genève, spécialisée dans l'assurance-crédit et l'assurance des risques politiques pour les entreprises et les banques offrant des solutions *Trade et Export Finance*.

HERVÉ CATALA

de nationalité française et domicilié en France

Rôle

Membre du Conseil, membre indépendant

Formation

Titulaire d'une Maîtrise de droit public

Parcours professionnel

Hervé Catala a effectué l'ensemble de sa carrière au sein de la Banque Indosuez puis de Crédit Agricole *Corporate and Investment Bank*.

Après quelques années passées d'abord à Paris à la Direction des Engagements puis comme Banquier Conseil à la Direction des Grandes Entreprises Européennes, il rejoint en 1987 la Direction des Régions de France comme directeur des succursales de Nancy puis de Lille et enfin de la région Rhône-Alpes avant de prendre la responsabilité nationale en 1994.

Il est ensuite nommé CEO du Crédit Foncier de Monaco en 1999, puis de la Banque de Gestion Privée Indosuez en 2007.

En 2011, il rejoint la Suisse comme *Senior Country Officer* du groupe Crédit Agricole et devient CEO de Crédit Agricole Indosuez Switzerland, fonction qu'il occupe jusqu'en 2016, date à laquelle il rejoint le Comité de Direction Générale du Pôle Grande Clientèle du groupe Crédit Agricole SA et le Comité de Direction de Crédit Agricole *Corporate and Investment Bank*.

MAYLIS COUPET

de nationalité française et domiciliée en France

Rôle

Membre du Conseil

Formation

Diplômée de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique

Parcours professionnel

En 2009, Maylis Coupet débute comme économiste à la direction générale du Trésor puis prend

la responsabilité de la négociation européenne sur Solvabilité II. Elle rejoint ensuite l'Inspection des finances.

Entre 2010 et 2014, elle dirige le bureau des marchés financiers de la direction générale du Trésor.

En 2014, elle intègre la Société Générale comme Inspectrice Principale.

En 2017, elle devient banquier conseil en charge d'un portefeuille de grandes entreprises et d'ETI à la Société Générale.

En 2021, Maylis Coupet est nommée Directrice de la banque de grande clientèle de la BRED.

JEAN-LUC DECORNOY

de nationalité française et domicilié en Suisse

Rôle

Membre du Conseil

Formation

Diplômé de l'École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales de Paris, Expert-comptable et commissaire aux comptes

Parcours professionnel

De 1995 à 2002, Jean-Luc Decornoy a été membre du Conseil Régional de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles (CRCC).

Il a ensuite occupé la fonction de Vice-Président puis Président du département Appel Public à l'Épargne (APE) de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC).

De 2001 à 2013, il a occupé la fonction de Président de KPMG France, membre du Board Européen et du Board Mondial de KPMG, et de 2008 à 2013, il était Président du Comité d'Audit mondial de KPMG.

Il est administrateur de BIC-BRED Paris depuis 2014.

JEAN-PIERRE FOURÈS

de nationalité française et domicilié en France

Rôle
Membre du Conseil

Formation

Licencié en droit public, diplômé de l'École Supérieure de Journalisme, de l'École Nationale Supérieure de Police et de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale.

Parcours professionnel

Jean-Pierre Fourès occupe actuellement les fonctions d'administrateur de la BRED Banque Populaire, administrateur de BRED Gestion, administrateur de la BIC-BRED Paris et administrateur de la Fondation BRED.

OLIVIER KLEIN

de nationalité française et domicilié en France

Rôle
Membre du Conseil

Formation

Diplômé de l'École Nationale de la Statistique et de l'Administration Économique et du Cycle d'Études Supérieures en Finance de HEC Paris.

Parcours professionnel

Olivier Klein a débuté sa carrière chez BFCE Natexis (1985) où il a notamment occupé le poste de Directeur régional (1993-1996).

Il a ensuite été membre du Comité Exécutif, Directeur commercial et du développement auprès de B.R.A. Groupe CIC (1996-1997).

De 1998 à 2000, il a assuré le remplacement du Président du directoire du Groupe Caisse d'Épargne Caisse de Picardie.

De 2000 à 2007, il a assuré la présidence du directoire de la Caisse d'Épargne Ile-de-France Ouest, ainsi que la présidence de la Commission Nationale Banque de Détail du Groupe Caisse d'Épargne.

De février 2007 à avril 2010, il a occupé la fonction de dirigeant de la Caisse d'Épargne Caisse Rhône-Alpes, et d'avril 2010 à septembre 2012, il a occupé le poste de Directeur Général du Groupe BPCE.

Depuis septembre 2012, il est Directeur Général de la BRED Banque Populaire, Paris. Il est également Directeur Général de COFIBRED (Compagnie Financière de la BRED) et membre du Conseil de surveillance de PREPAR VIE.

STÉPHANE MANGIAVACCA

de nationalité française et domicilié en France

Rôle
Membre du Conseil

Formation

Ingénieur Civil des Mines diplômé en 1999

Parcours professionnel

Stéphane Mangiavacca a débuté sa carrière à la Mission économique et financière française en Chine en 1999-2000.

En 2001, il a rejoint l'Inspection générale de la Banque Fédérale des Banques Populaires (désormais BPCE) et il a été nommé en 2006 Chef de mission de l'audit quantitatif.

Il a ensuite intégré la BRED, en 2009, où il a rejoint le Comité Exécutif en 2012 en tant que Directeur des risques. Ses responsabilités ont ensuite été élargies à la conformité et au contrôle permanent.

Depuis janvier 2020, il est Directeur de l'international du Groupe BRED.

De 2020 à 2021, il a été Directeur Général de la BIC-BRED Paris.

Il est actuellement Président du Conseil d'administration de la Banque Franco Lao, de la BRED Vanuatu et de la BCI Mer Rouge.

JEAN-PIERRE VETTOVAGLIA

de nationalité suisse et domicilié en France

Rôle
Membre du Conseil, membre indépendant

Formation

Études de droit dans les Universités de Lausanne, Rome et Genève

Parcours professionnel

Jean-Pierre Vettovaglia a passé le concours d'entrée à la carrière diplomatique en 1969.

Au cours de son parcours diplomatique, il a exercé les fonctions de secrétaire, ministre, délégué et expert, notamment auprès de l'Ambassade de Suisse au Ghana (1971-1974), en Inde et au Népal (1974-1977), en Yougoslavie (1977-1981), et pour la Mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales à Genève (1983-1988).

Il a ensuite été ambassadeur à Vienne (1988-1993), en Roumanie (1993-1996) et à Paris (2000-2007).

Il a exercé par deux fois le rôle de médiateur en Mauritanie et en République démocratique du Congo. Il a également eu l'occasion de mener des missions électorales en Afrique.

Il a été administrateur de la BIC-BRED Paris jusqu'au 30 mai 2016.

Il travaille comme consultant international depuis 2007.

Il est conférencier et chargé de cours auprès de différentes universités, à Lyon (Jean Moulin III) et dans les Hauts de France. Il a reçu le Prix Turgot de la Francophonie pour une trilogie consacrée à la «Prévention des crises et promotion de la paix».

Il exerce la fonction d'éditorialiste pour les questions internationales auprès de Q Magazine.

3.2 COMITÉS ET DÉLÉGATION

Afin de l'assister dans l'accomplissement de ses devoirs, le Conseil d'administration a établi deux comités :

1. Le Comité d'Audit;
2. Le Comité de Crédit du Conseil.

Le Conseil d'administration reste responsable des tâches déléguées à ces comités.

MEMBRES DES COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2022, ces comités sont composés comme suit :

Comités	Membres
Comité d'audit	Louis Habib-Deloncle (Président) Jean-Luc Decornoy Stéphane Mangiavacca Jean-Pierre Vettovaglia Hervé Catala
Comité de Crédit du Conseil	Stéphane Mangiavacca (Président) Olivier Klein Stève Gentili

DEVOIRS ET COMPÉTENCES

Comité d'audit

Le Comité d'audit, qui s'est réuni à 4 reprises en 2022, a pour rôles principaux la surveillance et l'évaluation de l'intégrité des boucllements financiers, du système de contrôle interne, de l'efficacité du réviseur externe et de sa coopération avec l'audit interne. Il est également responsable de l'évaluation de l'audit interne.

Comité de Crédit du Conseil

Le Comité de Crédit du Conseil a pour objet l'examen et la validation des dossiers de crédit d'un montant excédant 10% des fonds propres de la Banque.

3.3 COMITÉ DE DIRECTION



De gauche à droite:
Franck Nater,
Christelle Lefebvre,
Emmanuel Lemoigne,
Anne-Ly Zumbino
et François Monnier,
membres du
Comité de direction.

MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION

La Direction est assumée par le Comité de direction, désigné par le Conseil d'administration.

DEVOIRS ET COMPÉTENCES

Le Comité de direction est responsable de la gestion quotidienne et de l'organisation appropriée de la Banque devant le Conseil d'administration. Il assume par tous les moyens à sa disposition la bonne marche des affaires de la Banque.

Il fait régulièrement rapport au Conseil d'administration de l'évolution des affaires et de la Banque. Il veille à la bonne et fidèle exécution de toutes les décisions adoptées par le Conseil d'administration.

EMMANUEL LEMOIGNE

de nationalité française et domicilié en Suisse

Rôle

Directeur Général depuis 2015

Formation

Diplôme universitaire de technologie en gestion des entreprises et des administrations, diplôme de l'École Supérieure de Commerce d'Amiens (ISAM), diplôme d'études supérieures de l'Institut Technique de Banque, diplôme du Centre d'Études Supérieures de Banque.

Parcours professionnel

Emmanuel Lemoigne a effectué l'ensemble de sa carrière au sein de la BRED, d'abord en qualité de *Group Manager and Sales Manager en Retail Banking* (1991-2001), puis en tant que *Head of Distribution en Corporate Banking* (2001-2005).

Il a également occupé la fonction de *Regional Manager en Retail et Corporate Banking* (2005-2009) et de 2009 à 2015, il était *Executive Director* et membre du Comité Exécutif du Groupe BRED, en charge de la Banque de Grande Clientèle.

FRANÇOIS MONNIER

de nationalité suisse et domicilié en Suisse

Rôle

Directeur Général Adjoint et Directeur Commercial depuis 2015

Formation

Diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion.

Parcours professionnel

François Monnier a débuté sa carrière auprès de la Compagnie Bancaire (1988-1994).

Il a ensuite travaillé comme chargé d'affaires entreprises auprès du Crédit National (1994-1998) devenu Natixis quelques années plus tard.

De 1998 à 2001, il a été *Chief Representative* de Natixis en Indonésie puis a occupé à son retour en France la fonction de *Head of Paris Group Metaux* puis *Soft Commodities* au sein du département Négoce de Natixis (2001-2009). À partir de 2009, il a rejoint BNP Paribas (Suisse) et est devenu en 2012, *Group Head, Energy and Metals*, au sein d'*Energy and Commodity Finance*.

FRANCK NATER

de nationalité suisse et domicilié en France

Rôle

Directeur Général Adjoint et Directeur des Opérations depuis 2015

Formation

Diplômé en sociologie et relations publiques de l'Université de Paris.

Parcours professionnel

Franck Nater a débuté sa carrière auprès de la B.A.I.L., Paris en tant qu'*Account Officer* (1989-1991).

Il a travaillé auprès de la Bank Brussel Lambert (Suisse) en qualité de *Team Head L/C Department* (1991-1995).

De 1995 à 1999, il a occupé les fonctions de *Relationship Manager Commodity Trade Finance* auprès du Crédit Lyonnais (Suisse) puis a rejoint BNP Paribas (Suisse) occupant successivement de 1999 à 2015 les postes de *Relationship Manager Commodities Trade Finance*, *Team Head Collateral Officer Commodities Trade Finance*, *Deputy Head Collateral Officer CIB Energy Commodity Financing* et *Head Transaction Management CIB Energy Commodity Financing*.

ANNE-LY ZUMBINO

de nationalité suisse et domiciliée en France

Rôle

Directrice des Risques depuis 2020

Formation

Diplômée de l'Institut Commercial de Nancy et au bénéfice d'une Maîtrise des Sciences et Techniques Comptables et Financières à l'Université de Nancy.

Parcours professionnel

Anne-Ly Zumbino a travaillé 15 ans auprès de la BNP Paribas à Paris puis à Genève, toujours dans le domaine du crédit. Elle a couvert le secteur du corporate banking et des financements spécialisés sur les USA puis celui des matières premières depuis 2003.

Elle a rejoint la BIC-BRED (Suisse) SA en août 2015 afin de structurer et gérer le département Crédits et Engagements.

CHRISTELLE LEFEBVRE

de nationalité française et domiciliée en Suisse

Rôle

Secrétaire Générale depuis janvier 2023

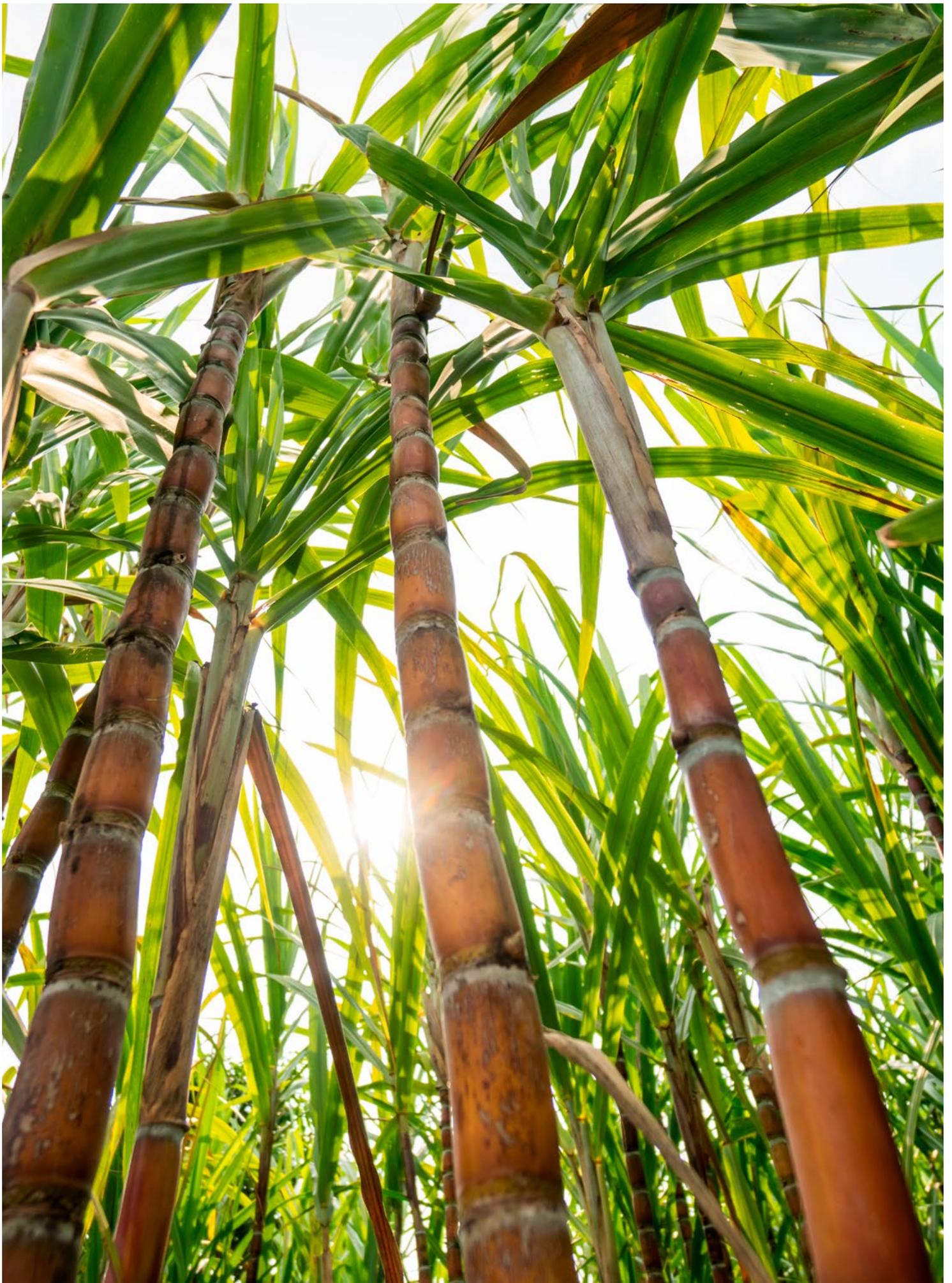
Formation

Diplômée d'HEC Paris, titulaire d'un master en droit et fiscalité internationale (Université de Paris) et du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat.

Parcours professionnel

Christelle a débuté sa carrière en cabinet d'avocat au sein du réseau Arthur Andersen. Elle a ensuite passé 20 ans dans le groupe BNP Paribas à Paris, Londres et Genève, dans des rôles de structuration, de développement, de gestion des risques et pilotage des projets réglementaires.

Elle a rejoint la BIC-BRED (Suisse) SA en octobre 2020 en tant que Responsable des risques financiers, juridiques et IT avant d'être nommée Secrétaire Générale en décembre 2022.



PARTIE 4

LES ACTIVITÉS

LES ACTIVITÉS

Basée au cœur de Genève, une des principales places mondiales du négoce de matières premières, la BIC-BRED (Suisse) SA poursuit sa stratégie de développement tournée vers le financement du négoce de matières premières avec une vaste gamme de solutions de financement et de services.



François Monnier,
Directeur Général Adjoint
et Directeur Commercial

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT ET DIRECTEUR COMMERCIAL

L'année 2022 a été bien entendu caractérisée par la guerre en Ukraine débutée fin février générant un choc sur le marché des matières premières et une envolée temporaire des prix déjà à un niveau élevé fin 2021.

Le Brent est ainsi passé de 80 USD le baril début 2022 à 120 USD en mars avant de redescendre avec des mouvements erratiques à moins de 80 USD fin 2022.

Le blé dont l'Ukraine et la Russie sont les plus gros exportateurs mondiaux (environ 40% des exportations mondiales) a suivi la même tendance avec une envolée des prix en février (un quasi doublement par rapport à fin 2021) suivie d'un retour à la normale avec la mise en place du corridor Ukrainien au cours de l'été.

Les métaux non ferreux ont été moins sensibles à la guerre et ont surtout subi la politique zéro-Covid en Chine ralentissant significativement les exportations vers «l'usine du monde». La fin de cette politique chinoise en octobre 2022 a marqué une reprise lente mais régulière des prix des métaux non-ferreux.

Enfin l'acier, après une euphorie liée aux perspectives de reprise en Europe avant le début de la guerre, a subi un arrêt brutal de son envolée avec les perspectives de récessions en Europe et aux USA qui ont

contribué à une chute rapide de plus de 30% des cours dès l'été 2022.

Dans ce contexte, la BIC-BRED (Suisse) SA s'est dans un premier temps attachée à réduire à zéro ses encours sur l'Ukraine (déjà entamé par précaution dès décembre 2021) et à déboucler toutes ses opérations de financement en lien avec des producteurs russes, dans les métaux et le pétrole essentiellement. Cette gestion active des encours s'est déroulée correctement et sans retard majeur tout au long du premier semestre 2022. Cette décroissance de nos opérations a permis une fois de plus de confirmer le caractère auto-liquidatif et court-termiste du «business model» du financement des matières premières.

Parallèlement, l'envolée des cours a généré une utilisation accrue de nos lignes de crédit permettant ainsi de compenser largement l'arrêt de notre activité sur l'Ukraine et la Russie en nous assurant une croissance soutenue de notre produit net bancaire.

De leur côté les négociants ont, dans l'ensemble des matières premières, profité de la grande volatilité des prix pour leur permettre de réaliser pour la plupart des performances financières historiques notamment dans le secteur de l'énergie et des fertilisants.

La hausse des taux d'intérêts entamée par les banques centrales pour lutter contre l'inflation liée à l'envolée du prix des matières premières constituera un nouveau défi pour nos clients négociants qui devront gérer des coûts de

financement en forte augmentation, ce qui devrait avoir un impact sur leur rentabilité.

Néanmoins, leur capacité à s'adapter aux contraintes extérieures et à profiter de la volatilité des marchés, qui restera probablement élevée tant que la guerre en Ukraine persistera, devrait leur permettre de compenser ces surcoûts.

Dans ce contexte la BIC-BRED (Suisse) SA continuera à accompagner ses clients en maintenant un niveau d'exigence élevé quant au niveau des risques engagés.

4.1 LE FINANCEMENT DU NÉGOCE INTERNATIONAL

SOLUTIONS DE FINANCEMENT

La Banque propose des solutions de :

- Préfinancement pour le compte des négociants en faveur de producteurs, pour de la marchandise en cours de production ou d'extraction;
 - Financement de marchandises durant des phases de transport logistique (par bateau, rail, ...);
 - Financement de marchandises durant des phases de stockage sur une courte durée, ou pour accumulation
- ou transformation dans des pays producteurs (en *inland* et au port) jusqu'à leur distribution dans les pays consommateurs;
 - Financement de créances ouvertes, sécurisées par une assurance-crédit ou un accreditif, ou payable par canal bancaire;
 - Financement de la couverture (*hedging*) des risques de prix et de change sur base spot ou à terme sur différents types de devises.

Elle couvre ainsi les différentes phases de la chaîne logistique :

Figure 4 **CHAÎNE LOGISTIQUE**



Les opérations financées présentent généralement les caractéristiques suivantes:

Tableau 4 **CARACTÉRISTIQUES DES PRINCIPALES TRANSACTIONS FINANCIÉES**

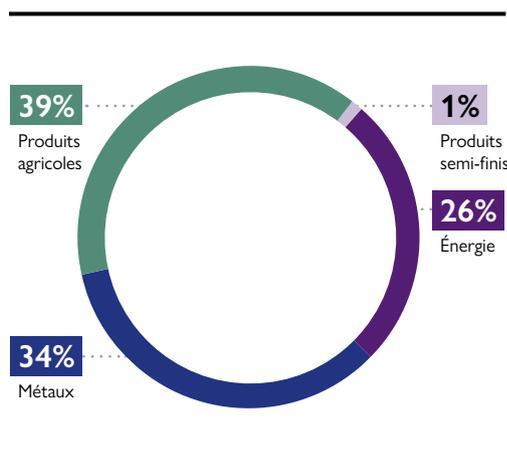
Transactionnelles	Cette approche transactionnelle est dénommée ainsi par opposition au terme de financement <i>Corporate</i> . Chaque transaction est financée indépendamment de l'autre avec les sûretés et les spécificités propres à chacune d'elle. Chaque phase de financement est structurée avec une combinaison spécifique de garanties et durées.
Auto-liquidatives	Le produit de la vente de la marchandise est utilisé pour rembourser le crédit.
Court terme	La durée des opérations financées est en général comprise entre 30 et 180 jours.

SECTEURS

La Banque offre ce panel de produits et de services sur différents secteurs:

- Énergie;
- Métaux;
- Produits agricoles;
- Produits semi-finis.

Figure 5 **VENTILATION DU NOMBRE DE CLIENTS PAR SECTEUR AU 31 DÉCEMBRE 2022**



PORTEFEUILLE DE CLIENTS

Le portefeuille de clients de la Banque est composé d'environ 140 groupes du négoce international, de toutes tailles, soit une hausse de 20% par rapport au 31 décembre 2022.

Si la majeure partie du portefeuille (60%) est composée de groupes domiciliés en Suisse, la Banque adresse les besoins de ses clients sans restriction géographique (hormis les restrictions liées aux respects des règles internationales) et finance également des entreprises domiciliées à l'étranger, notamment en Europe (25%), en Asie (7%) et au Moyen-Orient (5%).

Depuis 2017, la taille du portefeuille de clients a fortement augmenté, reflet du dynamisme de l'activité commerciale, comme l'illustre la multiplication par 5 des lignes autorisées, à 3,9 milliards de CHF au 31 décembre 2022.

GESTION DES TRANSACTIONS

La BIC-BRED (Suisse) SA se positionne comme un acteur de niche qui privilégie la flexibilité et la rapidité d'exécution en s'appuyant sur le professionnalisme de ses équipes.

Différentes équipes jouent un rôle essentiel dans la gestion des transactions :

- L'équipe des gestionnaires de relations (*Relationship managers*)

Cette équipe recense les besoins de la clientèle, puis structure et met en place les facilités de crédit. Certains gestionnaires sont dédiés aux relations bancaires. Ils mettent en place des capacités de couverture bancaire dans les marchés émergents afin de sécuriser les exportations payables par instruments bancaires.

- L'équipe de gestion des transactions et des collatéraux (*Account officers*)

Cette équipe est la garante du bon déroulement des opérations. Elle évalue et valide chaque nouvelle demande de financement. Elle est responsable de la mise en place de chaque transaction qu'elle suit jusqu'à son déboucllement.

- L'équipe des crédits documentaires

Ces collaborateurs traitent et suivent les opérations documentaires import et export. Ils sont les garants de la bonne exécution des instructions de la clientèle : ils vérifient l'exactitude et la cohérence des transactions, ainsi que le respect des règles internes et des règles internationales régissant les instruments documentaires.

Afin d'assurer une qualité de traitement optimale, une attention toute particulière est accordée à la rigueur, la formation continue, la mise en place d'outils informatiques dédiés au financement du négoce ainsi qu'à la systématisation du contrôle des 4 yeux au sein de chaque équipe.

4.1.1 LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

De gauche à droite:
Ilario Cirieco,
Xuan Uong-Nguyen,
Thomas Didier
et Martin Allier,
gestionnaires de relations
des clients Énergie.



FAITS MARQUANTS 2022

Après une année 2021 caractérisée par une reprise vigoureuse de l'activité économique post-Covid, l'année 2022 a été marquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

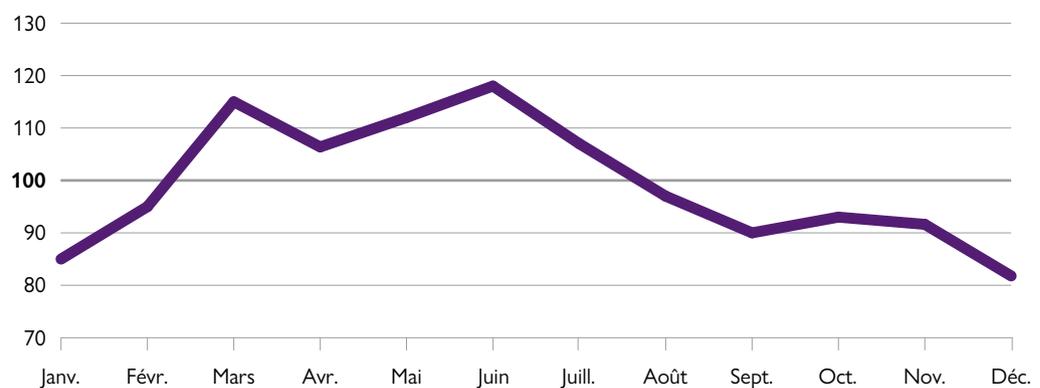
Il s'en est suivi diverses séries de sanctions, embargos et plafonnement des prix des importations de pétrole russe

dans le même temps que les nations consommatrices de pétrole (menées par les États-Unis) apportaient une réponse coordonnée pour contrôler les prix par une libération massive des stocks stratégiques.

Parallèlement, les pressions inflationnistes ainsi que les craintes de récession ont commencé à peser sur l'économie mondiale tandis que la demande chinoise est restée globalement faible du fait de sa politique stricte de zéro-Covid.

Le prix du Brent a donc oscillé sur l'année entre 76 USD/bbl et 133 USD/bbl avec une moyenne de 100 USD/bbl (contre 69 USD/bbl en 2021) dans un contexte de marché qui est resté extrêmement volatil.

Figure 6 ÉVOLUTION DU PRIX MOYEN MENSUEL DU PÉTROLE EN 2022 (EN USD/BBL)



Source: BP Statistical Review

LES IMPLICATIONS SUR NOTRE CLIENTÈLE

Beaucoup de traders en énergie ont été amenés à réadapter en urgence leur modèle d'affaires en 2022.

En effet, la Russie représentait plus de 12% du volume de pétrole vendu à l'international. Elle était donc une source importante d'approvisionnement pour nos clients. Ces derniers ont une fois de plus démontré leur agilité en réorientant leurs sources d'approvisionnement depuis l'Amérique du Nord et du Sud ainsi que du Moyen-Orient.

ACTIVITÉ DE LA BANQUE

La forte volatilité alliée à des niveaux de prix restés très élevés, ont amené la banque à se montrer elle aussi flexible au niveau de sa politique commerciale. Elle a ainsi adapté sa stratégie en se réorientant sur des acteurs dont l'activité se concentrait sur des zones géographiques situées hors de la zone de sanctions.

Ceci s'est traduit par un développement continu du portefeuille client tout en poursuivant la diversification des sous-jacents financés. Le LPG quant à lui a pris une part de marché importante.

Cette croissance s'est effectuée en continuant de prêter une attention particulière à la qualité des emprunteurs ainsi qu'aux divers collatéraux pris en gage afin de maîtriser au mieux les risques liés à notre activité.

Ceci s'est fait de deux façons: d'une part en initiant des relations d'affaires avec de nouveaux clients ayant une position établie et reconnue et, d'autre part, en accompagnant

notre clientèle existante dans le cadre de la transition de son activité.

Ainsi, les volumes des autorisations de crédit octroyées par le département Énergie de la banque ont cru durant la période 2022 de 500 mios USD pour atteindre près de 1'300 mios USD en fin d'année tandis que le niveau des encours a progressé de plus de 16% sur l'année.

4.1.2 LE SECTEUR DES MÉTAUX ET MINÉRAIS

De gauche à droite:
Arthur Goldman,
Emmanuel Nicod,
Aude Rieger et
Pierre-Paul Briguet,
gestionnaires de relations
des clients Métaux.



Les négociants métaux ont dû faire face à une année 2022 extrême, en matière de cours comme de volatilité, due à la guerre en Ukraine et ses conséquences directes sur le coût de l'énergie générant des craintes inflationnistes et de très fortes hausses de taux d'intérêt. Un problème ne venant jamais seul, ils ont également dû affronter une crise majeure au London Metal Exchange (LME) ainsi qu'à une plus faible consommation chinoise, une conséquence de la stricte politique adoptée par Pékin pour lutter contre la pandémie.

La réussite des clients négociants dépend fortement de leur capacité à anticiper les mouvements de marché, mais également à la volonté et faculté de leurs partenaires bancaires à s'adapter continuellement à ce monde en constant mouvement. La BIC-BRED (Suisse) SA entend tout mettre en œuvre pour voguer dans ces eaux agitées et rester un partenaire privilégié de ses clients afin de répondre au mieux à leurs besoins et de rassurer ses autorités de crédit pour garantir la liquidité.

Grâce à la forte diversification du portefeuille dans le secteur des métaux et nos efforts marketing, nous avons pu

enregistrer à nouveau une forte croissance en 2022. Actuellement, les deux tiers des clients sont actifs dans les métaux de base et le tiers restant dans l'acier et les minéraux.

Profitant de l'ouverture des frontières post-Covid, nous avons pu davantage rencontrer nos clients en Suisse et à l'étranger, accomplir nos visites de *due diligence* de fonderies, usines métallurgiques et entrepositaires dans la « Ceinture du Cuivre » en Afrique, au Maroc et en Géorgie notamment, ainsi que participer à des conférences.

LA CEINTURE DU CUIVRE

Un peu plus de 20% de nos clients dans les métaux de base s'approvisionnent régulièrement en Afrique : en RDC, en Zambie et en Afrique du Sud. La Banque met en place des structures de financement très variées qui peuvent débiter par la phase de préfinancement, suivie du transit terrestre et du stockage au port de chargement. Actuellement, ces financements se concentrent principalement sur l'exportation de concentrés de cuivre, de cuivre raffiné sous forme de cathodes de cuivre, d'anodes ou de blisters ainsi que divers « *minor metals* ».

Afin de mieux appréhender les risques et défis opérationnels dans le but de mieux servir nos clients, nous considérons qu'il est important de se rendre sur place pour rencontrer les contreparties de nos traders ainsi que les logisticiens.

De la RDC à la Zambie, en direction des ports de chargement, le passage de la première frontière à N'dola nous met

très rapidement dans l'ambiance de cette fameuse « *copper belt* »: sortie de la RDC par N'dola, passage de la frontière, suivi des checkpoints et de péages jusqu'aux ports de chargement. Il faut 3 jours aux camionneurs pour sortir de la RDC et 15 jours pour y entrer. Une seule route est disponible actuellement, une deuxième est en cours de construction et permettra de gagner un précieux temps.



Le risque de transit routier est globalement très bien géré, des normes très strictes sont appliquées lors de transports routiers, les camions sont suivis par GPS et en fonction de la cargaison transportée, une garde armée est organisée.

Notre visite d'une mine et d'une fonderie en Zambie nous aura permis de suivre la filière du minerai de cuivre jusqu'à sa transformation en concentrés puis en anodes de cuivre, que nous voyons ci-dessus, en attente d'acheminement vers un port maritime. Notons les objectifs élevés de ce groupe minier en matière environnementale et sociale dont 80% de l'électricité utilisée dans ses opérations zambiennes provenait, en 2020 déjà, d'énergies renouvelables.



Anodes de cuivre en attente de chargement à Kansanshi (Zambie).



Photo de gauche
Ralentissement au poste de frontière Kasumbalesa (RDC/Zambie).

Photo de droite
Mine de cuivre à Kansanshi (Zambie).

LE SECTEUR DE L'ACIER

La première partie de l'année 2022 a été très favorable à la plupart des traders actifs dans l'acier qui profitaient de la tendance haussière des prix. Ceci en raison des effets post-Covid et d'un sur-stockage en prévision d'une possible réduction de l'offre consécutive à la guerre en Ukraine. En effet, la Russie et l'Ukraine représentent environ 20% des exportations d'acier vers l'Europe et 15% au niveau mondial, mais également 70% des importations en Europe de produits en acier semi-finis (slabs et billets).

La BIC-BRED (Suisse) SA est de plus en plus sollicitée pour apporter son soutien dans des opérations à destination du

continent africain, par exemple vers le Maroc où la demande en acier est grandissante. C'est dans ce contexte, que nous sommes allés visiter les installations portuaires du port de Casablanca. Nous avons rencontré les partenaires bancaires locaux ainsi que les acteurs majeurs de la sidérurgie marocaine et visité certaines usines. Tout ceci dans le but de renforcer nos connaissances sur ce marché afin de mieux servir nos clients.

Grâce à son expertise et à son réseau de correspondants bancaires, la Banque est en mesure d'accompagner ses clients sur ce pays pour l'importation notamment de ferraille ou de produits aciers semi-finis.



Photo de gauche

Billettes d'acier stockées sur les quais du port de Casablanca, deuxième port du pays.

Photo de droite

Laminoir pour la fabrication de ronds à béton à partir de billettes d'acier.



4.1.3 LE SECTEUR DES MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

ENTRÉES EN RELATION

En 2022, nous avons poursuivi l'accroissement de notre portefeuille (+15% de croissance en nombre de clients), principalement sur des secteurs que nous souhaitons développer (notamment sucre et coton). Compte tenu de la situation en Ukraine, nous avons dû suspendre ou réduire l'accompagnement de certains clients principalement actifs dans les grains. Ainsi à fin 2022, la taille de notre portefeuille actif est restée globalement stable par rapport à 2021.

PARTENARIATS AVEC LES INSTITUTIONS MULTILATÉRALES

Parmi nos autres axes de développements de 2022, nous avons poursuivi le déploiement de partenariats avec des institutions multilatérales telles que l'IFC, FMO et PROPARCO (voir 5.3 PARTENARIATS AVEC LES INSTITUTIONS MULTILATÉRALES). Ceci a permis de proposer à nos clients des capacités de financement additionnelles notamment dans un contexte de prix haussier et un environnement géopolitique tendu ainsi que de contribuer à un renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique.

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ

La structure de notre portefeuille est restée diversifiée en 2022 avec environ un quart des lignes de crédit approuvées dédiées respectivement au financement du négoce de grains, des engrais et du café/cacao.



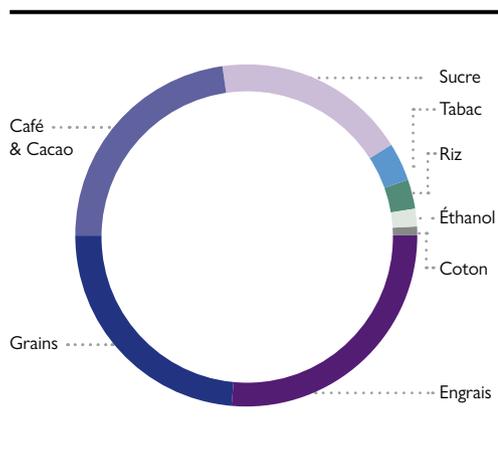
De gauche à droite: Jérôme Hayoz, Corinne Bertrand-Guigui, Michael Jackisch, Sandrine Cazin et Elias Aguilar, gestionnaires de relations des clients Produits agricoles.

Notre volonté de développement de certains secteurs sur lesquels nous sommes encore peu présents (coton et sucre) reste intacte.

La part des engrais a fortement progressé en 2022 avec l'augmentation des limites autorisées pour ce secteur, permettant de faire face à un contexte de prix en forte hausse en 2021 et au premier semestre 2022.

En terme géographique, nous sommes principalement exposés sur l'Afrique et l'Amérique latine.

Figure 7 **LIMITES APPROUVÉES PAR TYPE DE MATIÈRE PREMIÈRE AGRICOLE**



La part de notre exposition sur la mer Noire a baissé en 2022. Nous notons que plusieurs de nos clients actifs historiquement sur cette zone ont pu se redéployer sur d'autres origines, mouvement que nous avons accompagné. La saisonnalité des besoins de financement de nos clients s'illustre par des tirages plus importants au dernier trimestre calendaire.

CONNAISSANCE DE NOS CLIENTS ET DE LEUR ENVIRONNEMENT

Afin de comprendre l'environnement de nos clients et d'accompagner notre développement en 2022 et 2023, nos équipes se sont notamment rendues en Macédoine, au Maroc, en Angola et aussi au Canada.

Figure 8 ÉVOLUTION DES EXPOSITIONS PAR RÉGIONS DANS LE DOMAINE DES SOFTS (en millions de CHF)

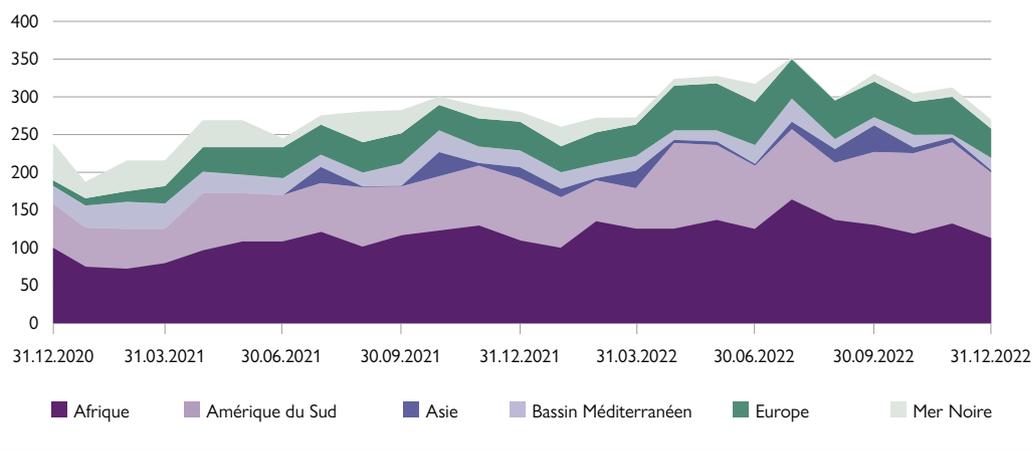


Photo de gauche:
Déchargement
d'un vraquier à
Jorf Lasfar (Maroc).

Photo de droite:
Vraquier équipé de
ses propres grues de
chargement/déchargement
au port de Montréal
(Canada).



OBJECTIFS ET CHALLENGES POUR 2023

En 2023, nous prévoyons de poursuivre la diversification sectorielle (notamment dans le sucre) et géographique du portefeuille et maintenir des visites régulières chez nos clients et dans leur principal pays d'activité afin de mieux appréhender leurs problématiques. L'accompagnement du développement des clients «Soft» suivi par notre succursale de Dubaï, s'inscrit d'ailleurs dans cette démarche de diversification régionale et de proximité accrue avec les clients présents ou actifs au Moyen-Orient.

Fort de l'approfondissement des relations existantes, nous visons aussi à accroître le financement de transactions de tailles

unitaires plus importantes (notamment dans les grains et fertilisants), la structuration plus sécurisée de ces opérations compensant l'exposition individuelle.

Enfin, après deux années de hausse des principaux prix des matières premières agricoles, nous serons attentifs à l'évolution des prix et de la structure des marchés tout comme leurs conséquences sur la rentabilité de l'activité de nos clients dans des marchés dorénavant plutôt baissiers et parfois en structure inversée (*backwardation*).



Photo de gauche:
Vis d'Archimède utilisée pour décharger un navire céréalier.

Photo de droite:
Silos au port de Montréal (Canada).

4.2 LES RELATIONS ET SERVICES BANCAIRES

De gauche à droite:
Abdoulaye Diallo, Mai
Phuong Nguyen, Pierre
Bouchaud, Nicolas
Schraen et Frédéric Pham,
gestionnaires de relations
des Institutions financières
et Corporates.



Covid, embargo, guerre en Ukraine, inflation... Gérer son cycle d'exploitation reste plus que jamais au quotidien un vrai défi pour l'ensemble de nos clients négociants.

Sécuriser les flux à l'international pour les commodités s'avère en conséquent de plus en plus ardu et complexe tant pour les clients que pour leurs banques respectives.

La BIC-BRED (Suisse) SA continue de mener sa politique raisonnée de couverture bancaire sur ses zones de développement historiques afin de suivre au plus près les besoins de ses clients et prospects.

Ainsi, outre l'ouverture d'une Succursale à Dubaï (voir 4.4 SUCCURSALE DE DUBAÏ – BIC-BRED (SUISSE) SA DIFC BRANCH) permettant d'accéder plus facilement au sous-continent indien et aux pays du Golfe, la Banque étend sa couverture bancaire notamment sur l'Afrique qui demeure un de ses axes majeurs de croissance.

Les carences sur certaines matières premières générées par les instabilités géopolitiques contribuent mécaniquement à maintenir un environnement

économique mondial incertain favorisant ainsi la hausse des prix de la plupart des matières premières en 2022 de manière globale et les besoins croissants de nos clients négociants en termes d'accompagnement et de suivi de leurs transactions, ceci dès la phase de financement.

En 2022, les opérations bancaires (confirmations et escomptes de lettres de crédit, traites avalisées, remises documentaires) sont très logiquement en progression de 18% en valeur, versus 2021, déjà en hausse significative tous secteurs confondus *i.e.* métaux, pétrole et produits agricoles.

LA COUVERTURE DU RISQUE BANCAIRE EN 2022

L'appétence mais aussi le besoin de couverture des risques financiers (devises, pays, taux,...) et donc la sécurisation des créances de manière générale, sont en constante progression.

L'optimisation de la trésorerie et du besoin en fonds de roulement (BFR) incitent également nos clients à systématiser les escomptes de leurs créances matérialisées en lettres de crédits confirmées par la Banque ou en traites avalisées par des contreparties bancaires acceptables pour la Banque, ceci en dépit du coût des liquidités particulièrement élevé sur l'année écoulée.

La banque développe également ses partenariats bancaires avec des banques européennes couvrant des zones où elle n'est pas présente ou sur lesquelles elle n'a pas ou peu d'appétence. Par le biais du marché secondaire, nos clients

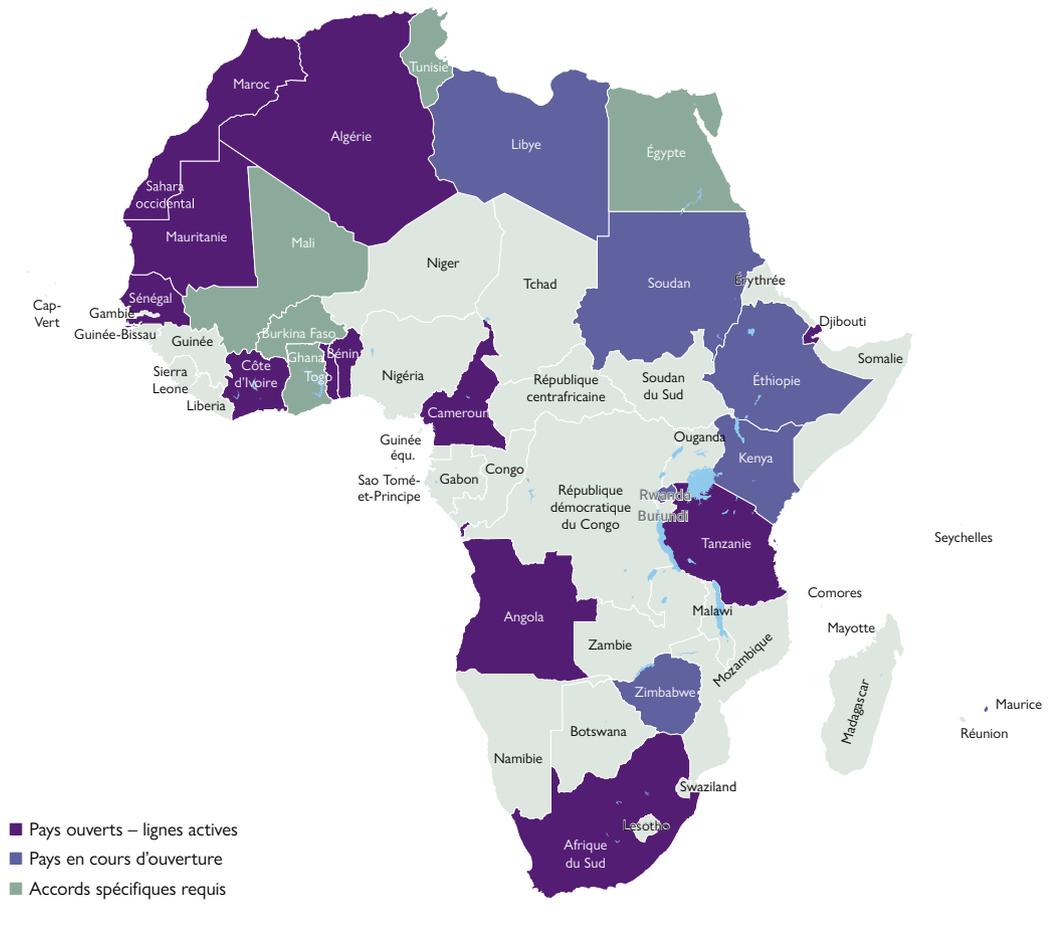
bénéficient ainsi d'une prise en charge accrue de leurs flux.

LE DÉVELOPPEMENT DU PARTAGE DE RISQUE

Outre le support constant de la maison mère BRED Banque Populaire, la Banque continue aussi d'étoffer son propre portefeuille de partenaires institutionnels afin d'accroître ses capacités de couverture et de service et d'étendre ainsi sa zone d'activité et d'intervention pour ses clients.

Les négociations entamées en 2021 avec des multilatéraux tels que l'IFC et la FMO (voir 5.3 PARTENARIATS AVEC LES INSTITUTIONS MULTILATERALES) ont abouti et permis sur 2022 la réalisation de transactions sur des zones à risques politiques ou financiers particulièrement avérés et élevés.

Figure 9 ÉTENDUE DU RÉSEAU DE CORRESPONDANTS BANCAIRES EN AFRIQUE



4.3 LES ACTIVITÉS DE MARCHÉ



Daniel Aidan,
Responsable
des Activités de marchés
de capitaux – BRED

Depuis l'origine, la BIC-BRED (Suisse) SA introduit à sa clientèle et à ses banques et institutionnels partenaires, le large éventail de produits et services fournis par la salle des marchés de la BRED.

L'année 2022 a été marquée par une forte collaboration entre la salle des marchés de la BRED et notre clientèle sur quatre axes.

Le premier axe concerne la gestion du risque de taux pour aider nos clients, entreprises de négoce, à contrer l'extraordinaire hausse des taux qui s'est déroulée en 2022.

En effet, la FED a monté ses taux à sept reprises en 2022, faisant passer le SOFR de 0,05% en début d'année à 4,3% à la fin de l'année. De nombreux négociants représentant l'ensemble des secteurs des matières premières ont protégé tout ou partie de leur endettement financier contre la hausse des taux limitant ainsi l'impact de ces hausses sur leur coût de financement.

Nous avons par ailleurs accompagné nos clients au sujet de l'utilisation du nouveau taux SOFR (règles, usages, spécificités), remplaçant du Libor, qui disparaîtra définitivement mi-2023.

Le second axe concerne l'aide à la gestion de la liquidité pour nos banques partenaires, avec la rédaction de programmes d'émission et l'accompagnement complet de ces banques sur les sujets d'émission de papiers court-terme. En effet, la BRED a remporté en 2023 la récompense de la meilleure banque européenne pour la distribution de papiers à court-terme, et

les banques partenaires de la BIC-BRED (Suisse) SA peuvent profiter de ce savoir-faire, aujourd'hui consacré par la remise de cette distinction très recherchée.

Le troisième axe concerne la gestion des ratios de nos banques partenaires. Au-delà de la liquidité, les banques sont soumises à de nombreux ratios complexes à optimiser. La BRED et sa salle de marché a donc aidé de nombreuses banques à optimiser leurs ratios grâce à des produits de marché.

Le quatrième axe concerne les *repurchase agreements* avec les banques, à la fois en Suisse, en France et, bien sûr, autour de la nouvelle implantation à Dubaï, c'est-à-dire dans les états du Golfe. Ces *repurchase agreements* apportent de la liquidité à nos partenaires bancaires. La salle des marchés de la BRED est une contrepartie de choix pour ces montages de refinancements sécurisés.

En 2023, l'accent sera mis sur le développement de la clientèle (négociants et banques) dans la zone du Golfe.



4.4 SUCCURSALE DE DUBAÏ – BIC-BRED (SUISSE) SA DIFC BRANCH

En juillet 2022, la BIC-BRED (Suisse) SA a obtenu l'agrément du DFSA pour ouvrir sa première succursale au Dubaï International Financial Centre (DIFC) de Dubaï, une des principales places financières mondiales.

Dotée d'une licence de Catégorie 4, la BIC-BRED (Suisse) SA DIFC Branch a pour mandat de poursuivre l'expansion du portefeuille de négociants en matières premières de notre banque et le développement de nouvelles relations bancaires dans la région du Golfe et du sous-continent indien. Première présence du groupe BRED au Moyen-Orient, notre succursale de Dubaï vise également à être un vecteur de synergies fortes entre les diverses entités du groupe BRED dans le monde.

Le choix d'un nouveau développement à Dubaï est le fruit d'une réflexion initiée pendant la crise sanitaire sur les perspectives de développement à moyen terme pour notre banque et les relais de croissance dans notre métier cœur de négoce de matières premières. Dubaï s'est imposé comme un choix logique à cette réflexion en répondant à deux critères :

Dubaï : Un pôle du commerce international

En quelques années, force est de constater que les Émirats Arabes Unis (EAU) et principalement l'Émirat de Dubaï se sont imposés comme carrefour commercial incontournable idéalement situé entre l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie-Pacifique et l'appui d'un réseau logistique solide.



De gauche à droite :
Paul Guéry, Sunaina Pahuja, Yassine El Halaisi, Nadia Syed et Marie-Laure Constans.

Un véritable écosystème du commerce international y prospère aujourd'hui porté par une grande variété d'acteurs du négoce dans tous les secteurs d'activité et notamment du négoce agricole. On note également la zone franche du Dubaï Multi Commodities Centre (DMCC) dédiée entre autres au commerce de matières premières. Elle constitue l'un des piliers de la stratégie des Émirats qui ont l'ambition de renforcer leur position de carrefour mondial du négoce. En activité depuis 2002 sur initiative stratégique du gouvernement, le DMCC qui bénéficie d'une supervision solide abrite en 2023 plus de 22'000 sociétés (+23% en 2022) dans les différentes branches du commerce international et devient aujourd'hui un choix évident pour les entreprises actives sur l'axe Afrique – MENA – Asie.

DIFC: une place financière internationale

Nous avons sélectionné pour l'établissement de notre succursale la place financière du DIFC – le plus grand complexe financier de la région et l'un des principaux centres financiers au monde bénéficiant d'une infrastructure réglementaire robuste administrée par le régulateur indépendant Dubaï Financial Services Authority (DFSA) et d'un cadre juridique efficace basé sur la « Common Law ».

Depuis son lancement en 2004, le DIFC poursuit un développement soutenu et accueille aujourd'hui la majorité des grandes banques mondiales, sociétés de gestion d'actifs et de patrimoine mais s'est également imposé dans les secteurs de l'innovation et de la fintech.

De gauche à droite:
Yassine El Halaissi (Senior Executive Officer – BIC-BRED (Suisse) DIFC branch), Emmanuel Lemoigne (Directeur Général de la BIC-BRED (Suisse) SA), Olivier Klein (Directeur Général du Groupe BRED), Arif Amiri (CEO of DIFC Authority), Ahmed Al Aulaqi (VP Banks & Capital markets – DIFC) et Paul Guery (Head of Trade Finance Dubai – BIC-BRED (Suisse) DIFC Branch).



BIC-BRED (Suisse) SA DIFC Branch: une stratégie ambitieuse

Les crises sanitaires et géopolitiques ont entraîné des répercussions sans précédent sur les marchés des matières premières avec une flambée des prix mondiaux notamment sur des commodités tels que les produits pétroliers et les matières agricoles mettant en exergue les enjeux stratégiques que sont la sécurité alimentaire et énergétique pour les nations. Dans ce contexte marqué d'une

forte volatilité et d'incertitudes dans le monde, notre succursale à Dubaï a l'ambition de contribuer à la sécurisation des approvisionnements de matières premières autour du globe – une stratégie fidèle à celle de notre siège à Genève qui s'appuie sur l'expertise de notre équipe locale sur le financement transactionnel pour conseiller les acteurs du négoce installés dans la région.

En phase avec notre modèle d'activité, notre présence à Dubaï vise également à renforcer la proximité avec nos clients existants, les équipes et les flux transactionnels qui sont essentiels pour assurer une qualité de traitement optimale et des contrôles internes pertinents.

En parallèle, nous profitons de l'emplacement idéal des EAU pour étoffer notre couverture bancaire, complément stratégique à notre offre de financement, sur de nouvelles zones telles que le sous-continent indien où nous disposons maintenant d'un dispositif robuste sur l'Inde et l'ambition de poursuivre ce développement sur le Bangladesh et le Pakistan cette année. D'autre part, nous avons le projet de nouer de nouveaux partenariats bancaires et multilatéraux

dans la région du Golfe qui affiche une croissance soutenue, et ainsi positionner la BIC-BRED (Suisse) SA comme un nouvel acteur régional du commerce international.



Vues extérieures du Al Fattan Currency House situé dans le quartier du DIFC, Dubaï.



PARTIE 5

REVUE 2022

REVUE 2022



Philippe Chalmin, historien et économiste spécialiste des marchés de matières premières, fondateur de CyclOpe, institut de recherche sur les matières premières.

5.1 LA GRANDE «AGITATION» DES MARCHÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES

Par Philippe Chalmin, 17 mars 2023

2022 a été une année de tourments et d'incertitudes pour les marchés de matières premières et de commodités ballottés entre crises géopolitiques et sanitaires et leurs répercussions énergétiques, alimentaires et au final économiques. En moyenne, l'indicateur CyclOpe a été en hausse de 26% en 2022 par rapport à 2021, mais si l'on exclut l'énergie et les métaux précieux, la progression n'est plus que de 9%. La palme de la hausse revient – comme on pouvait s'y attendre – au gaz naturel, à l'électricité, au charbon et au lithium, suivis – mais de très loin – par le blé, le nickel et le pétrole. À la baisse, les reculs les plus marquants ont été ceux du minerai de fer, des métaux précieux et des matières premières industrielles. 2022 aura été avant tout l'année de crises énergétiques et céréalières, l'année aussi d'un renversement de la conjoncture économique tant dans les pays avancés qu'en Chine et dans nombre de pays émergents, l'année enfin d'un choc inflationniste d'autant plus fort qu'il n'avait pas été anticipé.

L'exercice de prévisions pour 2023 est d'autant plus aléatoire que deux inconnues majeures demeurent autour de l'Ukraine et de la Chine.

RETOURNEMENTS ET VOLATILITÉ

Sur les marchés de matières premières et de commodités, 2022 a été une année d'extrême volatilité, mais qui s'est terminée pour de nombreux produits à des niveaux équivalents – voire même inférieurs – à ceux du mois de janvier.

En réalité, deux chocs majeurs se sont succédés, l'un annulant peu à peu les effets de l'autre.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été le premier choc et la première semaine de mars a été marquée par une flambée à peu près générale des prix mondiaux : le gaz naturel bien sûr (mais les tensions remontaient déjà à l'automne 2021), le pétrole qui frôla les 140 USD le baril, mais aussi les céréales alors que l'on pouvait craindre la fermeture totale de la mer Noire et puis la plupart des minerais et métaux, parfois même dans un climat de folie, comme sur le marché du nickel qui pendant quelques heures en Asie dépassa les 100'000 USD la tonne. Les premières sanctions mises en place par les pays occidentaux ajoutèrent un peu plus à la nervosité des marchés. Assez rapidement toutefois, l'impact de la guerre en Ukraine se trouva circonscrit à quelques produits, le plus important notamment pour l'Europe et l'Asie étant le gaz naturel (et aussi dans sa variante liquéfiée, le GNL). La Russie joua de l'arme du gaz et l'annonce à la fin août de la fermeture « technique » de Nordstream I propulsa les prix du gaz en Europe au-delà de 300 EUR le MWh (soit l'équivalent de 500 USD le baril de pétrole!). Le choc fut identique sur le marché du GNL alors que l'Europe cherchait désespérément à acheter des cargaisons disponibles pour reconstituer ses stocks. En Europe, cette crise du gaz se transmet au marché de l'électricité avec des prix sur le marché « spot » qui

dépassèrent souvent les 1'000 EUR/MWh. Si le marché du charbon profita de cette embellie (et d'un report de la demande) avec un doublement des prix tel ne fut pas le cas du pétrole. Dans un premier temps, l'OPEP+ (avec la Russie) géra plutôt bien un retour à la normale des fondamentaux du marché, mais il ne put enrayer en fin d'année la baisse des prix en dessous des 100 USD le baril pour le Brent sachant que dès le début de l'été le pétrole russe fit le bonheur des acheteurs chinois et indiens qui le payaient 20 USD ou 30 USD le baril moins cher.

L'invasion de l'Ukraine et l'occupation russe d'une bonne partie du littoral de la mer Noire eurent aussi un impact majeur sur le marché des céréales en un moment déjà tendu par l'explosion des importations chinoises en 2021. Certes, l'Ukraine avait presque terminé une campagne record d'exportation de blé, mais il restait encore des tonnages importants de maïs et puis la guerre perturba semailles et moissons sur une partie du territoire ukrainien. Néanmoins, la mise en place d'un corridor céréalier à partir du mois d'août, la perspective aussi de bonnes récoltes de la Russie à l'Australie poussèrent peu à peu les cours mondiaux des grains à la baisse.

La tendance générale des marchés à la baisse dès la fin du printemps fut aussi provoquée par le ralentissement puis la stagnation de l'économie chinoise à la suite de la rigueur de la mise en place de la politique du zéro-Covid. Parti de Chine, le ralentissement économique mondial toucha bientôt tous les pays avancés en

plein choc inflationniste. La conséquence en fut la diminution de la demande notamment de matières premières industrielles: le prix du minerai de fer diminua ainsi de moitié; les métaux non ferreux perdirent 20 à 30% par rapport à leurs sommets de mars; les taux de fret des conteneurs s'effondrèrent de 70% par rapport à des niveaux quelque peu insoutenables. Par ailleurs, la force du dollar eut certainement un effet négatif sur des marchés cotés pour la plupart en dollar. Fin 2022, la plupart des prix mondiaux étaient revenus à leurs niveaux de début d'année à l'exception toutefois de quelques métaux «électriques» comme le lithium (dont le prix a doublé sur l'année). À la faveur d'un début d'hiver européen clément, le gaz naturel était même revenu fin décembre à son niveau d'avant-guerre.

Plus qu'à l'habitude, la notion de moyennes annuelles doit donc être relativisée tant on a assisté dans le courant de l'année à un véritable retournement entre un premier semestre dominé par l'Ukraine et un deuxième semestre par la Chine et les craintes de récession. Au-delà, il faut bien entendu faire la distinction entre énergie, agriculture et matières premières industrielles.

UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE MAJEURE

Comme en 2021, c'est le gaz naturel qui a été le ferment de la pire crise énergétique que le monde ait connu depuis les chocs pétroliers des années soixante-dix. En moyenne, le gaz naturel a coûté en 2022 41 USD le mbtu (millions de british

thermal unit) en Europe sur le TTF. En Asie, le JKM (Japan Korea Marker) pour le GNL était à 34 USD. Convertis en équivalent pétrole (multiplication par six), cela équivalait à 200 USD à 240 USD le baril ! À l'extrême, fin août, on est même monté à 70 USD le mbtu (soit plus de 400 USD le baril). Sur un marché déjà tendu, la guerre en Ukraine a déclenché un premier envol des prix en Europe (de 75 EUR à 227 EUR au plus haut en mars). Les approvisionnements européens n'étant finalement pas affectés, la fièvre est retombée à moins de 100 EUR le MWh au printemps (pour mémoire la moyenne du prix du gaz sur le TTF entre 2017 et 2021 avait été de 21 EUR ! Pendant l'été, la tension n'a cessé de s'accroître au fil des fermetures « techniques » des gazoducs russes et le 26 août le marché a culminé à 339 EUR ! Par la suite, le fait que les stocks européens étaient pratiquement à pleine capacité et que l'automne fut particulièrement doux, hormis une vague de froid début décembre, favorisa une détente des prix qui, comme on l'a vu, finirent l'année à peu près à leurs niveaux de janvier. Sur le marché « mondial » (celui du GNL), l'évolution fut à peu près identique avec des prix soutenus par les achats européens (un quart des importations mondiales) et si les tensions furent un peu moins fortes qu'en Europe, ce fut grâce à la nette diminution des achats chinois. Remarquons aussi le doublement des prix américains (mais à 7 USD le mbtu seulement) liés à la concurrence des exportations de GNL.

La crise du gaz a eu deux conséquences majeures, l'une mondiale et l'autre

européenne. Au niveau mondial, c'est l'augmentation du prix des engrais privés en particulier de l'ammoniac russe : en deux ans, l'ammoniac est passé de 200 USD à 1'500 USD la tonne pour finir l'année autour de 1'000 USD. Au niveau européen, ce fut la corrélation entre prix du gaz et de l'électricité avec les cours dépassant à certains moments les 1'000 EUR le MWh et une hausse moyenne de 154% du prix de base européen. Enfin, le charbon a lui aussi profité d'un effet de report de la demande en Asie tout comme en Europe avec des prix dépassant à certains moments les 400 USD la tonne alors que l'on était autour de 50 USD en 2019/2020.

Paradoxalement, de toutes les énergies fossiles, c'est le pétrole qui est resté le plus « raisonnable ». Certes, les prix ont frôlé les 140 USD le baril dans la panique qui a suivi l'invasion de l'Ukraine, mais par la suite et surtout à partir du début de l'été, le recul des prix a été continu pour finir l'année autour de 80 USD. En fait, un double marché s'est peu à peu mis en place avec le pétrole russe (la qualité Oural en particulier) se traitant 20 USD à 30 USD le baril en dessous du Brent. Les mesures prises par le G7 de plafonnement du prix du pétrole russe à 60 USD n'ont presque fait qu'entériner un état de fait. Seules ont persisté des tensions sur les produits pétroliers et notamment sur le diesel en Europe et aux États-Unis.

Au-delà de sa dimension géopolitique, c'est bien de crise de la transition énergétique qu'il faut parler. L'accent mis sur

les énergies renouvelables, par essence pour le moment intermittentes, la place majeure donnée en Europe à l'électricité en refusant dans certains pays l'alternative nucléaire, ont augmenté la dépendance au gaz naturel et même – dans une moindre mesure – au charbon. La crise qui va se prolonger en 2023 peut être une occasion de remise à plat et d'approfondissement de technologies nouvelles.

UNE CRISE ALIMENTAIRE?

En 2021, c'était l'importance des achats chinois qui avait provoqué la hausse des prix des grains et en particulier des céréales. Par la fermeture des ports ukrainiens, la tension est encore montée d'un cran en 2022. Curieusement, c'est le marché du blé qui en a été le plus affecté. Pourtant l'Ukraine qui n'en est que le cinquième exportateur mondial avait presque terminé sa campagne d'exportation (à des niveaux record) et ce qu'il restait alors à exporter (20 Mt de céréales) c'était pour les trois quarts du maïs. Mais l'image de l'Ukraine « grenier à blé » a dominé les esprits et c'est autour du blé que se sont concentrés les tensions avec des prix dépassant les 12 USD le boisseau à Chicago, les 400 EUR la tonne à Paris. Certes, la facture des pays importateurs s'en est trouvée encore augmentée de quelques 100 USD la tonne. En moyenne, ils ont payé leur blé en 2022 deux fois plus cher qu'en 2020. Pour autant il a pu paraître exagéré de parler – comme l'on fait les Nations unies – de crise alimentaire mondiale. Et ce d'autant plus qu'au fil de l'année les perspectives de la campagne 2022/2023 s'annonçaient bonnes

voire excellentes pour des pays comme la Russie et l'Australie. L'ouverture d'un « corridor » céréalier a permis à l'Ukraine de revenir à l'exportation (dans un premier temps surtout pour du maïs !) et en fin d'année, le blé était revenu à 8 USD le boisseau et 300 EUR la tonne. Le maïs a suivi le blé, alors qu'il aurait dû le précéder au vu des problèmes ukrainiens. Mais la baisse relative des importations chinoises (-10%) a là aussi joué. En fin d'année, le différentiel de prix entre maïs et blé qui était de près de 4 USD le boisseau n'était plus que de 1 USD.

La guerre en Ukraine a aussi aggravé une situation déjà tendue dans le domaine des huiles végétales. En 2021, la sécheresse au Canada avait touché le colza. En 2022, outre le tournesol ukrainien, l'attention s'est tournée sur l'huile de palme avec la décision d'embargo à l'exportation décidée par le gouvernement indonésien. L'ensemble des huiles puis des graines oléagineuses s'est enflammé au printemps. Mais, l'abandon de son embargo par l'Indonésie (qui au contraire eut des problèmes à écouler ses stocks!), de bonnes perspectives de récoltes aussi ont provoqué un retournement du marché et une division par deux des prix de l'huile de palme ou de la graine de colza.

Les autres marchés alimentaires ont connu une conjoncture plus calme, à la baisse pour le café, une fois pris en compte l'impact de la gelée au Brésil de juillet 2021, plus stable pour le cacao et le sucre, tendue enfin pour les produits laitiers avec une hausse moyenne tous produits confondus de 19,6% (source FAO) et pour les viandes (+10,4%).

Il n'est pas question de minimiser la réalité de la pauvreté alimentaire – conséquence première de la pauvreté tout court – que subissent près d'un milliard d'êtres humains sur la planète. Mais la faim qui en affecte quelque 250 millions est avant tout le fait des guerres et de la malgouvernance du Congo à l'Afghanistan, du Yémen au Soudan. Malheureusement, la détente des cours mondiaux en fin d'année ne changera rien à ce triste constat. Du côté des producteurs, la hausse des prix agricoles doit aussi être relativisée par celle des engrais qui portera sur la campagne 2023.

RETOURNEMENTS INDUSTRIELS

Le 8 mars 2022 au petit matin en Asie, la tonne de nickel a atteint le niveau extraordinaire de 101'365 USD. On sait maintenant qu'il s'agissait d'une *squeeze* dont le principal acteur – et victime – était le principal producteur d'acier inoxydable chinois. Mais la folie du nickel illustre bien les tensions qui saisirent les marchés des métaux au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie: le cuivre repassa au-dessus de 10'000 USD la tonne, l'étain alla jusqu'à 50'000 USD et l'aluminium à 3'500 USD. En réalité pourtant, la guerre en Ukraine n'eut que peu d'incidences directes sur les marchés des métaux si ce n'est pour le nickel et puis aussi le titane et le palladium ainsi que les demi-produits de l'acier et la fonte (quand on pense aux combats dans le complexe sidérurgique de Marioupol).

Mais l'impact ukrainien s'est rapidement estompé au fil de la prise de conscience du ralentissement économique mondial

(et de la poursuite jusqu'à l'été de la crise logistique du fret maritime pour les conteneurs). Dans le courant du printemps 2022, le retournement a été pratiquement général qu'il s'agisse des métaux non ferreux, du minerai de fer, de la fonte et de l'acier, de matières premières agricoles comme le coton ou forestières comme le bois au moins aux États-Unis. Quelques rares produits ont fait exception: c'est notamment le cas du lithium soutenu par la demande pour les batteries électriques (alors que le marché du cobalt connaissait un repli massif) et de la pâte à papier en particulier. Tout au fil de l'automne, c'est la situation chinoise qui a été la grande interrogation des marchés même si au final le niveau des importations chinoises sur l'année est resté à peu près stable (-2% pour le minerai de fer et +8% pour le cuivre sur les onze premiers mois de l'année).

L'extrême volatilité des marchés a fait le jeu des grandes sociétés de négoce international qui pour la plupart ont affiché en 2022 des résultats record.

QUELLES PERSPECTIVES POUR 2023?

À la fin du premier trimestre 2023, les incertitudes continuent à dominer l'exercice de prévisions pour le reste de l'année. Certes, les premières semaines de l'année ont été marquées par une détente à peu près générale des cours qu'il s'agisse du gaz naturel en dessous de 50 EUR le MWh en Europe, du pétrole à peine au-dessus de 70 le baril de Brent, du blé (à 265 EUR la tonne début mars) et de nombre de métaux à commencer par le cobalt et le lithium. Mais ce mouvement des marchés

reflète aussi les inquiétudes économiques et même bancaires (certes dans d'autres secteurs...). En Amérique du Nord comme en Europe et au Japon, le passage par un moment de récession semble probable. La Chine – dans sa phase post-Covid – semble amorcer une reprise sur laquelle, sans excès d'optimisme, la nouvelle équipe dirigeante autour de Xi Jinping. Nous devons prendre aussi l'hypothèse que la guerre en Ukraine et son cortège de sanctions vont se poursuivre au moins jusqu'en 2024.

Sur les marchés, la crise énergétique devrait perdurer, avant tout autour du gaz naturel. Assumant l'hypothèse que l'Europe devra se priver de l'essentiel du gaz russe, la pression restera forte sur le marché du GNL et ce d'autant plus que les acheteurs asiatiques sont pour l'essentiel couverts par des contrats de long terme en général indexés sur le pétrole. L'Europe, elle, achète sur le marché spot à des prix supérieurs qui ne descendront guère en 2023 au-dessous de 30 USD le mbtu (soit 180 USD le baril équivalent pétrole). En effet, en dehors de la réouverture d'un terminal de liquéfaction aux États-Unis, il n'y aura pas d'augmentation significative de capacité de GNL en 2023, ni d'ailleurs en ce qui concerne les unités de regazéification. Avec les besoins de reconstitution des stocks européens dans la perspective de l'hiver 2023/2024, les prix sur le TTF devraient à nouveau dépasser les 100 EUR le MWh. Ceci continuera à avoir un impact direct sur les prix de l'électricité en Europe dans la mesure où il ne devrait pas y avoir d'évolution majeure

en ce qui concerne la formation des prix de l'électricité.

En ce qui concerne le pétrole, les perspectives sont plus rassurantes avec un prix du Brent qui tournera autour de 80 USD le baril, en dessous durant la première partie de l'année et légèrement au-dessus dans les derniers mois si la reprise de la demande se concrétise. Le prix du pétrole russe en sera inférieur, autour des 60 USD permettant aux navires de trouver les couvertures d'assurance nécessaires. Ceci s'accompagnera d'ailleurs d'un développement des flux de produits pétroliers de « nouvelles » origines, l'Europe en particulier devant remplacer le diesel russe qu'elle ne peut plus importer depuis le 5 février 2023.

Les matières premières industrielles verront leur sort lié à celui de la Chine. Les hausses enregistrées fin décembre à l'annonce de la remise en cause de la politique zéro-Covid et de la réouverture progressive de la Chine étaient bien prématurées. La morosité économique qui va prévaloir au moins au premier semestre aura des conséquences sur la demande même si l'amélioration de la situation du transport maritime a un effet positif sur les chaînes de valeur. Globalement, les prévisions, ramenées en prix moyens, ne peuvent être que négatives; par contre pour certains produits dont les prix étaient particulièrement bas en fin d'année comme le coton et l'huile de palme ainsi que certains métaux, un rebond n'est pas à exclure vers la fin de 2023 si la conjoncture économique s'y prête.

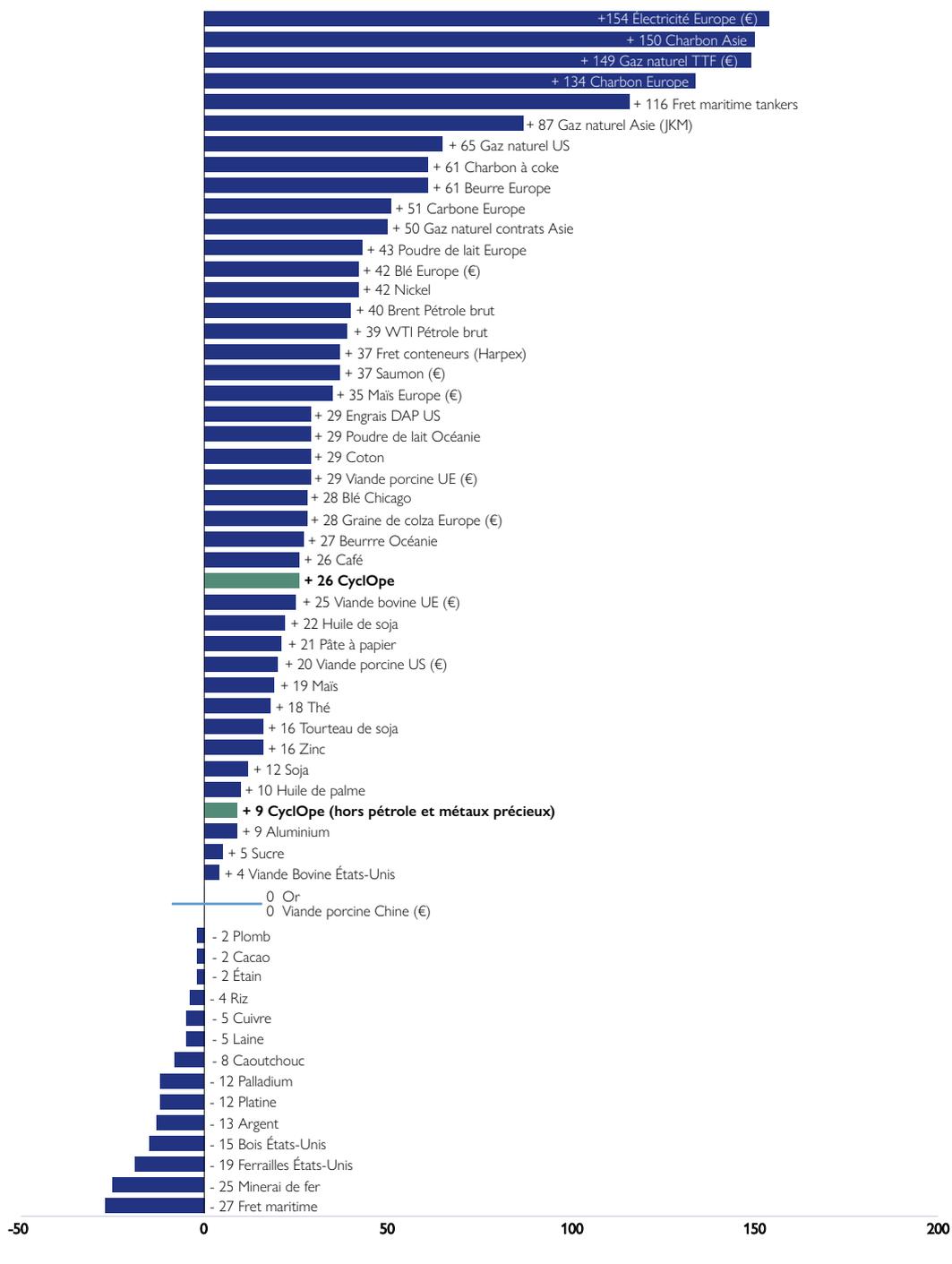
La question chinoise sera toute aussi essentielle pour les produits agricoles. En 2022, les importations chinoises ont diminué par rapport aux niveaux record de 2021 (entre -7% et -40% en tonnages). Qu'en sera-t-il en 2023? Comment vont évoluer les politiques agricoles et alimentaires chinoises par temps de tempête sanitaire? En maintenant des niveaux d'importation chinoise, à peu près équivalents en 2023 à ce qu'ils ont été en 2022 et en prenant acte de bonnes perspectives climatiques avec un effacement progressif de La Niña, les perspectives sont plutôt baissières. Les risques de crise alimentaire mondiale tant brandis en 2022 ne seraient a priori plus d'actualité en 2023. Mais bien entendu la situation dans la mer Noire peut avoir un impact majeur sur les disponibilités céréalières.

Au total, l'indice Cyclope des prix des grandes matières premières mondiales (qui n'intègre pas le gaz naturel ni le fer et l'acier) devrait reculer en moyenne de 15% en 2023 par rapport à la moyenne 2022 (de 8% si on exclut le pétrole et les métaux précieux). Certes, nous raisonnons en moyenne et sur le fil de l'année, partant de niveaux assez bas, il y aura certainement des hausses de prix à l'automne tant pour l'énergie que pour les matières premières industrielles. Certes aussi, mais à plus long terme, la faiblesse des investissements de production ne manquera pas de se faire sentir tant dans le champ des minerais et métaux que de l'énergie. Y aura-t-il matière à un «super cycle» c'est là une autre affaire. Les tensions de 2022 ont eu au moins le mérite

de rappeler l'importance des ressources de matières premières pour nourrir une croissance plus vertueuse. La notion de souveraineté est revenue à la une des préoccupations politiques qu'il s'agisse de souveraineté énergétique, industrielle ou alimentaire. Les marchés ont certes le défaut de leur aveuglement, mais ils ont aussi le mérite d'appuyer où cela fait mal.

2023 sera peut-être plus calme que 2022. Mais de l'Ukraine à la Chine, du Brésil au Nigeria, tant d'événements imprévus peuvent bouleverser nos exercices de prévision que ceux-ci peuvent apparaître bien futiles, si ce n'est au moins d'entretenir débats et réflexions.

Figure 10 **VARIATION DES PRIX DES PRINCIPAUX MARCHÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES EN 2022 (moyenne 2022 sur 2021 en pourcentage) EN DOLLARS, SAUF PRÉCISION**



5.2 POLITIQUE ET PORTEFEUILLE DE CRÉDIT



Stève-Eric Mensah,
Responsable du
département
Crédits et Engagements



Anne-Ly Zumbino,
Directrice des Risques

Sous de multiples aspects, 2022 restera très certainement une des années les plus marquantes pour le secteur bancaire du financement des matières premières.

La guerre aux portes de l'Europe déclenchée en février 2022, a entraîné, outre son lot de désolation sur le plan humain, de fortes perturbations et parfois l'arrêt brutal des approvisionnements en matières premières d'origine ukrainiennes et russes. Après une année 2021 post-Covid, où les équilibres de l'offre et de la demande étaient loin d'être normalisés, cet événement a continué d'exacerber les tensions sur le prix des différentes matières premières.

Sur les matières premières agricoles, l'énergie, les minerais et métaux, avec la dépendance des économies au blé ukrainien ou à l'énergie russe pour ne citer que ces deux exemples, une flambée des prix généralisée a été observée avec parfois des niveaux nécessitant une intervention inédite sur les marchés (cas du nickel). Cette hausse des prix, aussi alimentée par les imbrications entre les différentes matières (des prix élevés du gaz qui peuvent freiner la production de métaux et augmenter le coût des engrais) s'est poursuivie principalement jusqu'à la mi-année, avant de connaître un reflux sur la seconde moitié de 2022. Sur cette période, les mesures prises par les banques centrales pour contenir l'inflation en renchérissant le coût du crédit, la baisse induite de la demande sur certains produits et les capacités d'adaptation ou choix politico-économiques de différents pays de consommation ont

permis de rééquilibrer les balances et faire baisser quelque peu la tension sur le niveau général des prix.

Ces événements ont eu un impact majeur en 2022 sur le profil d'activité et le profil financier de nos clients. Soutenus par la volatilité des prix et selon les secteurs, les grands négociants pour la plupart affichent des rentabilités exceptionnelles, un renforcement de leur solvabilité et de leur liquidité depuis 2 ans. D'autres en revanche, ont subi le contrecoup d'une demande atone dans la seconde partie de l'année, mais sont restés solides. Notons au passage que, compte tenu de leur taille, de leurs expositions aux risques de marché et de la qualité de leurs couvertures, le poids des acteurs du négoce de matières premières dans le système financier mondial suscite une attention particulière du Financial Stability Board.

Dans ce contexte de prix élevés, d'extrême volatilité, et de risques géopolitiques accrus, et consciente de son rôle de pourvoyeuse de capacités de financement indispensables à l'approvisionnement des économies mondiales en matières premières essentielles, les enjeux pour la BIC-BRED (Suisse) SA dans son activité de crédit ont été les suivantes en 2022 :

- Pouvoir accompagner nos clients avec une augmentation des lignes de crédit permettant de couvrir leurs besoins de financement et de couverture sur des cargaisons de marchandises à des prix plus élevés,

- Adapter le dispositif de financement le cas échéant afin de minimiser les risques de crédit sur des situations de vulnérabilité (risque de prix, risque pays, risque de change, profil de crédit fragilisé...),
- Sécuriser les engagements déjà pris en coordination avec nos clients, selon l'évolution des risques et du contexte géopolitique. À ce titre, la BIC-BRED (Suisse) SA n'a subi aucun défaut sur les financements qu'elle avait réalisés dans les pays en guerre et n'a à ce jour plus aucune exposition sur ces pays.

L'agilité de notre expertise nous permet d'adapter notre dispositif de crédit qui s'appuie sur une politique et une approche de crédit bien ancrées et sur une ligne directrice claire: la préservation de la qualité de nos actifs.

Ci-dessous, pour rappel, les grands principes de notre politique et approche de crédit qui s'est étoffée d'un nouvel indicateur sur la qualité du « risque transactionnel ».

POLITIQUE DE CRÉDIT

L'activité de la Banque est tournée vers le financement de l'économie réelle. Elle s'assure que ses clients apportent une valeur ajoutée dans la chaîne de valeur économique de leur secteur, et ce dans des conditions satisfaisantes de conformité. Ces entités démontrent leur capacité à organiser la logistique liée au transport des marchandises, à gérer les aspects de couverture du risque de prix ou à répondre à des besoins spécifiques,

tels que le portage de stocks ou encore l'assurance-crédit.

Ces contreparties, qui peuvent être de toute taille, ont un profil que l'on peut qualifier de:

- **Négociants purs**

Ils sont actifs dans le domaine du négoce mais ne possèdent pas d'actifs fixes en propre. Leur approche de financement est purement transactionnelle.

- **Négociants intégrés**

Ils utilisent leurs infrastructures propres ou celles de leur groupe. Ils sont financés selon une approche transactionnelle.

- **Gros négociants**

Ils sont structurés davantage comme des *Corporates*. Ils bénéficient de sources de financement plus larges du fait de l'importance des volumes traités, telles que des facilités de crédit renouvelables (RCF) ou des émissions obligataires.

La Banque porte également des engagements sur des banques émettrices d'instruments de paiement à l'export. Elle confirme et/ou escompte différents instruments bancaires (traites et lettres de crédit), principalement en faveur de ses clients commerciaux.

Les meilleures pratiques recommandées

Quatre piliers régissent désormais l'approche de crédit de la Banque :

Tableau 5 LES PILIERS FONDAMENTAUX DE L'APPROCHE DE CRÉDIT

Sont à la fois nécessaires :	
Connaissance des clients	<ul style="list-style-type: none">• Une sélectivité des prospects basée sur la connaissance des intervenants du marché et le croisement d'informations;• Une connaissance fine des clients et de leurs opérations sur la base des diligences / KYC et de l'analyse des ayants-droits économiques, des dirigeants, des partenaires, du positionnement du client, de l'objet et du calibrage des engagements, de la source de remboursement...• Un profil financier et de crédit adéquat, s'appuyant sur l'analyse des états financiers,
Sécurisation des transactions	<ul style="list-style-type: none">• La sécurisation des transactions passe avant tout par une très bonne compréhension des flux à financer. La Banque veille en particulier à financer des flux physiques de marchandises et à obtenir les éléments justificatifs du gage sur la marchandise financée, tout en s'assurant d'en garder le contrôle autant que possible durant la phase de financement.• Elle s'assure également que les problématiques de risque de prix sont adéquatement couvertes (hedging ou marge cash).• Dans certains cas, la sécurité des opérations peut être renforcée par l'obtention de garanties, des contrôles physiques ou encore la prise de sûretés réelles rendues opposables et exécutoires en droit local.• Les opérations peuvent également être sécurisées par la souscription à une assurance-crédit ou par un accord de partage de risque avec une banque.
Qualité transactionnelle	<ul style="list-style-type: none">• Une fois les lignes mises en place, un nouveau critère a été mis en place pour évaluer le niveau de «risque transactionnel» sur l'utilisation des facilités. Sont analysés: la complexité des transactions dans le suivi opérationnel, le déroulement conforme des opérations selon les lignes en vigueur, la nature du déboucement (refinancement, ou remboursement direct du tiers acheteurs), les aspects de volumétrie... L'analyse de la qualité transactionnelle est ainsi déterminante dans la prise de décision pour reconduire ou ajuster le dispositif de crédit.
Division des risques	La Banque recherche une division des montants nominaux par opération et met en place des limites spécifiques.

Les meilleures pratiques recommandées

Partie prenante des travaux du STSA depuis 2021 qui ont permis d'édicter une série de recommandations visant à standardiser les bonnes pratiques en matière de financements du négoce, la BIC-BRED (Suisse) SA promeut la plus large diffusion de ces pratiques dans le secteur.

Ci-dessous quelques exemples choisis :

Tableau 6 EXTRAIT DES MEILLEURES PRATIQUES RECOMMANDÉES STSA

Sont à la fois nécessaires:	
Financement terrestre	<ul style="list-style-type: none">• Payer directement le fournisseur et surveiller la réception de la marchandise à destination dans les délais prévus.• Les banques doivent effectuer des contrôles aléatoires sur les factures ferroviaires après réception de la liste d'expédition.
Financement flottant (voyage maritime)	<ul style="list-style-type: none">• Le connaissance doit être à l'ordre de la banque de financement, sous réserve parfois des spécificités du marché et de la transaction.• Les banques doivent effectuer des contrôles aléatoires pour confirmer l'authenticité des connaissements (IMB ou similaire).
Financement de stocks	<ul style="list-style-type: none">• Documents (WR, HC, etc.) à recevoir directement de l'entrepôt avec un objectif à long terme de pouvoir vérifier l'authenticité de ces documents via des plateformes électroniques.• Rapprochement périodique avec reconfirmation directement vers/depuis l'entrepôt.• Envisager d'alterner les sociétés d'inspection ou de mandater une inspection ponctuelle par un autre expert.
Financement des créances	<ul style="list-style-type: none">• Au-delà d'un certain seuil (à déterminer par chaque banque), les banques doivent notifier la cession directement aux acheteurs finaux en tant que pratique standard de l'industrie.

PORTEFEUILLE DE CRÉDIT

Dans le cadre de l'octroi de crédit, la Banque privilégie les clients avec lesquels elle peut développer une relation transactionnelle, non confirmée et de relative proximité.

Ainsi au 31 décembre 2022, la clientèle est constituée majoritairement de sociétés de négoce domiciliées en Suisse (57% des créances clientèle en net) ou en Europe (28%).

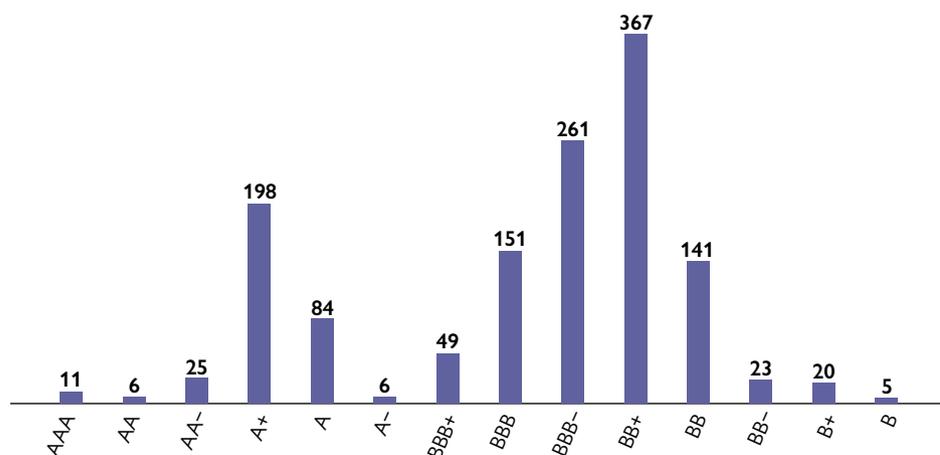
Avec l'ouverture de la succursale de Dubaï et le développement du portefeuille sur

le secteur de l'Énergie, les encours sur les clients aux Émirats Arabes Unis représentent 7% des créances clientèles nettes au 31 décembre 2022 contre 2% au 31 décembre 2021.

En 2022, les encours moyens bruts au bilan et au hors bilan se répartissent de façon équilibrée sur les différents types de matières premières.

La Banque cible des clients présentant des situations financières satisfaisantes, comme le montre le graphique de répartition des encours par rating interne au 31 décembre 2022 :

Figure 11 **ENCOURS AU 31 DÉCEMBRE 2022 PAR RATING INTERNE** (en millions de CHF)



Au 31 décembre 2022, les créances compromises existantes sont provisionnées à 100%. Sur l'une de ces créances, un *Write-off* a été réalisé fin 2022, la banque ayant épuisé tous ses recours. Une nouvelle créance compromise de 100 kCHF sur un débiteur UK a été enregistrée et provisionnée à 100%.

5.3 PARTENARIATS AVEC LES INSTITUTIONS MULTILATÉRALES

L'année 2022 aura marqué la concrétisation de plusieurs accords de partenariats avec des institutions multilatérales. Ces accords nous sont très chers à plusieurs titres :

- Ils nous permettent d'accroître le volume de financement consenti à un client sans déroger à notre politique de crédit et à notre appétit au risque.
- Ils créent une véritable coopération opérationnelle autour des transactions du client. Nous gérons et suivons les transactions et partageons le financement avec l'institution.
- Ils favorisent les opérations d'importations de denrées de première nécessité dans des pays qui rencontrent des difficultés pour financer des transactions de taille importante.
- Ils démontrent, s'il en était besoin, que les partenariats entre le secteur privé et les institutions multilatérales peuvent être source d'amélioration du quotidien pour des pays en transition.

LES PARTENARIATS MIS EN ŒUVRE EN 2022

1. FMO – BIC-BRED (Suisse) SA – SUCAFINA



FMO, société Néerlandaise de financement du développement, est une banque de développement basée à La Haye.

FMO a pris une participation en risque dans une facilité arrangée par BIC-BRED (Suisse) SA mise à disposition de SUCAFINA, un des leaders mondiaux du

négoce de café, actif sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la filière.

L'objet du financement est d'effectuer des paiements anticipés à ses sociétés d'exploitation et à ses fournisseurs tiers dans les pays d'origine (principalement l'Afrique de l'Est et la Colombie) pour l'achat, le stockage et le transit de grains de café vert.

Grâce à cette intervention, SUCAFINA est en mesure d'étendre ses activités d'origine en Afrique et en Colombie et de fournir ainsi un soutien direct aux petits agriculteurs.

2. IFC (Banque Mondiale) – BIC-BRED (Suisse) SA – AGROCOMPANIES



Afin de renforcer la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et Centrale dans un contexte de crise alimentaire mondiale croissante, IFC, BIC-BRED (Suisse) SA et Agro Companies International SA ont annoncé un partenariat visant à soutenir le financement des importations de céréales en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Ghana, et dans d'autres pays africains.

Dans le cadre de ce partenariat, IFC investit 20 millions de dollars – via une participation en risque – dans une facilité de financement d'un montant de 60 millions de dollars structurée par BIC-BRED (Suisse) SA au profit d'Agro Companies International SA, un groupe composé de sociétés suisses, actif dans le négoce de céréales.

2 Objectifs de Développement Durable, issus de l'Agenda 2030 pour le développement durable adopté par les membres des Nations Unis en 2015.

Ce financement permet à Agro Companies International SA d'acheter du blé, du maïs et des céréales destinées à l'alimentation animale auprès de fournisseurs internationaux, et d'assurer la distribution de ces produits à des acheteurs d'Afrique de l'Ouest et Centrale, principalement des meuniers locaux.

L'Afrique est fortement dépendante des importations de blé et d'autres céréales. Entre 2018 et 2020, 44% du blé importé par le continent provenait de Russie et d'Ukraine. Les retombées de la guerre en Ukraine et les perturbations des chaînes d'approvisionnement en blé ont mis en lumière la nécessité d'accroître le financement du commerce de céréales afin de garantir la sécurité alimentaire sur le continent.

3. PROPARCO – BIC-BRED (Suisse) SA



Pour soutenir le financement du commerce avec l'Afrique, PROPARCO a pris une participation en risque dans une facilité de financement octroyée par BIC-BRED (Suisse) SA au groupe de négoce et de transformation TOUTON.

Ce partenariat permet d'accompagner la banque BIC-BRED (Suisse) SA, dans le financement qu'elle octroie à TOUTON, un acteur majeur du négoce international de denrées agricoles tropicales (cacao, produits semi-finis du cacao, café, épices et vanille) qui emploie l'essentiel de ses employés sur le continent africain.

Le financement du commerce international est un outil important pour l'activité économique en Afrique, notamment pour les PME. Ce nouvel outil de partage de risques permet de répondre aux ODD² 8 et 10 (« accès à des emplois décents » et « réduction des inégalités »).

En outre, afin de répondre à la demande croissante d'importations de céréales et oléagineux dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale, PROPARCO et BIC-BRED (Suisse) SA ont signé un partenariat, sous la forme d'une participation en risque dans une facilité de financement octroyée à une entreprise spécialisée dans le négoce international de blé tendre à destination de la meunerie en Afrique Subsaharienne.

Ce partenariat permet d'accompagner la banque BIC-BRED (Suisse) SA, dans le financement qu'elle octroie à cette société qui pourra ainsi augmenter ses capacités d'achats de céréales et d'oléagineux auprès de ses fournisseurs et financer les créances émises sur ses clients en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale.

5.4 DIGITALISATION DANS LE FINANCEMENT DES MATIÈRES PREMIÈRES

La Banque utilise l'application Konsole, une solution de communication sécurisée entre le client et la Banque. Cette solution de la société Komgo permet de gérer le cycle de vie de l'ensemble des outils de financement de matières premières.

Entretien avec Souleïma Baddi (CEO de Komgo SA) et Franck Nater (DGA de BIC-BRED (Suisse) SA)

komgo

Powering Trade Networks

FRANCK NATER: QU'EST-CE QUE KOMGO?

SOULEÏMA BADDI: Komgo est une Fintech créée en 2018 par l'industrie du commerce international, et qui est aujourd'hui détenue par 24 actionnaires qui sont des banques internationales et des corporates. Elle propose la solution multi-banques la plus largement adoptée dans le marché à ce jour, permettant aux sociétés d'accélérer et de sécuriser le traitement des opérations de commerce international. C'est une infrastructure robuste et agile, capable de digitaliser l'ensemble des échanges à grande échelle.

FRANCK NATER: COMMENT, POURQUOI ET PAR QUI LA SOCIÉTÉ A-T-ELLE ÉTÉ CRÉÉE?

SOULEÏMA BADDI: Au cours des 15 dernières années il y a eu une forte augmentation du coût des opérations de commerce international, que ce soit dans le négoce de matières premières ou dans le trade classique. Ces coûts sont venus principalement d'une augmentation du risque opérationnel, des sujets de compliance et de tout un ensemble de contrôles et de mesures que l'industrie dans son ensemble a dû supporter afin de mieux gérer ces risques. D'où un besoin de sécurisation et d'efficacité.

FRANCK NATER: QUI A ÉTÉ À L'INITIATIVE DE CE PROJET?

SOULEÏMA BADDI: Le secteur bancaire a d'abord plus été sensible à ce besoin que les corporates en général. Les premiers investisseurs étaient donc des banques et quelques entreprises importantes. Mais avec un sentiment d'urgence moindre que celui des banques qui avaient à supporter en priorité les risques opérationnels et de compliance.

Les clients qui avaient besoin d'un soutien bancaire pour le financement de transactions ont cependant vite rejoint les banques et, par la suite, ils ont été des moteurs dans cette transformation.

FRANCK NATER: À QUI S'ADRESSE LA PLATEFORME KOMGO?

SOULEÏMA BADDI: Elle s'adresse à tous les intervenants du négoce international voulant digitaliser et sécuriser tous leurs échanges avec leurs banques: les entreprises de toutes tailles, les multinationales qui sont des grands émetteurs de garanties, et les institutions financières, banques et assurances.

La digitalisation des processus ayant montré des gains d'efficacité et des réductions de coûts significatifs, la transformation digitale est désormais au cœur de la stratégie des sociétés, et l'évolution des cadres juridiques ainsi que



Franck Nater, Directeur Général Adjoint et Directeur des Opérations BIC-BRED (Suisse) SA



Souleïma Baddi, CEO Komgo SA

L'interopérabilité des plateformes sont devenus des enjeux prioritaires.

FRANCK NATER: POURQUOI AVOIR CHOISI DE S'INSTALLER À GENEVE?

SOULEÏMA BADDI: Parce que Genève est la « capitale » du négoce de matières premières. Les premiers employés étaient d'anciens banquiers actifs à Genève dans le financement du négoce. En rejoignant Komgo ils contribuaient à résoudre les problèmes qu'eux-mêmes avaient affrontés. Choisir Genève, qui est LE hub, a permis de trouver les premiers clients et du personnel qualifié qui comprenait le métier et les problèmes liés à ce métier.

FRANCK NATER: QUELLES SONT LES SOLUTIONS QUE PROPOSE KOMGO ET POUVEZ-VOUS NOUS LES DÉCRIRE EN QUELQUES PHRASES?

SOULEÏMA BADDI: Komgo c'est le réseau qui permet, en s'y connectant, d'interagir avec sa banque, ou avec son client, ou même entre clients et bientôt entre banques. Sur ce réseau il est possible d'échanger des informations et des données de manière structurée pour faire des demandes de financement, émettre des instruments comme des engagements par signature (L/C ou garantie), suivre des stocks, suivre les lignes de crédit, escompter des factures, etc.

C'est donc tout un ensemble de modules qui permettent d'exécuter toutes les opérations liées au financement du négoce de matières premières et au négoce international, tout en sécurisant les échanges entre les différentes parties prenantes de

l'opération. En effet, contrairement à un échange par email, la solution proposée par Komgo permet d'authentifier les documents échangés.

Il existe aussi un portail pour échanger tous les documents nécessaires à la réalisation des KYC, transmis des clients vers les banques, mais aussi entre clients, de manière structurée et fiable.

Komgo pourrait aussi permettre de développer de manière plus souple mais sécurisée les échanges de banque à corporate. En effet, contrairement à Swift dont le business est à 99% de traiter des flux de paiements, Komgo serait une alternative à forte valeur ajoutée pour traiter des informations et de la documentation entre banques et corporate.

Enfin, Komgo accompagne ses clients dans l'intégration entre leurs systèmes d'information et la plateforme, étape clé d'une forte valeur ajoutée en permettant aux acteurs de tirer parti de tous les avantages promis par la digitalisation.

FRANCK NATER: EN QUOI LA DIGITALISATION EST-ELLE UNE SOURCE DE PROGRÈS?

SOULEÏMA BADDI: Pourquoi devrait-on travailler de manière totalement déconnectée au regard de ce que nous pratiquons dans nos vies personnelles, avec, entre autres, l'utilisation intensive de nos smartphones? Traiter de manière digitale des tâches chronophages et sans valeur ajoutée, c'est bien évidemment un progrès. Demander à des collaborateurs qualifiés de traiter ce

type de tâches n'a aucun intérêt et constitue un gâchis de ressources qui engendre un manque d'attractivité de notre métier. De plus, recevoir des informations via un système de transmission email ou papier pour les retranscrire dans un autre système engendre une perte de temps qui, de surcroît, peut entraîner un risque opérationnel important.

FRANCK NATER: COMMENT KOMGO GÈRE LA RÉSILIENCE OPERATIONNELLE?

SOULEÏMA BADDI: Il existe des règles, des certifications et des pratiques de marché dans le monde de la tech avec lesquelles Komgo est 100% conforme. Komgo restera toujours en accord avec ces règles et ces standards si ceux-ci venaient à évoluer. Par ailleurs, le papier est-il plus sûr? Pas certain. Nous avons tous été confrontés, dans notre métier ou dans notre vie privée, à la perte d'un document. On peut aussi remarquer que la plupart des acteurs qui, il y a une dizaine d'années, étaient sur des serveurs physiques sont maintenant passés sur le *cloud*. Avec plus de dix années de recul, ce secteur a montré sa résilience malgré les crises qu'il a pu connaître.

FRANCK NATER: POURQUOI LES E-DOCUMENTS SONT-ILS SI PEU UTILISÉS?

SOULEÏMA BADDI: S'agissant de l'utilisation des documents électroniques dans le négoce international, leur adoption reste très anecdotique en raison de nombreux freins notamment le manque d'harmonisation à l'échelle institutionnelle. Il est donc important que la législation évolue rapidement et reconnaisse la même valeur juridique aux

documents électroniques qu'aux papiers. Le modèle de loi sur les documents transférables électroniques (*Model of Law on Electronic Transferable Records*, MLETR) de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI) va jouer un rôle fondamental à cet égard. Il sera alors important de pouvoir accompagner la mise en pratique de cette loi au quotidien auprès des sociétés.

Ce n'est pas un problème de technologie, mais plus une question d'accompagnement du changement et d'incitation des acteurs du secteur du trade en général. Certains gouvernements essayent de pousser le sujet, avec notamment l'application de la norme MLETR, en se disant que, si le cadre juridique est plus clair, les acteurs, et principalement les acteurs financiers, seront plus à même d'adopter les e-documents.

La stratégie de Komgo est de continuer d'accroître la valeur ajoutée et le développement de la plateforme en ajoutant des documents numériques dès que le cadre réglementaire permettra aux utilisateurs de bénéficier de garanties équivalentes à celles des documents papier. Bien que la numérisation et l'innovation dans les entreprises ne présentent que peu d'obstacles techniques, les difficultés à surmonter sont également liées à la conduite du changement. De plus, il est important que les régulateurs se familiarisent rapidement avec ces nouveaux outils pour permettre à l'industrie de réduire ses risques opérationnels, ce qui induira un allègement des exigences en capital réglementaire.

FRANCK NATER: POUVEZ-VOUS NOUS DIRE QUEL EST LE VOLUME D'OPÉRATIONS TRAITÉES PAR MOIS?

SOULEÏMA BADDI: Les volumes sont très significatifs. Il y a environ :

- une contrevaletur de 6 milliards USD de transactions au quotidien,
- 3'000 connexions quotidiennes,
- 20'000 transactions traitées mensuellement,
- 10'000 documents authentifiés mensuellement.

FRANCK NATER: QUELS SONT LES FREINS À L'UTILISATION DE KOMGO?

SOULEÏMA BADDI: Commencer à utiliser une plateforme ou un nouveau logiciel est un investissement en temps pour une entreprise. Et cet investissement, c'est aussi de l'argent car ce sont des ressources humaines qui ne sont plus dédiées à faire du business. À la base c'est donc un coût.

Komgo doit donc être capable de montrer à de futurs utilisateurs que son utilisation va permettre un retour sur investissement qui vaut la peine. Ce retour sur investissement, c'est principalement l'augmentation du nombre de transactions que cela va générer c'est-à-dire du business additionnel. De plus, l'utilisation de la plateforme renforce la sécurité des opérations.

Au départ, de nombreux utilisateurs potentiels mettaient en avant l'argument qu'ils «avaient toujours travaillé par email ou par courrier... et c'est très bien comme cela». La pandémie de COVID-19 a été un puissant catalyseur pour la digitalisation du commerce international, mettant en évidence la nécessité de solutions numériques

pour maintenir la continuité des échanges commerciaux: la vision sur les outils digitaux a totalement changé. La digitalisation fait même désormais partie de la *tool box* du bon trader ou du bon banquier.

Les gros corporates sont très demandeurs et très réactifs. C'est dans leur ADN, ils sont capables de décider rapidement et de voir les avantages. Les banques sont plus lentes, du fait de leur processus de décision principalement et parce qu'elles ont souvent des plateformes déjà en place.

FRANCK NATER: SI VOUS AVIEZ À CONVAINCRE UN UTILISATEUR HÉSITANT, QUE LUI DIRIEZ-VOUS?

SOULEÏMA BADDI: Je lui démontrerais actuellement les avantages d'utiliser la plateforme: avantages en termes de réduction des coûts, d'accélération du temps de traitement des opérations. L'amélioration de la qualité du service client est aussi un avantage primordial. Il faut prendre aussi le temps de parler à des interlocuteurs à plusieurs niveaux (au niveau commercial, juridique, IT et décideurs bien entendu), afin de démontrer, avec du partage d'expériences clients, les avantages de Komgo. Cette mutualisation des expériences et des connaissances profite à toute la communauté et facilite l'adoption de la solution, en minimisant la charge. Komgo est actuellement la plus grande plateforme multi-banques de digitalisation dans les échanges de commerce international. Elle a été créée par des acteurs du secteur, pour des acteurs du secteur. Plus nous serons nombreux, et plus le commerce mondial sera sécurisé et efficient.

La
banque
est
active
dans le
financement
du
negoce
de matières premières.

La gamme de prestations couvre tous les types de crédits et d'encaissements documentaires, mais aussi les garanties, les financements d'exportations et les opérations d'escompte.

5.5 VALEURS ET CULTURE D'ENTREPRISE

Après 6 années de forte croissance – aussi bien de son activité que de ses effectifs – la BIC-BRED (Suisse) SA a souhaité durant l'année 2022 formaliser les valeurs qui caractérisent son identité.

5.5.1 CULTURE D'ENTREPRISE

Dans ce contexte, un questionnaire sur les valeurs et la culture d'entreprise tant général que propre à la banque a été envoyé à l'ensemble des collaborateurs afin de solliciter leur contribution et leur participation à ce projet.

Pour donner suite aux retours de cette enquête, une vingtaine de collaborateurs – représentant tous les départements de la Banque – se sont alors réunis lors d'un séminaire hors site de 2 jours. L'objectif étant de définir les valeurs communes qui les animent dans l'exercice de leur métier et qui caractérise leurs comportements individuels et collectifs.

Accompagnés par Grégoire Gatbois de la société GEMM Conseil, les collaborateurs ont participé à des séries d'ateliers divers en sous-groupes avant de mettre en commun les résultats obtenus.

Ces travaux collaboratifs ont permis de faire ressortir les aspects fondamentaux de la culture d'entreprise de la banque et de recueillir un large consensus tout en tenant compte de la contribution de chacun.

De cette réflexion globale, cinq valeurs fortes ont ainsi émergé pour être ensuite présentées à la Direction Générale à l'issue de ce séminaire. Ces valeurs guident les collaborateurs au quotidien dans leurs actions et leurs relations en interne ainsi qu'en externe avec les différentes parties prenantes de la Banque.

Séminaire «Culture d'entreprise» les 25 et 26 octobre 2022.



5.5.2 LES CINQ VALEURS DE LA BIC-BRED (SUISSE) SA

AMBITION RESPONSABLE

La BIC-BRED (Suisse) SA a l'ambition de faire vivre sa stratégie de développement commerciale à travers une démarche exigeante. Soucieuse d'une approche à long terme et s'adaptant à un contexte en perpétuel changement, la BIC-BRED (Suisse) SA privilégie une gestion responsable de ses risques, tout en anticipant les défis et besoins de demain.

EXPERTISE AGILE

Pour répondre aux enjeux commerciaux, opérationnels et de maîtrise des risques de son métier de banque de financement des matières premières, la BIC-BRED (Suisse) SA s'appuie sur le haut niveau d'expertise de ses équipes dont l'expérience et le professionnalisme font la force.

Cette expertise nous la maintenons, la partageons et la développons au service de nos clients et de nos partenaires afin de toujours proposer les solutions les plus adaptées.

CONSIDÉRATION MUTUELLE

Au sein de la BIC-BRED (Suisse) SA, une attention particulière est portée à une communication respectueuse en s'appuyant sur une écoute active tout en valorisant la parole de l'autre. Elle promeut la diversité, s'enrichit des différences et s'attache aussi bien à l'individu qu'au collectif.

COHÉSION EFFICACE

La BIC-BRED (Suisse) SA s'attache à instaurer un environnement de travail harmonieux et à entretenir des relations efficaces avec ses partenaires.

Nous contribuons aux décisions collectives et unissons nos talents pour atteindre les objectifs.

INTÉGRITÉ PRAGMATIQUE

En tant que Banque de financement de matières premières, la BIC-BRED (Suisse) SA assume ses responsabilités consciencieusement et avec pragmatisme. Elle agit de façon pro-active et préventive dans la conduite de ses activités.

La BIC BRED (Suisse) SA s'inscrit dans une démarche éthique et engagée.

Le respect de ces valeurs est un élément essentiel du quotidien des collaborateurs de la BIC-BRED (Suisse) SA.



PARTIE 6

DONNÉES FINANCIÈRES

DONNÉES FINANCIÈRES

La BIC-BRED (Suisse) SA poursuit sa forte croissance et enregistre d'excellents résultats en 2022. Le produit des activités bancaires atteint le niveau record de 43,2 millions de CHF, en progression de 36%. Le résultat net avant attribution à la réserve pour risques bancaires généraux s'inscrit quant à lui à 21,5 millions de CHF, en hausse de 59%.



Delphine Bourges,
Responsable Finance

LE MOT DE LA RESPONSABLE FINANCE

Alors que la page du COVID-19 se tournait à peine et laissait présager d'une année 2022 apaisée, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a aggravé les tensions géopolitiques et impacté significativement le marché des matières premières. Face aux défis rencontrés au cours de l'année, la BIC-BRED (Suisse) SA a fait preuve d'adaptabilité tout en maintenant son engagement à fournir des services financiers de haute qualité à ses clients.

En 2022, grâce à un niveau de prix des matières premières élevé et à l'acquisition de nouveaux clients, la Banque a fait face à une forte hausse des demandes de financements et ainsi qu'à une augmentation de sa part de marché. Il en a résulté un Produit des Activités Bancaires en progression de 36%, à 43,2 millions de CHF.

Cette forte croissance a permis à la Banque de créer 13 nouveaux emplois en 2022 (soit une hausse de 19% de l'effectif total), d'investir dans sa croissance future avec l'ouverture d'une succursale à Dubaï et d'améliorer significativement son coefficient d'exploitation (48%).

Comme l'année passée, l'exhaustivité du résultat net de 21,5 millions de CHF a été attribuée à la Réserve pour risques bancaires généraux. Nous rappelons que cette attribution est totalement facultative et conservatrice. Cette dotation, accompagnée d'une augmentation de capital de 30 millions de CHF souscrite intégralement par le Groupe BRED, est venue renforcer les fonds propres de la Banque, qui clôture l'année avec un ratio de solvabilité confortable (16,5%) et un excellent ROE (12,7%).

Sa robuste santé financière ainsi que sa gestion conservatrice permettent à la BIC-BRED (Suisse) SA d'assurer sa pérennité financière et de s'inscrire comme un partenaire de long terme des négociants de matières premières.

À la suite de cette brève introduction, c'est avec plaisir que nous vous laissons découvrir nos états financiers 2022, complétés de leur analyse financière.

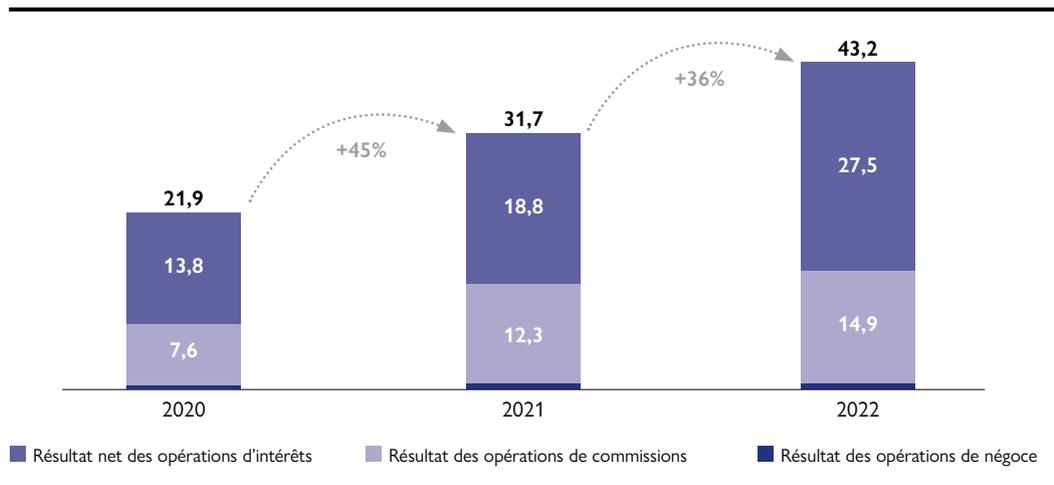
6.1 ANALYSE FINANCIÈRE

6.1.1 UNE PROGRESSION CONTINUE DES RÉSULTATS

PRODUIT D'ACTIVITÉ BANCAIRE EN FORTE CROISSANCE

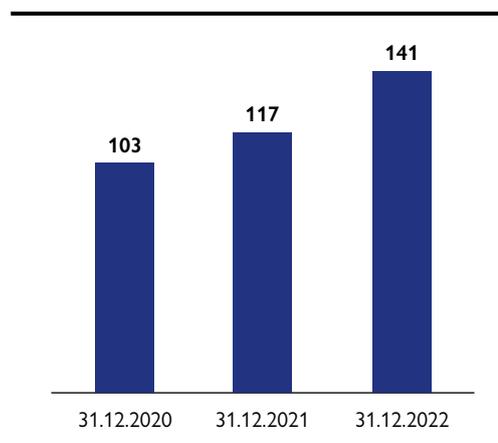
La BIC-BRED (Suisse) SA clôture l'année 2022 avec un produit d'activité bancaire de 43,2 millions de CHF, en progression de 36%.

Figure 12 **PRODUIT D'ACTIVITÉ BANCAIRE** (en millions de CHF)



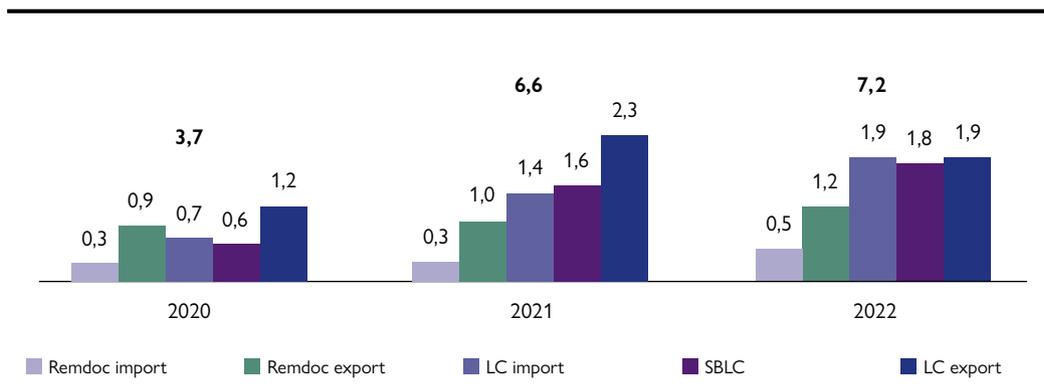
Cette évolution s'explique d'une part par le résultat net des opérations d'intérêts en hausse de 46% à 27,5 millions de CHF, reflétant la croissance des encours de crédit liée au niveau de prix élevé des matières premières, à l'expansion du portefeuille de clients de 21% ainsi qu'à une utilisation soutenue des lignes de crédit.

Figure 13 **NOMBRE DE GROUPES DE CLIENTS ACTIFS**



D'autre part, le résultat des opérations de commissions progresse de 21% à 14,9 millions de CHF, grâce à l'augmentation du nombre et de la taille des opérations documentaires, dont le volume traité au cours de l'exercice atteint 7,2 milliards de CHF à fin décembre 2022, contre 6,6 milliards de CHF à fin 2021. En particulier, les volumes des remises documentaires import et lettres de crédit import augmentent respectivement de 40% et 34% en 2022.

Figure 14 **MONTANT CUMULÉ D'OPÉRATIONS** (en milliards de CHF)

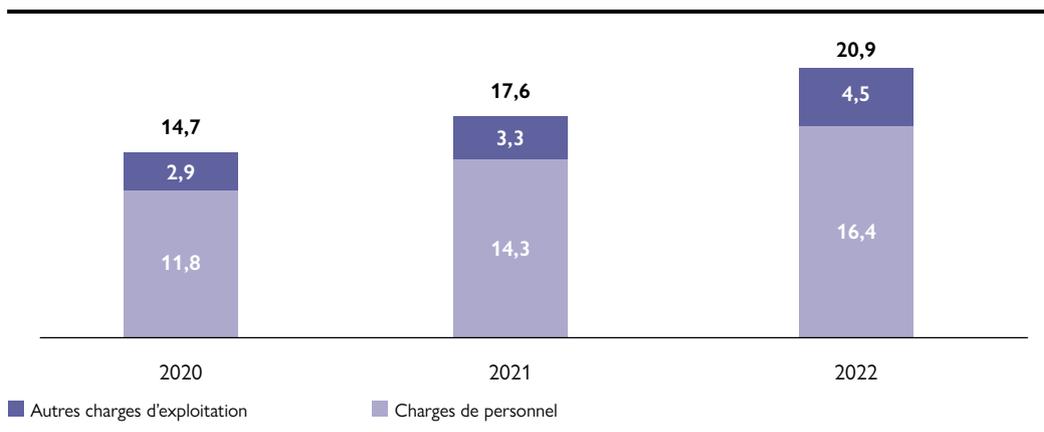


Le résultat des opérations de négoce s'élève à 811 kCHF (+47%) grâce à la multiplication des opérations de change pour le compte de clients (changes à terme et *swaps* de taux d'intérêts).

MAÎTRISE DES CHARGES

Le total des charges d'exploitation est en hausse de 19% à 20,9 millions de CHF :

Figure 15 **CHARGES D'EXPLOITATION** (en millions de CHF)



La hausse des charges d'exploitation est essentiellement liée aux recrutements effectués courant 2022 afin de renforcer les équipes impliquées dans le traitement des opérations ainsi que pour le développement de la succursale de Dubaï.

La Banque augmente ses effectifs de 13,3 ETP afin d'accompagner sa croissance, passant ainsi de 70,8 ETP au 31 décembre 2021 à 84,1 ETP au 31 décembre 2022.

Cette progression des charges moins rapide que celle des revenus permet à la Banque d'améliorer son coefficient d'exploitation de 8,1 points de pourcentage, le ramenant fin 2022 à l'excellent niveau de 48,1%.

Figure 16 **EFFECTIFS (en ETP)**

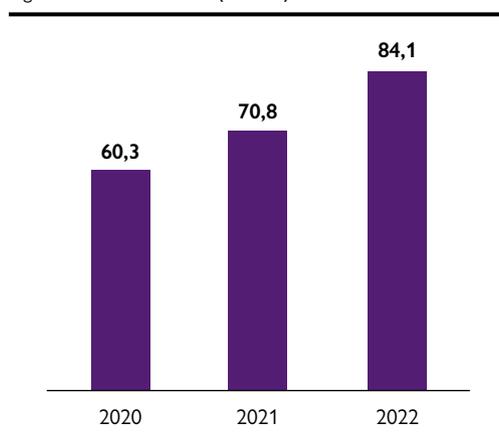
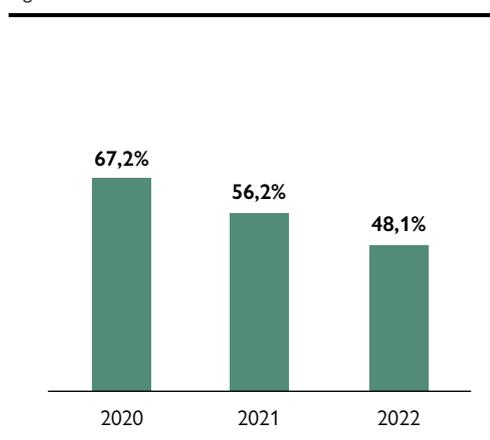


Figure 17 **COEFFICIENT D'EXPLOITATION**



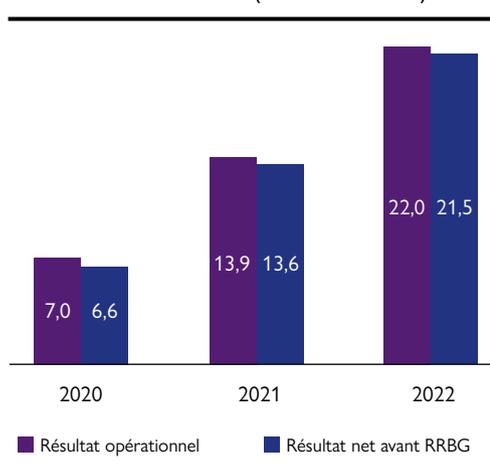
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET RÉSULTAT NET

Pour son huitième exercice, la Banque parvient à un résultat opérationnel de 22 millions de CHF.

Le résultat net avant attribution à la réserve pour risques bancaires généraux atteint 21,5 millions de CHF, en hausse de 59% par rapport à l'année passée.

En 2022, la Banque a continué de faire le choix conservateur et facultatif d'attribuer la totalité de son résultat à sa réserve pour risques bancaires généraux, venant ainsi renforcer ses fonds propres de 21,5 millions de CHF.

Figure 18 **RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET RÉSULTAT NET (en millions de CHF)**



Les réserves pour risques bancaires généraux sont des réserves constituées préventivement dans le but de couvrir les risques latents de l'activité bancaire. Il ne s'agit en aucun cas de provisions spécifiques constituées par exemple dans le contexte d'un crédit douteux ou d'un litige, mais bien de provisions facultatives destinées à renforcer la capacité de la Banque à absorber des chocs économiques éventuels dans le futur. Les réserves ainsi constituées viennent renforcer les fonds propres de la Banque et peuvent être reprises librement.

Cette nouvelle attribution porte le montant total de réserves pour risques bancaires généraux enregistré dans les fonds propres à 36,6 millions de CHF au 31 décembre 2022. Les excellents résultats 2022 permettent à la Banque d'améliorer significativement l'ensemble de ses ratios de rendement et de rentabilité.³

³ Les ratios sont calculés sur la base du résultat net avant attribution à la réserve pour risques bancaires généraux afin de rendre compte de la rentabilité réelle de la Banque:

- ROE = Résultat net avant attribution à la RRBG/Fonds propres
- ROA = Résultat net avant attribution à la RRBG/Actifs
- Ratio de profitabilité = Résultat net avant attribution à la RRBG/PNB
- RoRWA = Résultat net avant attribution à la RRBG/RWA moyen de la période.

Figure 19 **RATIO DE PROFITABILITÉ**

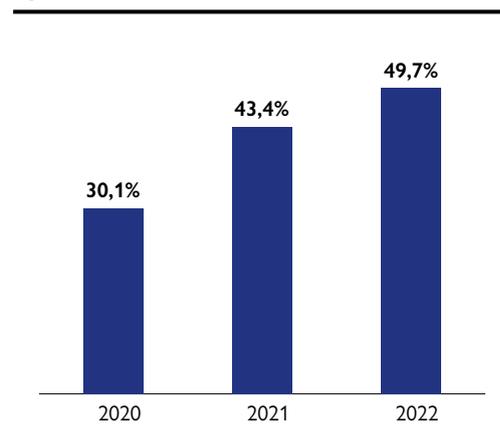


Figure 20 **ROE**

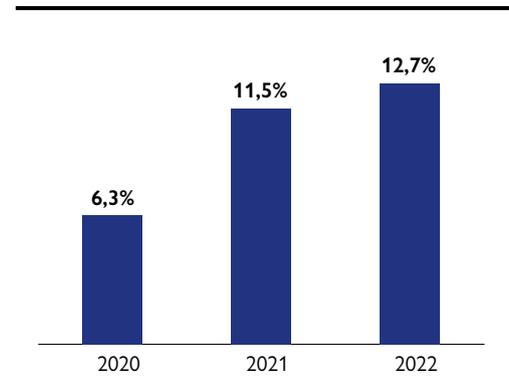


Figure 21 **ROA**

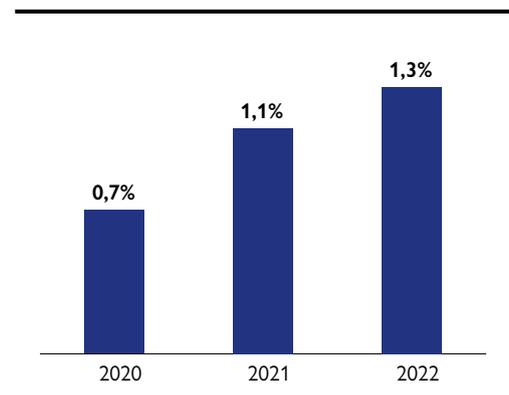
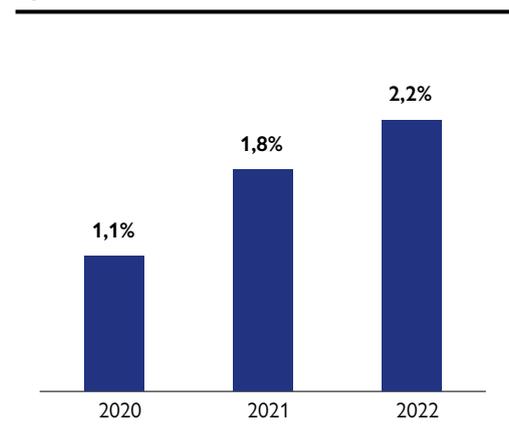


Figure 22 **RORWA**

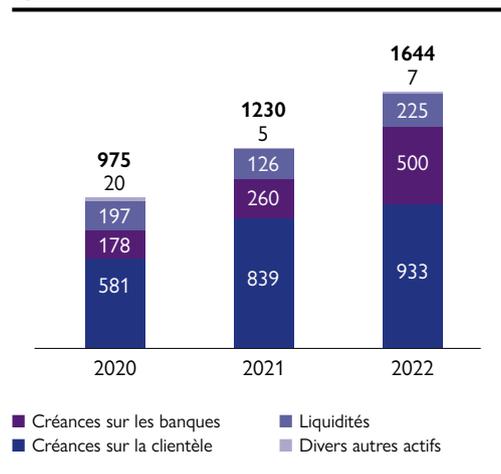


6.1.2 FOCUS SUR LE BILAN ET LE HORS BILAN

HAUSSE CONSTANTE DE L'ACTIF DU BILAN

La taille de l'actif du bilan progresse de 434 millions de CHF en 2022, pour atteindre le total de 1,7 milliards à la fin de l'année (+35%).

Figure 23 **ACTIF** (en millions de CHF)



Cette hausse s'explique, d'une part, par l'augmentation des créances sur les banques et d'autre part, par l'augmentation des créances sur la clientèle, dont le montant atteint 933 millions de CHF au 31 décembre 2022, en hausse de 94 millions de CHF (+11%).

Au 31 décembre 2022, les créances sur la clientèle sont composées de deux tiers de comptes courants débiteurs et d'un tiers d'avances et prêts à terme fixe (APTF), accordés à des négociants en matières premières, essentiellement en dollar (95%). La moitié des créances sur la clientèle correspond à des financements de clients actifs dans le négoce de métaux

Figure 24 **VENTILATION DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR MATIÈRE PREMIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

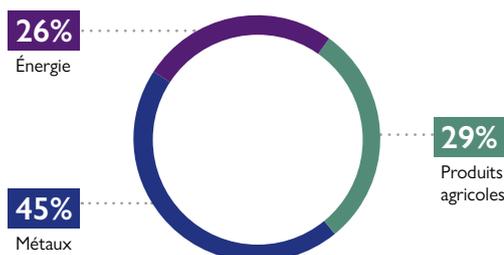
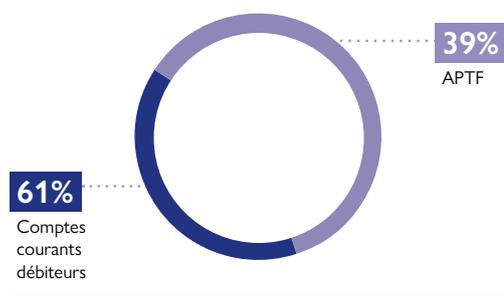


Figure 25 **VENTILATION DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR TYPE DE PRÊT AU 31 DÉCEMBRE 2022**



et minerais, un tiers dans les produits agricoles et le reste dans l'énergie.

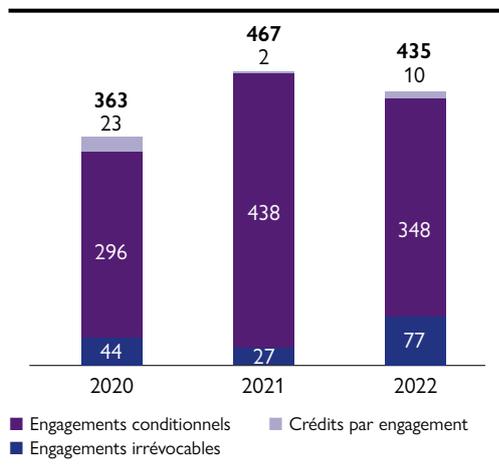
Une nouvelle correction de valeur pour un montant de 100 kCHF a été constituée sur une créance compromise identifiée durant l'exercice.

Toutes les créances compromises (16,6 millions de CHF) sont provisionnées à 100%. Elles correspondent principalement à d'anciens crédits, octroyés avant la filialisation de la Banque, hors de l'activité de financement du commerce international.

LA DIMINUTION DU HORS BILAN

La taille du hors bilan diminue de 7% en 2022, à 435 millions de CHF à la fin de l'année.

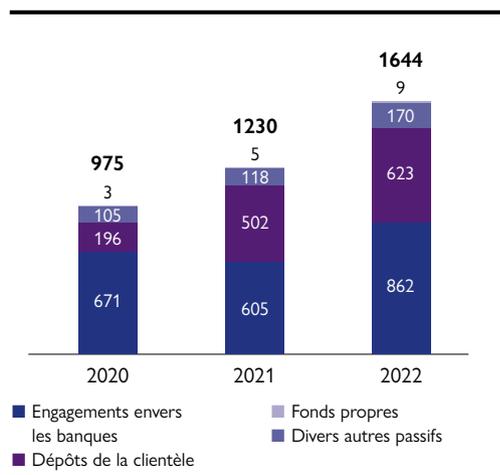
Figure 26 **HORS BILAN** (en millions de CHF)



6.1.3 UN PROFIL DE LIQUIDITÉ CONFORTABLE

Au passif, les fonds étrangers (c'est-à-dire les passifs hors fonds propres) ont augmenté de 383 millions de CHF (+34%) par rapport à fin 2021, à 1,5 milliards de CHF.

Figure 27 **PASSIF** (en millions de CHF)



À noter que l'augmentation de capital de 30 millions de CHF permet d'accroître le total du Bilan. Ainsi le capital-actions de la Banque passe de 103 millions de CHF à 133 millions de CHF.

LA COLLECTE DE DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

La Banque a poursuivi sa stratégie de collecte de dépôts de la clientèle en 2022. Elle s'est traduite par une hausse importante des dépôts à 623 millions de CHF (+24%), représentant ainsi 42% des fonds étrangers. Au 31 décembre 2022, les dépôts à terme représentent 60% du total des dépôts clientèle, essentiellement en dollar (79%).

Du fait de l'évolution favorable du volume de dépôts clients, fin 2022, la Banque parvient à financer 67% de ses créances sur la clientèle grâce aux dépôts des clients, contre seulement 60% fin 2021.

LE REFINANCEMENT BANCAIRE

Les engagements envers les banques ont augmenté de 43% à 862 millions de CHF au 31 décembre 2022.

La Banque se finance principalement auprès du Groupe BRED, qui représente à lui seul 55% des fonds étrangers et 95% des engagements envers les banques au 31 décembre 2022. Cette ligne multidevise est tirée essentiellement en dollar afin de financer les créances sur la clientèle.

À des fins de respect de la réglementation relative au NSFR la Banque a procédé depuis 2021 à un reprofilage de son refinancement bancaire afin d'en allonger la maturité (230 millions de CHF à plus de 5 ans). Nous renvoyons à la note 17 des états financiers pour plus de détails.

Figure 28 **MATURITÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS AU BILAN AU 31.12.2022**
(en millions de CHF)

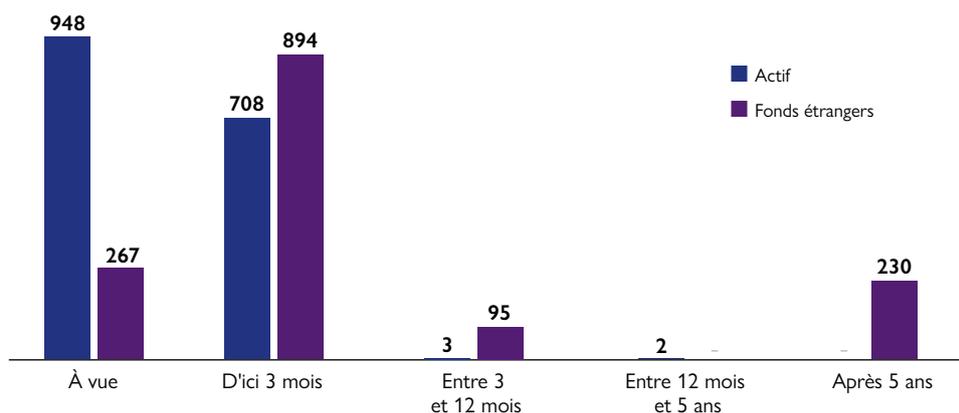
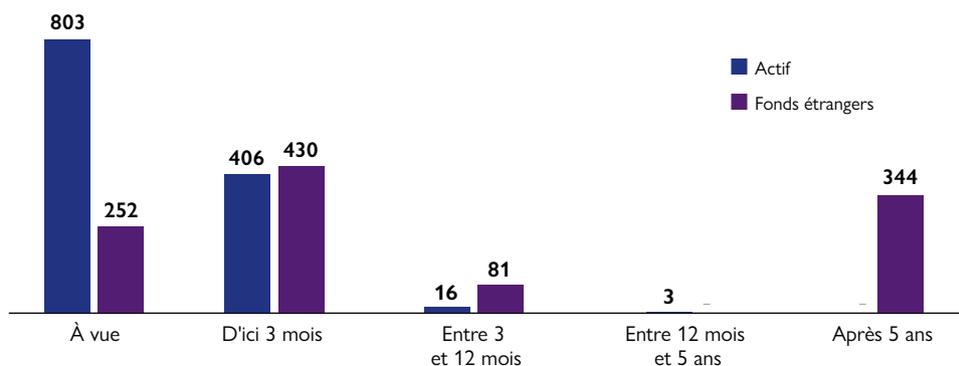


Figure 29 **MATURITÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS AU BILAN AU 31.12.2021**
(en millions de CHF)



Cette maturité des passifs supérieure à celle des actifs entraîne un gap de liquidité négatif, ce qui démontre la bonne capacité de la Banque à honorer ses engagements à court terme.

en millions de CHF	31.12.2022
Actifs de maturité inférieure à 3 mois	1'656
– Passifs de maturité inférieure à 3 mois	–1'161
Gap de liquidité	–495
Fonds propres	170
Ratio Gap de liquidité / Fonds propres	–292%

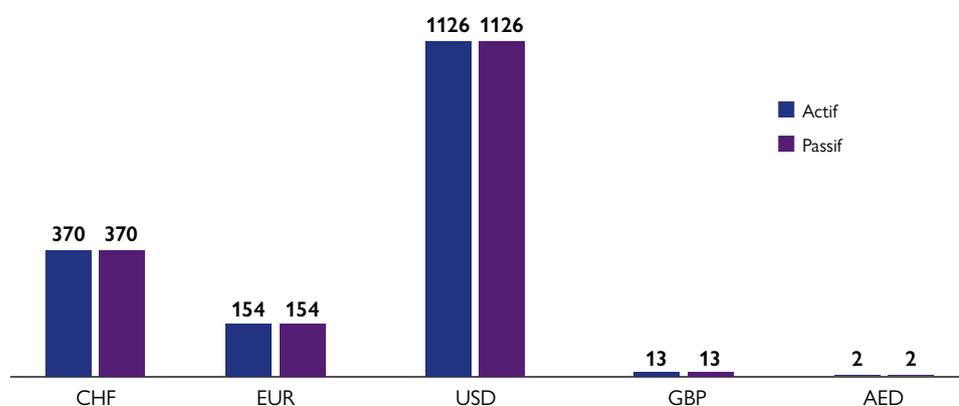
L'ÉQUILIBRE DES DEVICES ENTRE L'ACTIF ET LE PASSIF

Du fait de son activité, l'essentiel du bilan de la Banque est en dollar (68%).

Afin de limiter le risque de change, la stratégie de la Banque consiste à équilibrer les actifs et les passifs libellés dans la même devise. Les positions de change résultant du bilan sont systématiquement couvertes. L'accès à une base de dépôts clients confortable et aux refinancements de la BRED permettent à la Banque d'atteindre cet équilibre.

Nous renvoyons à la note 21 des états financiers pour plus de détails.

Figure 30 **MATURITÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS AU BILAN AU 31.12.2022** (en millions de CHF)



DES RATIOS DE LIQUIDITÉ CONFORTABLES

Le risque de liquidité fait l'objet d'un suivi quotidien par le département Trésorerie / ALM. Une gestion fine des ratios LCR et NSFR permet de maintenir ces ratios aux alentours de 120%, permettant ainsi de garder une marge de sécurité par rapport aux seuils réglementaires minimaux de 100%, tout en optimisant le coût de refinancement réglementaire.

Figure 31 **RATIO LCR**

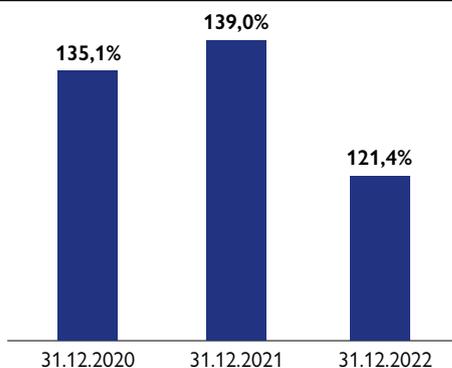
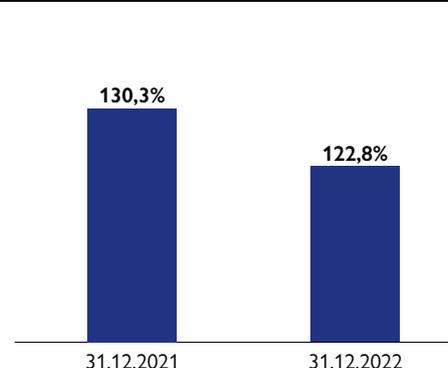


Figure 32 **RATIO NSFR**



6.1.4 UNE SOLIDE SOLVABILITÉ

La hausse des actifs pondérés (RWA) entre 2021 et 2022 s'élève à 23%. Sur la même période, la Banque a accompagné cette croissance en faisant évoluer ses fonds propres (augmentation de capital et dotation aux réserves du résultat).

Tableau 8 **EXTRAIT DES STATISTIQUES DE LA BANQUE NATIONALE SUISSE**

en millions de CHF	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2022
Fonds propres pris en compte	104,7	116,5	165,4
<i>Dont fonds propres de base durs (CET 1)</i>	104,7	116,5	165,4
Actifs pondérés (RWA)	605,8	812,6	1002,2

À la fin de l'année 2022, le ratio de solvabilité, en progression, s'élève à 16,5%, niveau confortable par rapport à l'exigence réglementaire de 10,5%, témoignant ainsi de la solidité de la solvabilité de la Banque.

Le ratio de levier au 31 décembre 2022 s'élève quant à lui à 9,4%, bien au-delà de l'exigence réglementaire de 3%.

Figure 33 **RATIO DE SOLVABILITÉ**

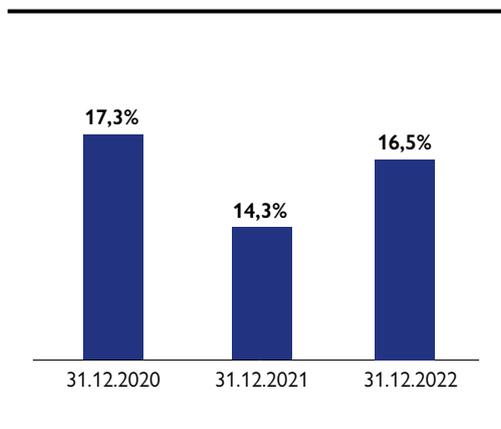
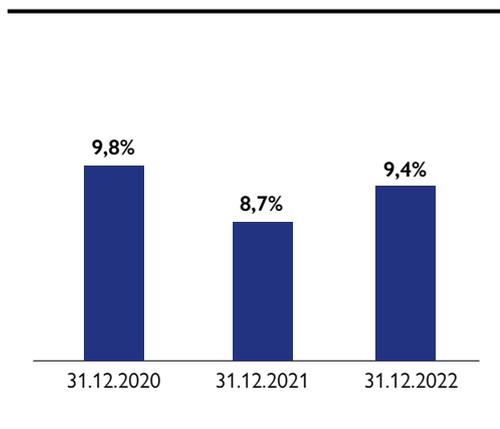


Figure 34 **RATIO DE LEVIER**



La BIC-BRED (Suisse) SA a le privilège d'être une filiale à 100% du Groupe BRED/BPCE, doté d'excellentes notations externes (voir 2.1 LE GROUPE BPCE) et dont elle bénéficie de l'appui tant en matière de refinancement, qu'en matière de solvabilité.



KPMG SA
Financial Services
Suisse romande
Esplanade de Pont-Rouge 6
Case postale 1571
CH-1211 Genève 26

+41 58 249 25 15
kpmg.ch

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de Banque Internationale de Commerce - BRED (Suisse) SA. Genève

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Banque Internationale de Commerce - BRED (Suisse) SA (la société), comprenant le bilan au 31 décembre 2022, le compte de résultat, l'état des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels ci-joints sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels » de notre rapport. Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.



Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales et aux statuts. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider la société ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse et les NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société.
- nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes annuels ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener la société à cesser son exploitation.

Nous communiquons au Conseil d'administration, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus et nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts, et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA

Gaia Chartouni
Expert-réviseur agréée
Révisseuse responsable

Philippine Bouvard
Expert-réviseur agréée

Genève, 24 mars 2023

Annexes :

- Comptes annuels constitués du bilan, du compte de résultat, de l'état des capitaux propres et de l'annexe
- Proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan

LES CINQ VALEURS DE LA BIC-BRED

Ambition
Responsable
Expertise
Agile
Considération
Mutuelle
Cohésion
Efficace
Intégrité
Pragmatique

6.3 ÉTATS FINANCIERS 2022

BILAN

En milliers de CHF

ACTIFS	<i>Notes</i>	31.12.2022	31.12.2021
Liquidités		224'562	126'034
Créances sur les banques	15	499'609	259'874
Créances sur la clientèle	6	933'165	838'719
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	7	782	26
Immobilisations financières	8	2'466	2'596
Comptes de régularisation		2'108	1'378
Immobilisations corporelles	9	1'193	936
Autres actifs	10	130	91
Total des actifs		1'664'015	1'229'654

PASSIFS

Engagements envers les banques	15	862'146	605'061
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	15	623'136	501'815
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	7	746	20
Comptes de régularisation passif		8'147	4'446
Autres passifs	10	31	20
Sous-total des fonds étrangers		1'494'206	1'111'362
Réserves pour risques bancaires généraux	13	36'570	15'053
Capital social	14,16	133'074	103'074
Réserve légale issue du bénéfice		165	165
Bénéfice reporté / perte reportée		–	–
Bénéfice / perte (résultat de la période)		–	–
Total des fonds propres		169'809	118'292
Total des passifs		1'664'015	1'229'654

Total des engagements subordonnés

		–	–
– dont avec obligation de conversion et/ou abandon de créance	15	–	–

OPÉRATIONS HORS BILAN

Engagements conditionnels	6,22	348'238	438'357
Engagements irrévocables	6	76'878	26'762
Crédits par engagement	6,23	9'632	2'152

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers de CHF

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'INTÉRÊTS	<i>Notes</i>	31.12.2022	31.12.2021
Produits des intérêts et des escomptes	25	46'856	18'263
Produits des intérêts et des dividendes des opérations de négoce		–	–
Produits des intérêts et des dividendes des immobilisations financières		98	553
Charges d'intérêts	25	–19'336	–463
Résultat brut des opérations d'intérêts		27'618	18'353
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	6, 13	–100	477
Sous-total Résultat net des opérations d'intérêts		27'518	18'830

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE COMMISSIONS ET DES PRESTATIONS DE SERVICE

Produits des commissions sur les titres et les opérations de placement		–	–
Produits des commissions sur les opérations de crédit		14'820	12'484
Produits des commissions sur les autres prestations de service		3'754	3'097
Charges de commissions		–3'718	–3'263
Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		14'856	12'318

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR

	24	811	551
--	----	-----	-----

AUTRES RÉSULTATS ORDINAIRES

Autres produits ordinaires		42	20
Autres charges ordinaires		–	–
Sous-total Autres résultats ordinaires		42	20

CHARGES D'EXPLOITATION

Charges de personnel	26	–16'360	–14'274
Autres charges d'exploitation	27	–4'500	–3'290
Sous-total Charges d'exploitation		–20'860	–17'564

Produits bruts		22'367	14'155
-----------------------	--	---------------	---------------

Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles		–318	–220
---	--	------	------

Résultat opérationnel		22'049	13'935
------------------------------	--	---------------	---------------

Produits extraordinaires	28	1	30
Charges extraordinaires	28	–	–
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	13	–21'517	–13'553
Impôts	29	–533	–412

BÉNÉFICE (résultat de la période)		–	–
--	--	----------	----------

PRÉSENTATION DE L'ÉTAT DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de CHF

	Capital social	Réserve issue du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Bénéfice / Perte reportée	Résultat de la période	Total
Situation au 31.12.2021	103'074	165	15'053	–	–	118'292
Augmentation / réduction de capital	30'000	–	–	–	–	30'000
Attribution du résultat 2021	–	–	–	–	–	–
Autres dotations / (prélèvements) affectant les réserves pour risques bancaires généraux	–	–	21'517	–	–	21'517
Bénéfice / Perte (résultat de la période)	–	–	–	–	–	–
Capitaux propres au 31.12.2022	133'074	165	36'570	–	–	169'809

1. RAISON SOCIALE, FORME JURIDIQUE ET SIÈGE DE LA BANQUE

I. Raison sociale, forme juridique et siège

La Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA a obtenu l'autorisation d'exercer une activité bancaire en Suisse le 21 septembre 2015. Elle a repris les activités de la succursale à Genève de la Banque Internationale de Commerce – BRED Paris par le biais d'une augmentation qualifiée de capital avec effet au 28 février 2015.

La Banque a son siège à Genève et s'est implanté cette année à Dubaï par le biais d'une succursale. La Banque Internationale de Commerce – BRED (Suisse) SA DIFC Branch a obtenu sa licence bancaire le 05 juillet 2022.

La Banque est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce-BRED SA, Paris, (le Siège) dont le capital est détenu à 99,99% par la Compagnie Financière de la BRED SA (COFIBRED), détenue à 100% par la BRED-Banque Populaire (le Groupe).

La BRED Banque Populaire détient 4,95% du capital de la BPCE.

II. Effectifs

Au 31 décembre 2022, la Banque employait 84,1 personnes équivalent temps plein contre 70,8 au 31 décembre 2021.

III. Activités

La Banque est active dans le financement du commerce international et plus particulièrement dans le financement des matières premières (pétrole et dérivés de pétrole, métaux et minerais, matières premières agricoles, engrais, matières brutes ou ayant subi un niveau de transformation limité).

Elle offre à sa clientèle un panel complet de services en lien avec cette activité: activité de crédit basé sur des financements décaissés ou émission d'instruments bancaires par signature, des produits de couverture fournis par le biais de la salle des marchés du Groupe ou d'autres opérations similaires.

2. PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

I. Principes régissant l'établissement des comptes

Les principes de comptabilité, de comptabilisation et d'évaluation sont conformes au code des obligations (CO), à la loi sur les Banques (LB) et à son ordonnance (OB), à l'ordonnance de la FINMA sur les comptes (OEPC-FINMA) ainsi qu'aux prescriptions comptables pour les Banques, les négociants en valeurs mobilières et les groupes et conglomérats financiers définies par la circulaire 2020/1 de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA (Circ.-FINMA 2020/1). Le bouclage individuel statutaire avec présentation fiable présente la situation économique de la Banque de façon à ce qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée. Les comptes annuels peuvent contenir des réserves latentes.

Les chiffres des annexes ont été arrondis pour les besoins de la publication.

II. Principes généraux d'évaluation

Les comptes ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

L'actif comprend les éléments du patrimoine dont l'entreprise peut disposer en raison d'événements passés, dont elle attend un flux d'avantages économiques et dont la valeur peut être estimée avec un degré de fiabilité suffisant. Lorsqu'une estimation fiable de la valeur de l'actif n'est pas possible, il s'agit d'une créance éventuelle, qui est commentée dans l'annexe.

Les dettes qui résultent de faits passés, qui entraînent un flux probable d'avantages économiques à la charge de l'entreprise et dont la valeur peut être estimée avec un degré de fiabilité suffisant sont inscrites au passif du bilan. Lorsqu'une estimation fiable n'est pas possible, il s'agit d'un engagement conditionnel, qui est commenté dans l'annexe.

Les postes présentés dans les positions du bilan sont évalués individuellement.

III. Saisie des opérations

Les transactions sont enregistrées au bilan à la date de leur conclusion.

IV. Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la date du bilan. Les immobilisations corporelles et les valeurs immatérielles sont converties au cours historique. Le résultat de change issu de la conversion des positions en monnaies étrangères est enregistré dans la rubrique «Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur».

Les produits et les charges libellés en monnaies étrangères sont convertis au cours de change du jour de leur comptabilisation.

La conversion des principales monnaies étrangères en Franc Suisse à la date de clôture a été effectuée aux cours suivants:

	31.12.2022	31.12.2021
USD	0,9220	0,9161
EUR	0,9844	1,0358
GBP	1,1148	1,2356

V. Traitement des intérêts

Les intérêts et les commissions correspondantes réputés en souffrance ne sont pas saisis comme produits des intérêts. Sont considérés comme tels les intérêts et les commissions échus depuis plus de 90 jours et impayés. Pour ce qui est des crédits en comptes courants, sont considérés comme étant en souffrance les intérêts et les commissions lorsque la limite de crédit est dépassée depuis plus de 90 jours. Dès cet instant, et jusqu'au moment où aucun intérêt échu depuis 90 jours n'est ouvert, les intérêts et commissions courus futurs ne sont pas crédités dans la rubrique «Produit des intérêts et des escomptes».

Les intérêts en souffrance ne sont pas extournés rétroactivement. Les créances résultant des intérêts accumulés jusqu'à l'expiration du délai de 90 jours (intérêts échus et impayés ainsi qu'intérêts courus accumulés) sont amorties par la rubrique «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

3. PRINCIPES D'ÉVALUATION DES POSTES

I. Liquidités

Les liquidités sont enregistrées à la valeur nominale.

II. Créances sur les banques et créances sur la clientèle

Les créances sur les banques et les créances sur la clientèle sont enregistrées à la valeur nominale, diminuée des correctifs de valeur nécessaires.

III. Valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés

Les instruments financiers sont évalués à leur juste valeur et leurs valeurs de remplacement positives ou négatives sont présentées dans les rubriques correspondantes du bilan. La juste valeur a pour base les prix de marché.

Le résultat réalisé des opérations de négoce et celui non réalisé de l'évaluation des opérations de négoce sont enregistrés à la rubrique «Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur».

IV. Immobilisations corporelles

Les investissements dans de nouvelles immobilisations corporelles, qui sont utilisées durant plus d'une période comptable, sont portés au bilan à leur coût d'acquisition et amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie prévisible.

Les immobilisations corporelles sont amorties de façon linéaire par la position «Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles», en fonction de la durée d'utilisation estimée avec prudence. La durée d'utilisation estimée des immobilisations corporelles se résume comme suit:

- installations: 5 ans;
- logiciels informatiques acquis: 3 à 5 ans;
- machines de bureau et mobilier: 3 ans.

La Banque examine, à la date du bilan, si la valeur de chaque immobilisation corporelle est dépréciée. Cet examen est effectué sur la base de signes donnant à penser que certains actifs pourraient avoir subi des pertes de valeur. Si elle observe de tels signes, la Banque détermine la valeur réalisable de chaque actif. La valeur d'un actif est dépréciée si sa valeur comptable dépasse la valeur réalisable.

Si cet examen fait apparaître un changement de la durée d'utilisation ou une perte de valeur, la Banque amortit la valeur comptable résiduelle selon un plan correspondant à la nouvelle durée d'utilisation ou procède à un amortissement non planifié.

S'il y a dépréciation, la valeur comptable est ramenée à la valeur réalisable et la dépréciation de valeur inscrite au débit de la rubrique «Corrections de valeur sur participation, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles».

Les gains réalisés lors de l'aliénation d'immobilisations corporelles sont enregistrés dans la rubrique «Produits extraordinaires», les pertes réalisées dans la rubrique «Charges extraordinaires».

V. Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les titres acquis dans un but de placement à moyen et à long termes ainsi que les titres de participation détenus ni dans le dessein de négoce, ni dans le dessein d'un placement permanent.

Les titres productifs d'intérêts (valeurs mobilières), destinés à être conservés jusqu'à l'échéance, sont évalués à leur valeur d'acquisition compte tenu de la délimitation de l'agio ou du disagio (composantes du taux) sur la durée (*accrual method*). Les gains et pertes résultant d'une vente ou d'un remboursement anticipé sont pris en compte proportionnellement jusqu'à l'échéance initiale prévue. Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées dans les «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

VI. Engagements envers les banques et engagements résultant des dépôts de la clientèle

Ces positions sont enregistrées à la valeur nominale.

VII. Provisions

En respect du principe de précaution, des provisions peuvent être constituées pour tout risque de perte potentielle ou avérée à la date du bilan lié à un engagement au bilan. Ces risques sont revus régulièrement par la Direction. Si une provision apparaît comme nécessaire, elle est constituée au niveau du compte de résultat.

VIII. Réserves pour risques bancaires généraux (RRBG)

Les réserves pour risques bancaires généraux sont des réserves constituées préventivement dans le but de couvrir les risques découlant de l'activité de la Banque.

Les réserves pour risques bancaires généraux ne sont pas fiscalement imposables dans la limite du seuil prévu.

IX. Engagements de prévoyance

Les collaborateurs sont assurés auprès d'une fondation de prévoyance collective. L'organisation, la gestion et le financement des plans de prévoyance sont conformes aux dispositions légales, aux actes de fondation ainsi qu'aux règlements de prévoyance en vigueur. Les 5 plans de prévoyance de la Banque sont constitués en primauté des cotisations.

La Banque assume les coûts de la prévoyance professionnelle des collaborateurs et de leurs survivants conformément aux dispositions légales. Les cotisations d'employeur correspondant aux plans

de prévoyance sont enregistrées dans la rubrique «Charges de personnel».

La Banque examine à la date du bilan s'il existe dans les institutions de prévoyance un avantage ou un engagement économique.

Les avantages économiques des plans de prévoyance (y compris la réserve de cotisations de l'employeur sans renonciation d'utilisation) sont portés au bilan sous le poste «Autres actifs», les engagements économiques sous le poste «Provisions». Les adaptations de valeur relatives aux avantages/engagements économiques par rapport à la période précédente sont inscrites dans la rubrique «Charges de personnel» du compte de résultat.

X. Fonds propres

Les fonds propres sont constitués du capital social, des réserves légales issues du bénéfice, des réserves pour risques bancaires généraux, des reports à nouveau et du résultat de la période.

XI. Impôts

Les impôts courants sont des impôts récurrents, en règle générale annuels, affectant le revenu et le capital. L'impôt sur les transactions n'en fait pas partie.

Les engagements résultant des impôts courants affectant le revenu et le capital sont enregistrés dans la rubrique «Comptes de régularisation».

Les impôts courants affectant le revenu et le capital sont enregistrés dans la rubrique «Impôts» du compte de résultat.

XII. Opérations hors bilan

Les engagements conditionnels et irrévocables ainsi que les crédits par engagement sont portés au hors bilan à leur valeur nominale.

XIII. Structure de l'annexe

L'annexe suit la structure établie par la FINMA dans la circulaire 2020/1 Comptabilité Banques. Les rubriques ne concernant pas la Banque ne sont pas relevées dans l'annexe.

4. GESTION DES RISQUES

I. Introduction

La politique des risques de la Banque s'appuie sur la politique générale du Groupe auquel elle appartient. Les risques font l'objet d'un dispositif de suivi approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque.

Les membres du Conseil d'administration et de la Direction sont informés régulièrement de la situation de la Banque, de l'état de son portefeuille, de ses résultats, ainsi que des risques y relatifs.

La Banque est exposée à plusieurs familles de risques: les risques de crédit et de contrepartie, les risques financiers, les risques opérationnels ainsi que d'autres types de risques. La surveillance, l'identification, la mesure et le pilotage de ces risques figurent parmi les compétences clés de la Banque.

II. Risques de crédit

II.i Risques de crédit sur la Clientèle

FONDEMENTS DU DISPOSITIF D'OCTROI

Que ce soit pour les risques de crédit pris sur des sociétés, des banques ou institutions financières, la gestion des risques de crédit est commune et s'articule autour de plusieurs axes:

- Etablissement d'une analyse spécifique et détaillée sur base annuelle pour chaque demande de crédit selon des prérequis clairement établis;
- Attribution d'une note au niveau de la contrepartie selon une grille d'évaluation établie en interne;
- Prise de décision collégiale par des comités de crédit fondée sur l'analyse de crédit rédigée par les équipes commerciales et une analyse contradictoire établie par le département Crédits et Engagements;
- Principes de division des risques dictés par le respect des limites réglementaires et l'établissement de seuils selon les secteurs, les types de contreparties et les risques pays;
- Procédures détaillant ces éléments de processus crédit et de politique crédit.

SURVEILLANCE DES CRÉDITS

Les crédits octroyés font l'objet de suivis rigoureux à différents niveaux, notamment concernant:

- La documentation juridique (ou autres) requise;
- Le respect des limites octroyées et leurs modalités (échéances, conditions spécifiques etc.);
- Les risques indirects qui peuvent être rencontrés dans le cadre de certaines opérations dites transactionnelles.

Ces suivis sont effectués par des départements indépendants de la direction commerciale. Il s'agit principalement des départements Crédits et Engagements et Risques de Crédit.

Concernant les crédits relevant d'une approche dite transactionnelle auto-liquidative, c'est-à-dire les financements de matières premières qui sont remboursés par le produit de leur vente, la Banque dispose d'un département spécifique, le

département Collatéral Management, qui effectue un suivi rigoureux du statut du sous-jacent financé (matière première en stock dans un port ou en transit avec un titre négociable etc.). La Banque effectue également des due diligences sur les entités avec lesquelles ses clients travaillent et qui peuvent avoir des conséquences en terme de crédit: courtiers, entrepositaires, etc.

La surveillance de crédit s'effectue aussi au travers des revues de portefeuille.

MESURES VISANT À ATTÉNUER LE RISQUE

Les mesures retenues visant à atténuer le risque de crédit sont actuellement:

- Les liquidités nanties;
- Les garanties reçues d'entités de la BRED ou du groupe BRED;
- Les garanties émises par d'autres institutions financières ou sociétés d'assurance bénéficiant de ratings externes solides (au moins Investment Grade) pour lesquelles une autorisation de crédit a été mise en place pour permettre le transfert de risque sur ces entités et dès lors que les garanties satisfont les conditions édictées par la Circulaire 2017/7 Risques de crédit – Banques Cm 281 à 296.

Ces mesures sont regroupées sous le terme de «Autres couvertures» dans la note 6.

VALORISATION DES COLLATÉRAUX

En général, dans son activité de financement du commerce international, la Banque octroie des crédits en fonction de collatéraux, i.e. des documents attestant de l'existence de matières premières (connaissances maritimes, certificats d'entreposage, etc.) ou de créances nées. Ces collatéraux ne représentent pas des «couvertures» dans la mesure où ils ne permettent pas une réduction formelle du risque de crédit et n'ont pas toujours une valeur juridique incontestable. Nonobstant ces points, dans la pratique, les collatéraux représentent la source de remboursement principale des prêts octroyés en cas de défaut du débiteur et constituent donc un élément majeur dans la gestion des risques.

La valorisation de ces collatéraux est actualisée périodiquement par le département Collatéral Management.

IDENTIFICATION DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE

Les créances sont en souffrance lorsque l'un des paiements ci-après n'a pas été totalement obtenu depuis plus de 90 jours après l'échéance:

- Règlement des intérêts;
- Paiement des commissions;
- Remboursement du capital.

La créance de base elle-même est réputée en souffrance lorsqu'un paiement d'intérêt, de commission et/ou d'amortissement qui lui est lié est en souffrance. Les créances envers des débiteurs qui sont en liquidation sont toujours réputées être en souffrance.

IDENTIFICATION DES CRÉANCES COMPROMISES ET CORRECTIONS DE VALEUR

Les créances compromises résultent des situations où il est invraisemblable que le débiteur sera en mesure de faire face à ses engagements futurs.

Lorsque le montant de créances compromises excède le montant qui sera vraisemblablement reçu après analyse des couvertures et des collatéraux, une provision spécifique égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur vraisemblablement réalisable (ou valeur de liquidation) doit être passée.

La valeur de liquidation est ainsi calculée:

- Juste valeur des sûretés qui devront être liquidées après déduction des coûts estimés à la vente ou
- Valeur actualisée des flux de trésorerie prévus en appliquant le taux de rendement avant défaut et en utilisant des hypothèses et des projections raisonnables et fondées ou
- Valeur marchande observable du prêt si c'est un indicateur fiable de sa valeur de recouvrement estimée.

SUIVI DES CRÉDITS EN DIFFICULTÉ

La Banque dispose d'un dispositif spécifique pour suivre les dossiers en difficulté en termes de comités, procédures, etc.

Un système d'identification est également en place pour pouvoir suivre de manière appropriée:

- Les opérations délicates: identification d'opérations qui présentent un risque accru en terme de recouvrement mais pour lesquelles le recouvrement n'est pas jugé problématique et sans que l'évaluation au niveau du client ne soit modifiée («aléas commercial ponctuel»);
- Les dossiers présentant un risque élevé sans présenter un événement de risque avéré: ces dossiers constituent la Watchlist (WL) saine. La classification en WL saine est réalisée soit sur décision d'un comité de crédit soit de manière automatique car certains critères ont été remplis.
- Les dossiers en souffrance qui constituent la WL douteuse.

II.ii Risque de contrepartie dans les affaires interbancaires

Dans les transactions interbancaires, la Banque ne noue jamais de relations d'affaires sans procéder à une évaluation détaillée du risque de défaut. Le respect des limites est surveillé régulièrement par la fonction des Risques de crédit. L'examen de la notation de la contrepartie a lieu sur une base annuelle et est effectué au sein du groupe BPCE.

En cas d'événements de marché extrême, la Banque examine la situation en continu afin de pouvoir réagir instantanément à une aggravation du risque.

III. Risques de marché

RISQUES DE VARIATION DE TAUX

Le risque de taux réside dans l'exposition de la Banque à une fluctuation défavorable des taux

d'intérêts, compte tenu de ses positions au bilan ou hors bilan. Une forte variation des taux d'intérêts à la hausse ou à la baisse, suivant la structure du bilan et hors bilan, peut entraîner une perte de revenu, voire une marge d'intérêt négative.

De par l'activité de la Banque, les risques de taux sont en principe compris dans les positions actives et passives suivantes: créances et engagements envers les banques et la clientèle.

RISQUES DE CHANGE

La Banque peut être exposée à un risque de taux de change sur ses revenus par le fait que son compte de résultat est en CHF et que sa source principale de revenu est en USD et dans une moindre mesure en EUR.

Les positions de change résultant du bilan de la Banque sont systématiquement couvertes. La stratégie consiste à équilibrer les actifs et passifs libellés dans la même devise. De ce fait, la Banque n'est pas exposée à un risque de change significatif.

RISQUES DE LIQUIDITÉ

Le département Trésorerie vérifie le respect des limites et des objectifs. Il réalise un suivi des actifs liquides, de la situation de financement et des risques de concentration.

La gestion de la liquidité vise à générer une position de liquidité solide, permettant à la Banque de faire face en tout temps à ses obligations de paiement.

Tous les flux de trésorerie importants ainsi que la disponibilité de sûretés de première qualité pouvant être utilisées pour se procurer des liquidités supplémentaires sont régulièrement vérifiés.

IV. Risques opérationnels

PRINCIPES GÉNÉRAUX ET ÉVALUATION

Les risques opérationnels sont définis comme des risques de pertes directes ou indirectes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable aux procédures, au facteur humain, aux systèmes ou à des événements extérieurs.

L'évaluation des risques opérationnels et de compliance porte sur les pertes financières directes ainsi que sur les conséquences qu'entraînerait une perte de confiance des clients. L'objectif premier de la gestion des risques opérationnels est de conforter la réputation de l'établissement vis-à-vis des clients, des actionnaires et du régulateur.

Les risques opérationnels sont mesurés sur la base des dommages résultant de situations normales et extrêmes. Au sein de la Direction des Risques, une base de données des incidents ayant conduit à des pertes est gérée. Pour le pilotage du risque, il répartit les cas de pertes en différents groupes de risques et définit des mesures pour diminuer le potentiel de pertes. Il reporte régulièrement à la Direction les résultats de ses contrôles.

PROCESSUS DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

Pour ce qui est des processus de continuité d'activité, des mesures sont prises pour atténuer la

survenance d'un dommage. Le plan de continuité des activités contribue également à assurer la sécurité opérationnelle en cas de catastrophes tant internes qu'externes.

Les contrôles clés sont documentés selon des principes uniformes. Tous les départements de la Banque effectuent des évaluations sur base annuelle des processus de contrôle interne afin de mesurer leur efficacité opérationnelle. Chaque année, le plan de Business Continuity Management est testé. Les observations faites à cette occasion sont consignées dans le rapport de contrôle interne adressé à la Direction. Les améliorations proposées dans le rapport sont validées par les organes de la Banque.

V. Autres risques

Il existe d'autres risques liés aux activités menées par la Banque.

- Les risques de compliance: le risque de non-conformité d'une contrepartie ou de ses opérations est géré par un département dédié qui a la charge de s'assurer que toutes les réglementations applicables (principalement la Suisse, l'Union Européenne, les États-Unis) sont respectées dans le domaine des sanctions et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme.
- Les risques liés à la corruption des collaborateurs et au manque d'éthique: ils sont traités de manière spécifique au sein de la Direction des Risques.
- Les risques juridiques sont vus comme les risques liés à un préjudice découlant d'une documentation insuffisante (document manquant, clause mal élaborée, méconnaissance des textes etc.) ou une mauvaise application de la loi. Ils sont suivis par des juristes experts indépendants sous supervision d'une juriste dédiée de la Banque permettant de s'assurer que les exigences de la Banque sont bien respectées dans ce domaine.

De manière plus générale, tous les risques (IT, RH...) font l'objet d'une surveillance au niveau opérationnel par le déploiement de contrôles de niveau 1 et de contrôles hiérarchiques et sont également couverts par des contrôles de niveau 2 exercés par la Direction des Risques. Ces contrôles de niveau 2 peuvent soit porter sur les contrôles de niveau 1 soit être réalisés de manière indépendante pour répondre à des problématiques spécifiques. La plupart de ces contrôles font l'objet de reportings dont les résultats sont communiqués sur base trimestrielle en interne et auprès de la maison-mère.

Enfin les aspects liés aux formations obligatoires ou recommandées qui sont nécessaires pour prévenir et gérer les risques, font également l'objet d'un double suivi: d'une part dans les départements opérationnels et d'autre part dans les départements des risques en charge du domaine.

VI. Politique d'affaires lors de la mise en œuvre d'instruments financiers dérivés et de l'utilisation de la comptabilité de couverture

La Banque n'applique pas de comptabilité de couverture. Les instruments financiers dérivés sont utilisés dans le cadre de la gestion des risques et servent essentiellement à couvrir les risques de taux d'intérêt et de change ainsi que, sous certaines conditions, à réduire les risques de crédit, y compris ceux relatifs à des transactions futures. Les opérations de couverture sont toujours conclues avec des contreparties externes. La Banque fait appel à la salle des marchés de la BRED pour effectuer ce type d'opérations.

5. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS APRÈS LA DATE DU BILAN

Aucun événement significatif n'est survenu après la date du bilan.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

En milliers de CHF

6. PRÉSENTATION DES COUVERTURES DES CRÉANCES ET DES OPÉRATIONS HORS BILAN AINSI QUE DES CRÉANCES COMPROMISES

PRÊTS ET EFFETS DE CHANGE		Nature des couvertures			Total
		Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
Créances sur la clientèle		–	255'982	688'796	944'778
Total des prêts et effet de change	31.12.2022	–	255'982	688'796	944'778
(avant compensation avec les corrections de valeur)	31.12.2021	–	322'016	531'542	853'558

Total des prêts et effet de change	31.12.2022		255'982	677'183	933'165
(après compensation avec les corrections de valeur)	31.12.2021	–	322'016	516'703	838'719

HORS BILAN

Engagements conditionnels		–	56'860	291'378	348'238
Engagements irrévocables		–	15'849	61'029	76'878
Crédits par engagements		–	6'089	3'543	9'632
Total du hors bilan au	31.12.2022	–	78'798	355'950	434'748
	31.12.2021	–	151'668	315'603	467'271

		Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
Total des créances compromises	31.12.2022	16'592	–	16'592	16'592
	31.12.2021	19'786	–	19'786	19'786

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

7. PRÉSENTATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (ACTIFS ET PASSIFS)

		Instruments de négoce			
		Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	
DEVICES / MÉTAUX PRÉCIEUX					
Contrats à terme		782	746	53'933	
Total avant prise en compte des contrats de netting		31.12.2022	782	746	53'933
– dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation			–	–	–
Total avant prise en compte des contrats de netting		31.12.2021	26	20	25'819
– dont établis au moyen d'un modèle d'évaluation			–	–	–

		Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)	
Total après prise en compte des contrats de netting		31.12.2022	782	746
		31.12.2021	26	20

RÉPARTITION SELON LES CONTREPARTIES		Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients	
					Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)
		31.12.2022	–	111	671

La Banque n'a pas d'instrument de couverture et n'effectue pas de contrat de netting des valeurs de remplacement positives et négatives.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

8. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

RÉPARTITION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Valeur comptable		Juste valeur	
	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Titres de créance	2'466	2'596	2'332	2'627
– dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	2'466	2'596	2'332	2'627
– dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)	–	–	–	–
Titres de participation	–	–	–	–
– dont participations qualifiées	–	–	–	–
Métaux précieux	–	–	–	–
Immeubles	–	–	–	–
Total	2'466	2'596	2'332	2'627
– dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	–	–	–	–

RÉPARTITION DES CONTREPARTIES SELON LES CLASSES DE NOTATION MOODY'S	31.12.2022	31.12.2021
Aaa-Aa3	–	–
A1-A3	–	–
Baa1-Baa3	–	–
Ba1-Ba2	–	–
Ba3	–	–
B1-B3	–	–
Caa1-C	–	–
Sans notation	2'466	2'596
Total des titres de créance	2'466	2'596

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

9. PRÉSENTATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Valeur d'acquisition	Amortis- sements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2021	Investis- sements	Désinves- tisements	Amortis- sements	Valeur comptable au 31.12.2022
Logiciels acquis	1'395	-734	661	507	-	-161	1'007
Autres immobilisations corporelles	744	-469	275	81	-15	-155	186
Total des immobilisations corporelles	2'139	-1'203	936	588	-15	-316	1'193

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de leur durée de vie prévisible, mais au maximum comme suit:

- 5 ans pour les installations/agencements;
- 3 à 5 ans pour les logiciels informatiques;
- 3 ans pour les machines et mobiliers de bureau.

ENGAGEMENTS DE «LEASING» D'EXPLOITATION, NON PORTÉS AU BILAN, SELON LES ÉCHÉANCES

La Banque a conclu le 1^{er} octobre 2019 un contrat de bail pour des locaux commerciaux à Genève sur une durée initiale de 10 ans et 4 mois, soit jusqu'au 31 janvier 2030. Ce bail engendre des charges de loyers futurs pour un montant total de CHF 6,4 millions:

	D'ici à 1 an	Entre 1 an et 2 ans	Entre 2 ans et 3 ans	Entre 3 ans et 4 ans	Entre 4 ans et 5 ans	À plus de 5 ans ¹	Total
Engagements de «Leasing» d'exploitation	889	912	912	912	912	1'900	6'437

¹ À compter du 1^{er} décembre 2025, le loyer de base correspondant au loyer annuel de la sixième année est réputé indexé sur l'indice officiel suisse des prix à la consommation (ISPC). Cette indexation n'étant pas connue à l'avance, les montants de loyer des années 6 à 10 sont basés sur le loyer annuel de 2025.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

10. RÉPARTITION DES AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

	Autres actifs		Autres passifs	
	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Impôts indirects	–	–	31	20
Charges à récupérer	12	–	–	–
Coupons	87	91	–	–
Débiteurs divers	31	–	–	–
Total	130	91	31	20

11. INDICATION DES ACTIFS MIS EN GAGE OU CÉDÉS EN GARANTIE DE PROPRES ENGAGEMENTS AINSI QUE DES ACTIFS QUI FONT L'OBJET D'UNE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Aucun actif mis en gage, cédé ou faisant l'objet d'une réserve de propriété au 31 décembre 2022 (2021: idem).

12. SITUATIONS ÉCONOMIQUES DES PROPRES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

PRÉSENTATION DE L'AVANTAGE / ENGAGEMENT ÉCONOMIQUE ET DES CHARGES DE PRÉVOYANCE

	Excédent/ insuffisance de couverture	Part économique de la banque/ du groupe financier		Modification de la part économique par rapport à l'année précédente	Cotisations payées pour l'année de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
		31.12.2022	31.12.2021			31.12.2022	31.12.2021
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	–	–	–	–	–	1'424	1'391
Total	–	–	–	–	–	1'424	1'391

La société Banque Internationale de Commerce BRED (Suisse) SA a signé un contrat d'affiliation avec la fondation collective, AXA Fondation LPP Suisse romande, Winterthur, en date du 1^{er} janvier 2016 qui respecte au minimum les dispositions légales concernant les mesures de prévoyance professionnelle en Suisse. Les mesures de prévoyance sont qualifiées selon les normes suisse de primauté des cotisations.

Il existe 5 plans de prévoyance:

- trois plans de base à choix pour tous les salariés, à l'exception du comité de Direction Générale;
- deux plans pour le comité de Direction Générale (plan couvrant le salaire fixe et plan couvrant le bonus).

Au 31 décembre 2022, 82 employés sont assurés.

La tenue des comptes de la fondation collective, AXA Fondation LPP Suisse romande, Winterthur pour l'application des mesures de prévoyance professionnelle est basée sur la norme Swiss GAAP RPC.

Il n'existe aucune réserve de contribution de l'employeur en 2022.

La Banque n'a pas d'engagement de prévoyance envers l'institution de prévoyance au 31 décembre 2022.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

13. PRÉSENTATION DES CORRECTIONS DE VALEUR, DES PROVISIONS ET DES RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

	État au 31.12.2021	Utilisations conformes au but	Reclassifica- tions	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvre- ments	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	État au 31.12.2022
Autres provisions	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des provisions	–	–	–	–	–	–	–	–
Réserves pour risques bancaires généraux	15'053	–	–	–	–	21'517	–	36'570
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques pays	19'786	–3'550	–	256	–	100	–	16'592
– dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	19'786	–3'550	–	256	–	100	–	16'592

Les créances compromises sont provisionnées à 100% depuis fin 2018.

En 2022, une nouvelle correction de valeur pour un montant total de 100 kCHF a été constituée sur une créance compromise identifiée durant l'exercice.

14. PRÉSENTATION DU CAPITAL SOCIAL

	31.12.2022			31.12.2021		
	Valeur nominale (en CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (en kCHF)	Valeur nominale (en CHF)	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende (en kCHF)
Capital-actions / capital social	100	1'330'740	133'074	100	1'030'740	103'074
– dont libéré	100	1'330'740	133'074	100	1'030'740	103'074
Total du capital social	100	1'330'740	133'074	100	1'030'740	103'074

En 2022, la Banque a procédé à une augmentation de capital de CHF 30 millions intégralement souscrite par son unique actionnaire, la Banque Internationale de Commerce – BRED, Paris.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

15. INDICATION DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LES PARTIES LIÉES

Les opérations bilan et hors bilan envers les parties liées sont conclues à des conditions conformes au marché.

	Créances		Engagements	
	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2022	31.12.2021
Participants qualifiés	372'763	125'673	817'022	562'950
Sociétés liées ¹	1'983	4'338	64'576	74'431
Affaires d'organes	–	–	–	–
Total	374'746	130'011	881'598	637'381

1 Les engagements envers les sociétés liées incluent un engagement de CHF 44,8 millions auprès de la COFACE RE, filiale à 100% de la COFACE, société consolidée par mise en équivalence par le Groupe BPCE.

AUTRES OPÉRATIONS HORS BILAN ENVERS LES PARTIES LIÉES

Au 31 décembre 2022, le hors bilan présente une garantie pour la Banque du Léman (société liée) d'un montant de CHF 5,9 mios (2021: CHF 6,2 mios).

16. INDICATION DES PARTICIPANTS SIGNIFICATIFS

PARTICIPANTS SIGNIFICATIFS ET GROUPES DE PARTICIPANTS LIÉS PAR DES CONVENTIONS DE VOTE	31.12.2022		31.12.2021	
	Nominal	Part en %	Nominal	Part en %
Banque Internationale de Commerce – BRED (avec droit de vote)	100	100%	100	100%

La Banque est détenue à 100% par la Banque Internationale de Commerce – BRED, filiale à 99,99% de la Compagnie Financière de la BRED (COFIBRED), filiale à 100% de la BRED Banque Populaire.

DROITS ET RESTRICTIONS LIÉS AUX PARTS DU CAPITAL SOCIAL

Toutes les composantes du capital social sont entièrement libérées.

Pour pouvoir exercer leur droit de vote et les droits qui lui sont liés, les détenteurs d'actions nominatives doivent être reconnus par le conseil d'administration et inscrits dans le registre des actionnaires. Cet assentiment peut être refusé si l'actionnaire ne déclare pas avoir acquis les actions en son nom et pour son compte ou si les droits de vote d'un propriétaire d'actions nominatives excèdent 5% du nombre total des actions nominatives émises.

Ce sont les seules restrictions au droit de vote des actionnaires.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

17. PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE DES ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	À vue	Résiliable	Échu				Immobilisé	Total
			D'ici 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	Après 5 ans		
ACTIFS / INSTRUMENTS FINANCIERS								
Liquidités	224'562	–	–	–	–	–	–	224'562
Créances sur les banques	152'956	–	343'978	2'675	–	–	–	499'609
Créances sur la clientèle	–	569'489	363'624	16	36	–	–	933'165
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	782	–	–	–	–	–	–	782
Immobilisations financières	–	–	–	–	2'466	–	–	2'466
Total	31.12.2022	378'300	569'489	707'602	2'691	2'502	–	1'660'584
	31.12.2021	260'833	542'288	405'550	15'966	2'612	–	1'227'249
FONDS ÉTRANGERS / INSTRUMENTS FINANCIERS								
Engagements envers les banques	15'664	–	555'982	60'000	–	230'500	–	862'146
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	250'308	–	338'306	34'522	–	–	–	623'136
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	746	–	–	–	–	–	–	746
Total	31.12.2022	266'718	894'288	94'522	–	230'500	–	1'486'028
	31.12.2021	252'315	429'823	81'220	–	343'538	–	1'106'896

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

18. PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE

ACTIFS	31.12.2022		31.12.2021	
	Suisse	Étranger	Suisse	Étranger
Liquidités	224'562	–	126'034	–
Créances sur les banques	6'285	493'324	7'301	252'574
Créances sur la clientèle	509'079	424'086	520'000	318'719
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	608	174	2	24
Immobilisations financières	–	2'466	–	2'596
Comptes de régularisation	948	1'160	914	463
Immobilisations corporelles	1'128	65	936	–
Valeurs immatérielles	–	–	–	–
Autres actifs	–	130	–	91
Total	742'610	921'405	655'187	574'467
PASSIFS				
Engagements envers les banques	14'309	847'837	15'500	589'561
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	501'920	121'216	426'897	74'918
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	40	707	20	0
Comptes de régularisation	6'549	1'597	3'740	706
Autres passifs	31	–	20	–
Réserves pour risques bancaires généraux	36'570	–	15'053	–
Capital social	133'074	–	103'074	–
Réserve légale issue du bénéfice	165	–	165	–
Bénéfice reportée	–	–	–	–
Bénéfice / perte (résultat de la période)	–	–	–	–
Total	692'658	971'357	564'469	665'185

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

19. ACTIFS PAR PAYS SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE

Les actifs par pays sont présentés sur la base du domicile du client, avant report de risque.

	31.12.2022		31.12.2021	
	Valeur absolue	Part%	Valeur absolue	Part%
SUISSE	742'610	44,63%	655'187	53,28%
EUROPE				
Belgique	20'489	1,23%	16'759	1,36%
Chypre	3'232	0,19%	3'130	0,25%
Espagne	1	0,00%	–	0,00%
France	411'587	24,73%	166'546	13,54%
Allemagne	406	0,02%	61	0,00%
Italie	1'330	0,08%	8'112	0,66%
Estonie	7'134	0,43%	5'575	0,45%
Luxembourg	37'424	2,25%	44'696	3,63%
Pays-Bas	–	0,00%	–	0,00%
Irlande	1	0,00%	1	0,00%
Royaume-Uni	153'983	9,25%	75'408	6,13%
Jersey	168	0,01%	8'009	0,65%
MOYEN-ORIENT				
Émirats Arabes Unis	78'245	4,70%	35'859	2,92%
Liban	–	0,00%	5'922	0,48%
Turquie	–	0,00%	356	0,03%
AMÉRIQUE				
États-Unis	16'134	0,97%	26'080	2,12%
Canada	–	0,00%	8'487	0,69%
Bermudes	30	0,00%	–	0,00%
Panama	–	0,00%	158	0,01%
AFRIQUE				
Bénin	21'333	1,28%	10'565	0,86%
Burkina Faso	6'026	0,36%	25'369	2,06%
Côte d'Ivoire	7'943	0,48%	2'918	0,24%
Égypte	–	0,00%	26'089	2,12%
Mali	–	0,00%	659	0,05%
Maroc	15'787	0,95%	3'654	0,30%
Algérie	–	0,00%	2'945	0,24%
Maurice	6'887	0,41%	–	0,00%
Sénégal	8'301	0,50%	5'237	0,43%

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

19. ACTIFS PAR PAYS SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE (suite)

	31.12.2022		31.12.2021	
	Valeur absolue	Part%	Valeur absolue	Part%
ASIE				
Chine	48'160	2,89%	13'923	1,13%
Hong-Kong	12	0,00%	8'413	0,68%
Singapour	76'792	4,61%	69'536	5,65%
TOTAL DES ACTIFS	1'664'015	100%	1'229'654	100%

20. RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS SELON LA SOLVABILITÉ DES GROUPES DE PAYS (DOMICILE DU RISQUE)

Les actifs par notation externe sont présentés selon le domicile du risque, après prise en compte des sécurités (liquidités nanties et garanties assureurs/banques).

EXPOSITIONS NETTES À L'ÉTRANGER Notation externe des pays selon Moody's	31.12.2022		31.12.2021	
	Valeur absolue	Part%	Valeur absolue	Part%
Aaa-Aa3	805'440	91,36%	575'344	90,00%
A1-A3	30'492	3,46%	16'963	2,65%
Baa1-Baa3	9'748	1,11%	8'112	1,27%
Ba1-Ba2	22'245	2,52%	11'791	1,84%
Ba3	11'781	1,34%	4'078	0,64%
B1-B3	–	0,00%	19'707	3,08%
Caa1-C	–	0,00%	1'881	0,29%
Sans notation	1'865	0,21%	1'400	0,22%
Total	881'571	100%	639'275	100%

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

21. PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES LES PLUS IMPORTANTES POUR LA BANQUE

	31.12.2022					
ACTIFS	CHF	EUR	USD	GBP	Autres	Total
Liquidités	224'562	–	–	–	–	224'562
Créances sur les banques	143'597	63'650	286'815	4'071	1'476	499'609
Créances sur la clientèle	63	87'165	837'514	8'423	–	933'165
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	–	–	776	–	6	782
Immobilisations financières	–	2'466	–	–	–	2'466
Comptes de régularisation	732	46	1'183	4	143	2'108
Immobilisations corporelles	1'193	–	–	–	–	1'193
Autres actifs	–	87	–	–	43	130
Total des actifs bilantaires	370'147	153'414	1'126'288	12'498	1'668	1'664'015
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	–	–	–	–	–	–
Total des actifs	370'147	153'414	1'126'288	12'498	1'668	1'664'015
PASSIFS						
Engagements envers les banques	190'000	63'514	599'505	7'621	1'506	862'146
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	3'913	89'398	524'917	4'905	3	623'136
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	–	746	–	–	–	746
Comptes de régularisation	5'900	646	1'439	5	157	8'147
Autres passifs	31	–	–	–	–	31
Réserves pour risques bancaires généraux	36'570	–	–	–	–	36'570
Capital social	133'074	–	–	–	–	133'074
Réserve légale issue du bénéfice	165	–	–	–	–	165
Bénéfice reporté / perte reportée	–	–	–	–	–	–
Bénéfice / perte (résultat de la période)	–	–	–	–	–	–
Total des passifs bilantaires	369'653	154'304	1'125'861	12'531	1'666	1'664'015
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	–	–	–	–	–	–
Total des passifs	369'653	154'304	1'125'861	12'531	1'666	1'664'015
POSITION NETTE PAR DEVISE	494	–890	427	–33	2	–

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

22. RÉPARTITION ET COMMENTAIRES DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

	31.12.2022	31.12.2021
Engagements de couverture de crédit et similaires	–	–
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	328'612	426'193
Autres engagements conditionnels	19'626	12'164
Total des engagements conditionnels	348'238	438'357
Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscaux	–	–
Total des créances éventuelles	–	–

23. RÉPARTITION DES CRÉDITS PAR ENGAGEMENT

	31.12.2022	31.12.2021
Engagements résultant de paiements différés	9'632	2'152
Engagements par acceptations	–	–
Autres crédits par engagement	–	–
Total des crédits par engagement	9'632	2'152

24. RÉPARTITION DU RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR

	31.12.2022	31.12.2021
Devises	811	551
Total du résultat des opérations de négoce	811	551

La Banque n'utilise pas l'option de la juste valeur.

25. INDICATION SUR LES INTÉRÊTS NÉGATIFS

	31.12.2022	31.12.2021
Intérêts négatifs concernant les opérations actives	66	551
Intérêts négatifs concernant les opérations passives	571	1'216

Les intérêts négatifs concernant les opérations actives sont présentés comme réduction du produit des intérêts et des escomptes, et les intérêts négatifs concernant les opérations passives comme réduction des charges d'intérêts.

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

26. RÉPARTITION DES CHARGES DE PERSONNEL

	31.12.2022	31.12.2021
Salaires	13'695	11'953
– dont charges en relation avec les rémunérations basées sur les actions et les formes alternatives de la rémunération variable	–	–
Prestations sociales	2'444	2'168
Autres charges du personnel	221	153
Total des charges du personnel	16'360	14'274

27. RÉPARTITION DES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	31.12.2022	31.12.2021
Coûts des locaux	1'152	975
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	921	599
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	34	17
Honoraires de la société d'audit (art. 961a ch. 2 CO)	122	297
– dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	122	297
– dont pour d'autres prestations de service	–	–
Autres charges d'exploitation	2'271	1'402
Total autres charges d'exploitation	4'500	3'290

28. COMMENTAIRES DES PERTES SIGNIFICATIVES, DES PRODUITS ET CHARGES EXTRAORDINAIRES AINSI QUE DES DISSOLUTIONS SIGNIFICATIVES DE RÉSERVES LATENTES, DE RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX ET DE CORRECTIONS DE VALEURS ET PROVISIONS LIBÉRÉES

	31.12.2022	31.12.2021
Gains non opérationnels non récurrents	1	30
Total des produits extraordinaires	1	30
Dépenses non opérationnelles non récurrentes	–	–
Total charges extraordinaires	–	–

DÉTAILS RELATIFS AUX POSITIONS DE L'ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS (suite)

En milliers de CHF

29. PRÉSENTATION DES IMPÔTS COURANTS

	31.12.2022	31.12.2021
Charge d'impôt de l'exercice sur le capital	532	412
Correction de la charge fiscale de l'année précédente	1	–
Total de la charge d'impôts	533	412

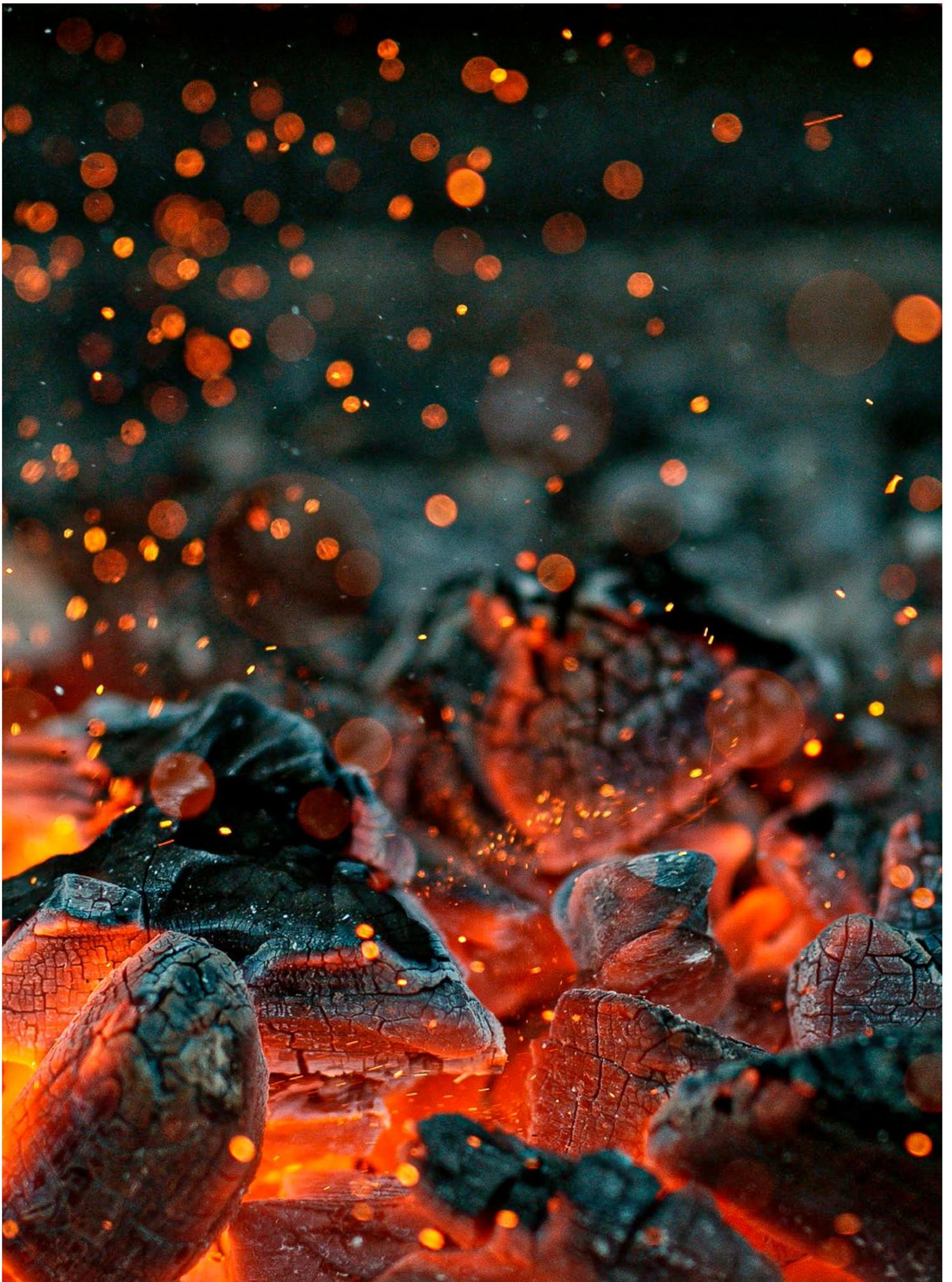
La charge d'impôt correspond uniquement à l'impôt sur le capital (environ 0,40%) dans la mesure où la Banque a fait le choix conservateur et facultatif d'attribuer l'ensemble de son résultat 2022 à la réserve pour risques bancaires généraux.

Le taux d'imposition moyen 2022 sur la base du résultat opérationnel est de 2,41%.

PROPOSITION DE RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

En milliers de CHF

	31.12.2022	31.12.2021
Bénéfice / perte	–	–
+/- Bénéfice reporté / perte reportée de l'exercice précédent	–	–
Bénéfice / perte au bilan	–	–
<hr/>		
Attribution à la réserve légale issue du bénéfice	–	–
Bénéfice reporté / perte reportée sur le nouvel exercice	–	–



PARTIE 7

EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION

EXIGENCES PRUDENTIELLES DE PUBLICATION

Les informations publiées ci-après ont été préparées conformément aux exigences de la Circ.-FINMA 2016/1 « Exigences prudentielles de publication ».

Les banques en mains étrangères sont soumises à des exigences de publication

allégées en cas de publications d'informations comparables au niveau du groupe à l'étranger. Nous renvoyons vers le « Rapport Pilier III 2022 » publié par le groupe BPCE pour de plus amples informations.

Tableau 8 CHIFFRES-CLÉS ESSENTIELS RÉGLEMENTAIRES (KM1)

FONDS PROPRES PRIS EN COMPTE (en milliers de CHF)		31.12.2022	31.12.2021
1	Fonds propres de base durs (CET 1)	165'482	116'510
2	Fonds propres de base (T1)	165'482	116'510
3	Fonds propres totaux	165'482	116'510
POSITIONS PONDÉRÉES EN FONCTION DES RISQUES (RWA) (en milliers de CHF)			
4	RWA	1'002'245	812'563
4a	Exigences minimales de fonds propres	80'180	65'005
RATIOS DE FONDS PROPRES BASÉS SUR LES RISQUES (en % des RWA)			
5	Ratio CET1 (%)	16,51%	14,34%
6	Ratio de fonds propres de base (%)	16,51%	14,34%
7	Ratio des fonds propres globaux (%)	16,51%	14,34%
EXIGENCES EN VOLANTS EN CET1 (en % des RWA)			
8	Volant de fonds propres selon le standard minimal de Bâle (%)	2,50%	2,50%
9	Volants anticycliques (art. 44a OFR) selon le standard minimal de Bâle (%)	0,00%	0,00%
10	Volant de fonds propres supplémentaire en vertu du risque systémique international ou national (%)	0,00%	0,00%
11	Ensemble des exigences de volants selon le standard minimal de Bâle, en qualité CET1 (%)	2,50%	2,50%
12	CET1 disponible afin de couvrir les exigences en volants selon le standard minimal de Bâle (après déduction du CET1 affecté à la couverture des exigences minimales et cas échéant à la couverture des exigences TLAC) (%)	6,34%	6,34%

RATIOS-CIBLES DE FONDS PROPRES SELON L'ANNEXE 8 DE L'OFR (en % des RWA)		31.12.2022	31.12.2021
12a	Volant de fonds propres selon l'annexe 8 OFR (%)	2,50%	2,50%
12b	Volants anticycliques (art. 44 et 44a OFR) (%)	0,00%	0,00%
12c	Ratio-cible en CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	7,00%	7,00%
12d	Ratio-cible en T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	8,50%	8,50%
12e	Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	10,50%	10,50%

RATIO DE LEVIER BÂLE III			
13	Engagement global (en kCHF)	1'766'824	1'333'127
14	Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	9,37%	8,74%

RATIO DE LIQUIDITÉS (LCR) ⁴		T4 2022	T3 2022	T2 2022	T1 2022	T4 2021
15	Numérateur du LCR: somme des HQLA (en kCHF)	214'696	224'564	174'034	123'759	127'913
16	Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie (en kCHF)	179'442	166'356	125'398	93'593	97'495
17	Ratio de liquidités, LCR (%)	119,65%	134,99%	138,79%	132,23%	131,20%

RATIO DE FINANCEMENT (NSFR)		31.12.2022	31.12.2021
18	Refinancement stable disponible (en kCHF)	698'603	695'005
19	Refinancement stable nécessaire (en kCHF)	568'778	533'478
20	Ratio de financement NSFR (en %)	122,83%	130,28%

⁴ Pour le numérateur et le dénominateur du LCR, les chiffres correspondent aux valeurs moyennes de chacun des quatre derniers trimestres.

8 PARTENARIATS

La BIC-BRED (Suisse) SA est membre de plusieurs associations faitières ou organismes actifs sur la place financière.



Swiss Trading and Shipping Association

La STSA est la principale association professionnelle pour le trading et le transport maritime des marchandises en Suisse.



Fondation Genève Place Financière

La FGPF est l'organe faitier de la place financière et a pour objectif principal de favoriser le développement et le rayonnement de celle-ci.



Chambre de Commerce et d'Industrie de Genève

La CCIG a pour objectif d'assurer une économie forte, permettant aux acteurs qui constituent le tissu économique local d'exercer leur activité de manière pérenne.



Cercle CycloPé

Le Cercle CycloPé est une société d'études, spécialisée dans l'analyse des marchés mondiaux de matières premières. Il s'agit également d'un réseau mondial d'une cinquantaine d'experts de ces marchés.



Swiss-African Business Circle

Le SABC est la principale association favorisant les contacts d'affaires et liens entre la Suisse et l'Afrique. Le SABC offre un important réseau et une plateforme consacrée aux échanges d'expertise, d'expérience, de projets et d'idées.



Forum Francophone des Affaires

Le FFA a pour objectif de renforcer le dialogue entre les mondes économiques et politiques au travers de manifestations et rencontres (chefs d'États et de gouvernements, ministres).



Agence Pour la Coopération et le Développement

L'association ABPCD contribue à l'amélioration des systèmes bancaires et organisations financières, au service des économies et du développement des financements du secteur privé.



EsiSuisse

Le but d'EsiSuisse est de mettre en œuvre, en cas de liquidation forcée ou de mesure de protection prononcée à l'encontre d'une banque ou d'une maison de titres, les dispositions de l'art. 37h de la Loi sur les banques relatives à l'autorégulation.



L'Association suisse des banquiers

L'ASB est l'association faitière de la place financière suisse. Son objectif principal est de créer des conditions-cadres optimales pour les banques en Suisse.



Association des banques étrangères en Suisse

L'AFBS représente les banques étrangères en Suisse auprès de l'administration fédérale, de l'ASB et des autres acteurs de la place financière.



Chambre de Commerce et d'Industrie France Suisse

La CCI France-Suisse est une association de droit local d'utilité publique qui regroupe des entreprises françaises recensées en Suisse et des sociétés helvétiques entretenant des relations commerciales avec la France. Elle permet donc de créer des liens et des synergies dans cette communauté d'affaires franco-suisse.

LES COLLABORATEURS
DE LA BIC-BRED (SUISSE) SA (SUITE)



IMPRESSUM

Remerciements
La BIC-BRED (Suisse) SA tient à remercier ses partenaires et collaborateurs qui ont contribué à l'élaboration de ce document.

Conception et réalisation: Atelier Schnegg+, Genève
Photographies: Loris von Siebenthal, Genève & Shutterstock
Impression: NBmedia, Genève

**BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE –
BRED (SUISSE) SA**

Boulevard du Théâtre, 8
CH-1204 Genève

T +41 22 312 30 70
F +41 22 312 30 36
www.bic-bred.com
Swift: BICFCHGG

BIC-BRED (SUISSE) SA DIFC BRANCH

Al Fattan, Currency House,
Tower 2, Level 1, Unit 05
Dubai – U.A.E.

BIC-BRED (Suisse) SA DIFC Branch is regulated
by the Dubai Financial Services Authority